

Tribune *socialiste*

SPÉCIAL MAI 68

N° 374 / 13 JUIN 1968 / PRIX 2 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Ce n'est qu'un début

Michel Rocard

Le gaullisme a failli sombrer. Les étudiants, furieux de se découvrir futurs chômeurs, lassés de l'absurdité fréquente de l'enseignement qu'ils reçoivent, sont passés à la contestation active. Ils ont fait reculer le pouvoir.

Forts de cette leçon les travailleurs, et notamment les jeunes ouvriers, ont renoncé à la longue patience qui fut pendant vingt ans le choix de la classe ouvrière française, pour occuper leurs usines et donner ainsi une nouvelle dimension à leur lutte contre le capitalisme.

Paralysé pendant cinq semaines, le pouvoir gaulliste a été bien près d'être vaincu. Il n'a été sauvé que par la rapidité avec laquelle les direc-

tions de la C.G.T. et du P.C. ont accepté de voir la vaste bataille politique et sociale qui se déroulait réduite à une simple compétition électorale.

En effet la consultation si elle a lieu se déroulera dans le cadre de notre vieux système politique : droit de vote à 21 ans et non à 18, listes non révisées, mode de scrutin favorisant les notables et non les grands courants nationaux, investitures décennées par des formations anciennes et souvent sclérosées. Dans de pareilles conditions, il est peu probable que les objectifs essentiels du mouvement qui s'est développé dans le pays soient repris par la majorité des candidats, et moins encore que ces objectifs constituent le program-

me d'une improbable coalition de gauche victorieuse. La bataille électorale n'est donc qu'un épisode, et peut-être pas le plus important, d'une lutte commencée et qui continue à se développer sur d'autres terrains, celui des usines toujours en grève et celui des universités notamment.

Les vraies questions

Cet immense combat pose bien des questions. Et d'abord quels en étaient les causes et les objectifs. A l'université, les étudiants découvriraient l'absurdité d'un système centralisé, inchangé depuis 150 ans, incapable d'évoluer, distillant une culture sans rapport avec les besoins de la société actuelle.

Privés de toute possibilité de travail en commun, d'échanges avec les professeurs — pour ne pas parler de contestation — et de travail pour l'avenir, ils se sont trouvés en face d'un gouvernement dont l'ambition réformatrice se limitait, sous couvert d'adaptation, à un asservissement plus grand de l'enseignement au système capitaliste.

Les étudiants ont mis en cause le contenu de l'enseignement, les méthodes pédagogiques, la signification sociale de la culture c'est-à-dire son caractère de classe et revendiqué à la fois une place légitime pour le

(suite page 2)

□ Ce n'est qu'un début

(Suite de la 1^{re} page)

pouvoir étudiant et l'autonomie des universités. Mais très vite ils ont dépassé ce stade pour voir dans l'université le reflet de la société tout entière, et par là mettre en question le régime capitaliste lui-même.

Le mouvement ouvrier de son côté, par les occupations spontanées d'usines et la grève générale, est entré en lutte contre le capitalisme. La raison principale en est la politique de ralentissement volontaire de l'expansion et de chômage provoqué qu'ont traduite le V^e Plan, puis plus encore la stabilisation Giscard. Ces choix économiques du gouvernement et du patronat s'accompagnaient des compléments classiques en régime capitaliste : inégalités sociales et régionales croissantes, avantages fiscaux systématiques aux profits privés et et aux sociétés, aux dépens des salariés. Devant une politique aussi défavorable à leurs intérêts, et devant tant d'affronts accumulés, les travailleurs et notamment les jeunes n'ont pas ressenti les forces anciennes de la gauche comme capables de porter leur protestation, ni surtout le parlement comme suffisant à la traduire dans les faits. Et ils ont occupé leurs usines, revendiquant par là un régime qui satisfasse mieux leurs revendications. Cela signifie en fait un régime de transition vers le socialisme, car la satisfaction des revendications n'est pas possible sans de profondes réformes de structure et d'importantes nationalisations comme celle du crédit.

Les formes de gestion en cause

Il y a plus. Les occupations d'usines ont commencé dans le secteur nationalisé ce qui signifie que la lutte était bien davantage dirigée contre certaines formes de gestion que contre la propriété privée des moyens de production et d'échange. Dans ce domaine, comme en ce qui concerne les luttes paysannes, comme dans le cas de batailles engagées par les jeunes membres de certaines professions libérales contre leurs ordres, c'est un combat contre l'Etat centralisé qui est engagé, un combat contre le refus de négocier avec les intéressés.

L'Etat « jacobin » est en train de dégénérer lentement, en France comme ailleurs. Chacun ressent aujourd'hui que la bonne gestion exige une forte décentralisation, et que la démocratie exige l'association directe des intéressés à leurs propres affaires, soit par l'auto-gestion (maisons de la culture, maisons de jeunes, équipements sociaux, entreprises autogérées, coopératives, groupements agricoles d'exploitation en commun, municipalités à pouvoirs élargis et sans tutelle, etc.), soit par le contrôle des décisions : pouvoir syndical dans

l'entreprise, pouvoir étudiant à l'université. Le P.S.U., qui avait déjà affirmé sa volonté de décoloniser la province, se sent en plein accord avec cette volonté de démocratie directe. La colère populaire s'est levée contre l'arbitraire, l'anonymat des décisions, la bureaucratie concentrée à Paris, et le refus de dialogue de la part de l'Etat, qui négocie pas les conditions de travail avec ses fonctionnaires, comme de la part du patronat, qui refuse obstinément de négocier les salaires réels.

De cette révolte, le P.S.U. est solidaire. Les objectifs fondamentaux du mouvement, c'est donc l'édification de structures socialistes dans notre économie, par l'extension du secteur public, une planification souple mais disposant de moyens d'exécution sérieux et le droit de contrôle du pouvoir syndical. C'est aussi une très large décentralisation professionnelle et régionale. C'est enfin une gestion démocratique des institutions d'information et de culture ouvertes à tous les courants.

Ces objectifs sont ceux du mouvement récent, qui fut spontané et n'a été dirigé par personne. Il a dépassé de très loin les forces du seul P.S.U. Cependant, la coïncidence vaut d'être signalée, pour l'essentiel ces objectifs étaient déjà ceux que se donnait le P.S.U. lors des élections législatives de mars 1967. Notre parti, en effet, entend poursuivre ces objectifs aussi bien par l'action légale et parlementaire que par la pression pacifique des travailleurs lorsque l'action légale n'y suffit pas.

Une même politique

Lorsque nous présentions un contre plan devant le V^e Plan gaulliste, nous étions pour certains des révisionnistes de droite. Lorsque nous approuvions De Gaulle lors de la reconnaissance de la Chine, du retrait de l'armée française de l'O.T.A.N. ou dans sa politique vietnamienne, nous étions pour d'autres des gaullistes de gauche. Et lorsque nous disons que la colère populaire ne doit pas s'être levée en vain, qu'il faut traduire la force énorme de cette grève générale par l'introduction en France de transformations socialistes, nous devenons des gauchistes : tout cela n'est guère sérieux ni conséquent. Il s'agit de la même politique, celle du socialisme démocratique défendant les classes laborieuses du pays et solidaire des combats qu'elles livrent. Nous avons défendu cette politique en mars 1967, et si elle avait été appliquée peut-être la crise récente aurait-elle été évitée. Nous l'avons défendue à nouveau, au plein cœur de la crise, en exigeant le retrait d'un régime disqualifié. Et nous la défendons de nouveau devant le corps électoral.

Sur deux points cette politique a posé des problèmes qui n'ont pas été bien compris.

Le premier concerne la violence. Soyons très clairs : dans les usines occupées les machines ont été parfait-

tement entretenues, les consignes de sécurité respectées. Toutes les manifestations, ouvrières comme étudiantes, sans exception, ont été pacifiques chaque fois que la police n'a pas tenté de s'y opposer. Au Quartier Latin comme à la Bastille, à Lyon comme à Bordeaux, à Flins comme à Sochaux, c'est chaque fois la volonté policière d'occuper les locaux universitaires ou industriels, ou de bloquer l'itinéraire d'une manifestation pacifique, qui a provoqué l'immobilisation des manifestants puis les charges de police, et dans les manifestations suivantes les barricades défensives pour se protéger de ces charges. Le pouvoir gaulliste a souhaité des violences pour que l'opinion ait peur. Mais la maturité politique et la responsabilité des ouvriers et des étudiants a su conserver leur caractère totalement pacifique aux manifestations que le gouvernement n'a pas osé contrecarrer, celle du 9 mai pour les étudiants, celle de Charléty, et celle de la gare Montparnasse. Aujourd'hui encore les provocations policières de Flins et de Sochaux sont destinées à faire voter U.N.R. par crainte bien plus qu'à faire aboutir les négociations. Mais le piège est tendu en vain. Dans un pays avancé comme le nôtre, la transformation socialiste peut prendre des voies pacifiques même si elles sont énergiques ; c'est ce qu'ont démontré les forces socialistes en lutte. Il faut inlassablement expliquer à l'opinion tout entière que le pouvoir gaulliste voit dans le déchaînement de la violence son ultime recours. Ce n'est qu'une raison de plus de mettre une fois pour toutes fin à son règne.

Le second point, qui n'a pas toujours été bien compris, concerne les relations du P.S.U. avec ses partenaires de la gauche. Nous nous battons contre le capitalisme et contre le régime gaulliste, comme contre ses alliés centristes. Nous sommes dans cette bataille solidaires des ouvriers, des techniciens, des cadres, des étudiants, des enseignants et des paysans qui font confiance au parti communiste ou à la Fédération de la gauche. Notre désistement éventuel au second tour traduit cette solidarité. Mais cela ne veut pas dire que nous soyons d'accord avec les orientations prises par les directions politiques de ces formations, bien au contraire.

Le triste langage du P.C.F.

Le parti communiste tout d'abord, a repris à l'égard des militants de gauche avec lesquels il n'est pas d'accord le langage de l'insulte. C'est inadmissible. La société libre à l'édification de laquelle nous travaillons suppose la libre discussion et le respect mutuel jusque dans le désaccord. Nous l'avons affirmé en ouvrant la tribune d'un de nos meetings à des dirigeants étudiants dont nous sommes loin de partager toutes les vues. C'est une des conditions de la démocratie sur laquelle nous ne capitulerons jamais. Que le P.C. le sache. Nous avons retrouvé le partenaire intolérant et sans scrupules que l'on croyait révolu. C'est l'élé-

ment le plus noir du bilan de cette période.

En outre, sur le fond, le P.C. et la C.G.T. ont constamment cherché à freiner le mouvement au lieu de lui laisser développer toute sa force. Il y a deux raisons à cela. La première est le refus du P.C. de laisser se faire la transformation socialiste dont il n'aurait pas le contrôle complet. Il n'y a pas de compromis possible avec cette attitude, elle doit disparaître, soit que le P.C. évolue, soit qu'il soit remplacé dans la direction de la lutte. Le premier objectif est plus facile à atteindre, souhaitons qu'il puisse l'être rapidement.

La seconde raison du freinage communiste est encore plus importante. Multipliant les initiatives de gestion populaire à la base, le mouvement récent a donné de la société socialiste à la création de laquelle il travaille une image de très grande liberté. Or la société socialiste est aux yeux du P.C. une société centralisée et autoritaire pendant une phase très longue. De ce fait tout le mouvement actuel lui a paru erroné dans son orientation. Le conflit fondamental est là.

Ce que nous voulons

Pour le P.S.U., la société socialiste est une société libre. La France est un pays assez développé pour n'avoir pas besoin d'une pression policière pour accélérer la centralisation de l'épargne collective. Ce n'est pas le modèle soviétique qui peut représenter le socialisme à faire chez nous. Au contraire les Tchécoslovaques, après les Yougoslaves, cherchent à assouplir leur planification. La crise que la France vient de vivre montre que le parti communiste n'a en rien changé quant à son orientation fondamentale et au type de société pour lequel il travaille. C'est un débat que nous retrouverons. Il explique la profondeur des divergences dans la lutte.

Quant à la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste, sa présence est plus sensible sur le plan électoral que dans la lutte. C'est un nouveau signe de l'absence de cohésion sociale de cette organisation, comme de sa faiblesse politique. De ce fait, nous nous sentons tout aussi éloignés d'elle que du P.C. Traduisant pour l'ensemble des électeurs une partie des objectifs du mouvement, qu'il n'a d'ailleurs pas l'ambition de représenter seul, le P.S.U. a donc décidé de se présenter partout où cela lui était possible et sans négociation avec quiconque, pas plus avec la F.G.D.S., qui d'ailleurs n'en voulait pas, qu'avec tout autre.

La crise récente est une crise du système politique français et de ses vieux partis. Le P.S.U. propose aux forces du mouvement comme au corps électoral de travailler à la construction d'une force socialiste renouée et qui le dépasse lui-même. Le combat continue, dans les comités d'action populaire comme devant les urnes. Il ne se terminera qu'avec la victoire des forces socialistes. □

31 jours en mai

● **Vendredi 3 mai** : fermeture de la faculté des lettres de Nanterre. La police fait évacuer la Sorbonne. Manifestations au Quartier Latin.

● **Lundi 6 mai** : grèves et manifestations organisées par l'U.N.E.F. Les premières barricades apparaissent au Quartier Latin. « L'Humanité » dénonce « les agissements aventuristes des groupes gauchistes ».

● **Vendredi 10 mai** : en fin d'après-midi manifestation place Denfert-Rochereau. Les pseudo-discussions ayant échouées, la police charge avec violence les barricades derrière lesquelles sont enfermées les étudiants. La répression sera terminée à 5 heures du matin.

● **Lundi 13 mai** : grève générale décidée par les syndicats dans la soirée, la Sorbonne est investie par les étudiants, est déclarée « ouverte à la population ».

● **Mardi 14 mai** : dans la soirée, les ouvriers de Sud-Aviation à Nantes occupent l'usine.

● **Vendredi 17 mai** : l'occupation des usines se poursuit. A 17 heures, et malgré l'opposition de la C.G.T. les étudiants entreprennent une marche qui les mène du Quartier Latin aux usines Renault de Boulogne-Billancourt.

● **Mercredi 22 mai** : la motion de censure est rejetée au parlement. Le gouvernement interdit le retour en France de Daniel Cohn-Bendit, qui se trouve à Amsterdam.

● **Jeudi 23 mai** : devant de trois jours les consignes de l'organisation syndicale nationale, les agriculteurs se mêlent au mouvement général. A Saint-Brieuc, ils fraternisent avec les ouvriers de la S.N.C.F.

L'entrevue qui devait avoir lieu mercredi soir entre les représentants du bureau de la C.G.T. et ceux de l'U.N.E.F., a été décommandée par la C.G.T. Jeudi matin M. Séguéy déclare : « Non la C.G.T. n'a pas rompu avec les étudiants. Elle a seulement eu soin de ne pas les confondre, dans leur masse avec des éléments troubles, excités ou irresponsables, dont les actes aient provoqué la méfiance des travailleurs ». En ce jour férié, la paralysie est totale dans le pays. Graves incidents toute la nuit au Quartier Latin.

● **Vendredi 24 mai** : manifestations paysannes dans toute la France. La solidarité est exprimée largement avec les étudiants et ouvriers. Au sujet de l'interdiction frappant Cohn-Bendit, « L'Humanité » écrit : « Cohn-Bendit ne défend pas les étudiants. Il les méprise. Il prétend que leur masse est amorphe et que les étudiants d'origine ouvrière sont les moins disposés à lutter pour un changement. »

De 16 heures à 19 heures, manifestation pacifique de la C.G.T. de la Bastille au Carrefour Caumartin.

19 h. 30, à l'appel de l'U.N.E.F., du S.N.E.-Sup., du mouvement du 22 mars, soutenu par le P.S.U., des milliers d'étudiants et de travailleurs se rassemblent sur l'esplanade de la gare de Lyon. 20 h. discours du général De Gaulle. Les organisateurs de la manifestation négocient avec les forces de l'ordre, l'autorisation de se rendre sur les grands boulevards et la Bourse. 20 h. 30, les négociations ayant échouées, la police charge les manifestants. 21 h. 30, des barricades se construisent au Quartier Latin. 21 h. 40, la Bourse est prise par les manifestants. 23 h. 30 les manifestants venant des grands boulevards, arrivent au Quartier Latin. La bataille suivie d'une féroce répression va durer jusqu'à 5 h. du matin. Bilan 1 mort, des centaines de blessés. M. Fouchet dénonce le rôle de la « pègre » dans ces émeutes. En province, Nantes, Lyon (1 mort), Périgueux, Quimper, Strasbourg, Bordeaux, violentes bagarres.

● **Samedi 25 mai** : 15 h., ouverture des négociations entre les syndicats, le gouvernement et le patronat. 18 h. 45, un accord intervient pour que le S.M.I.G. soit porté à 3 F. 21 h. 45, il est décidé que des commissions paritaires se réuniront demain dimanche, dans les différents ministères compétents pour discuter des problèmes propres au secteur nationalisé.

● **Dimanche 26 mai** : 15 h., les négociations relatives au secteur privé reprennent en commission au ministère des Affaires sociales. 16 h. au ministère de l'Industrie et à celui des Transports, les entretiens concernant le secteur nationalisé commencent. De même, se réunit à la direction de la Fonction publique, une commission préliminaire. Les représentants F.O., C.G.C. et F.E.N. quittent la salle, estimant que la réunion ne sert à rien.

16 h., les représentants des syndicats de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. arrivent au ministère des Transports.

● **Lundi 27 mai** : 7 h. 15, les négociateurs dressent le procès-verbal des points d'accord.

Dans les usines, les grévistes dénoncent le protocole d'accord et réclament un gouvernement populaire. M. Jeanson (C.F.D.T.) se félicite du refus des ouvriers de reprendre le travail. Des coupures de courant ont lieu dans la journée.

Parlant des dernières manifestations, « L'Humanité » dénonce « le rôle d'agitateurs facistes, et de la pègre ». M. Fouchet en avait déjà parlé !..

18 h., à l'appel de l'U.N.E.F., de la F.E.N., de la C.F.D.T. et des P.S.U., des milliers de jeunes étudiants et travailleurs se rassemblent au stade Charléty. Jacques Sauvageot déclare : « je vois que la pègre est venue nombruse... ».



Collombert

En province, manifestation à Nantes, Besançon, Marseille, Clermont-Ferrand, Toulon, Rouen, Toulouse.

● **Mardi 28 mai** : les négociations sociales se poursuivent, après le rejet du protocole de lundi par les ouvriers des principales entreprises. Les discussions sont interrompues entre le ministre des Transports et les syndicats de la S.N.C.F. A l'Electricité, au Gaz de France et à la R.A.T.P., les négociations ne sont pas rompues, bien que l'écart entre les propositions et les revendications reste important. Conférence de presse de François Mitterrand.

Cohn-Bendit, rentré clandestinement, tient une conférence de presse à minuit à la Sorbonne.

● **Mercredi 29 mai** : le conseil des ministres est annulé, De Gaulle regagne Colombey, « en passant par Baden-Baden » où il rencontre le général Massu. Le mouvement de grève se durcit, les négociations sont pratiquement suspendues.

15 h., de la Bastille à la gare Saint-Lazare, importante manifestation de la C.G.T. 21 h. 30, déclaration de Pierre Mendès-France.

● **Jeudi 30 mai** : 16 h. 30, dans une allocution le général de Gaulle fait appel à « l'action civique contre une entreprise totalitaire ».

Manifestation gaulliste de la Concorde à l'Etoile, ainsi qu'en province. La grève reste totale. Coupures de courant dans la soirée.

● **Vendredi 31 mai** : Par la voix de son secrétaire général M. Séguéy, la C.G.T. se déclare prête à poursuivre les négociations à l'échelle du gouvernement et du C.N.P.F. Les syndicats de la S.N.C.F. et de la

R.A.T.P. se déclarent prêts à reprendre les discussions. Des incidents éclatent entre les piquets de grève et les partisans de la reprise du travail. Les livraisons d'essence reprennent dans divers stations de la région parisienne.

● **Samedi 1^{er} juin** : le nouveau gouvernement tient son premier conseil des ministres à l'Elysée. La grève reste totale, mais des négociations sont entamées dans diverses branches. Des incidents entre piquets de grève et la police éclatent à Rennes.

15 h. 30, manifestation organisée par l'U.N.E.F. sur le parcours gare Montparnasse, gare d'Austerlitz. Les manifestants vont dialoguer avec les ouvriers de chez Renault et Citroën, dans la soirée.

● **Dimanche 2 juin** : difficiles négociations dans les Transports, les grandes entreprises métallurgiques et l'O.R.T.F.

● **Lundi 3 juin** : les signes avant-coureurs d'une reprise du travail ne se sont pas confirmés. Les consultations de la base traînent en longueur à la R.A.T.P., dans les P.T.T. et surtout à la S.N.C.F., où les positions syndicales se durcissent. Dans l'automobile, les pourparlers n'ont pas commencé.

● **Mardi 4 juin** : la journée est consacrée principalement à la consultation des travailleurs. Le travail a repris à la Banque de France, dans les arsenaux, quelques entreprises privées, à la Sécurité sociale et en partie dans les charbonnages.

A Renault Billancourt, les ouvriers se sont prononcés pour la poursuite de la grève. A la S.N.E.C.M.A. aucune solution n'est intervenue.

Des négociations à l'Education nationale, ont commencé dans la matinée. A l'O.R.T.F., la situation s'est durcie. Jugeant les propositions gouvernementales nettement insuffisantes, l'intersyndicale de l'O.R.T.F. et les journalistes de France Inter se mettent en grève dès 19 h. 15.

La maison de l'O.R.T.F. et des centres de province sont occupés par les forces de police.

● **Mercredi 5 juin** : 5.000 mensuels reprennent le travail chez Michelin. Dans la sidérurgie et usines de fer en Lorraine l'activité est normale, sauf à la Société des Aciers fins de l'Est (filiale de Renault) où la grève continue. Dans les charbonnages le travail est normal, ainsi que l'Electricité et le Gaz de France.

Dans les transports, l'automobile, la chimie, la métallurgie, l'aviation civile, la situation est inchangée. A l'O.R.T.F., la direction générale fait appel aux techniciens de l'armée pour faire fonctionner les émetteurs et à quelques techniciens du secteur privé pour la Maison de la Radio.

● **Jeudi 6 juin** : reprise quasi générale et progressive du travail dans les transports et les P.T.T.. Le trafic n'a pas repris sur les aéroports civils. La marine marchande est toujours en grève. Dans la métallurgie, la chimie, le bâtiment, l'automobile, les grands magasins le conflit se poursuit. L'usine de Flins de la régie Renault est dégagée par la police.

« L'Humanité » dénonce les groupes gauchistes « qui calomnient le P.C., faisant chœurs avec De Gaulle et Pompidou, au moment où s'engage une grande bataille politique à l'occasion des élections législatives, pour en finir avec le pouvoir gaulliste ».

● **Vendredi 7 juin** : dans la métallurgie la grève reste totale, en particulier dans les usines nationales d'aéronautique - la construction automobile grève générale, ainsi que dans la marine marchande. Dans les compagnies aériennes, hôtesses et stewards veulent poursuivre la grève.

La reprise des cours dans les établissements scolaires n'est que partielle. Les grévistes de l'O.R.T.F. tiennent depuis jeudi des meetings en différents points de Paris.

Au terme d'une manifestation au marché-gare d'Agen, les agriculteurs du Sud-Ouest reprochent à la F.N.S.E.A. de n'avoir pas pris une part plus active au mouvement populaire. Pour leur part, les dirigeants du C.N.J.A. estiment que « le monde paysan ne doit pas demeurer en dehors du courant de rénovation qui se dégage ».

A l'usine Renault de Flins, plusieurs milliers d'ouvriers auxquels se sont joints des étudiants, manifestent dans les rues qui mènent à l'entreprise occupée par les C.R.S. Violents accrochages.

● **Samedi 8 juin** : dans les P.T.T., nombreux arrêts de travail dans les centres de tri parisiens. L'épreuve de force continue dans la métallurgie. Aux usines Michelin de Clermont-Ferrand, un protocole d'accord est intervenu. Dans l'automobile, les né-

gociations semblent se nouer entre les grévistes et la direction, chez Peugeot et à la régie Renault.

A Flins, violentes bagarres entre les C.R.S. et de jeunes ouvriers et étudiants. A l'appel de la C.F.D.T. et de l'U.N.E.F., des cortèges se rassemblent gare St-Lazare à Paris et se dirigent vers les usines Renault de Billancourt.

Parlant des événements de Flins, la C.G.T. dénonce « les formations, entraînées quasi militairement, qui se sont déjà signalées à l'occasion des opérations de même nature dans la région parisienne, agissent visiblement au service des pires ennemis de la classe ouvrière... » la pègre de M. Fouchet !!

Le mot d'ordre de poursuite de la grève donné par le syndicat national de l'enseignement secondaire (F.E.N.) et le syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.) est observé de façon quasi unanime par les enseignants du second degré.

(Chronologie établie par Alain ECHEGUT.)

ORTF : Le grand symbole

La plus grande entreprise de presse et de spectacle de France, en grève, pour ne plus être « détournée » par un gouvernement

« Nous sommes en grève parce que nous refusons de faire le Petit Pompidou illustré » a déclaré Frédéric Pottecher, le 29 mai dans le grand Amphithéâtre de la Sorbonne archicomble. 4 à 6.000 étudiants et travailleurs avaient pris place pour entendre quelques journalistes de la télévision exposer les problèmes du plus grand service d'information et de spectacle de France « détourné » par le gouvernement. Les journalistes venaient de décider, dans l'intérêt du public, d'arrêter le travail. Auparavant, ils travaillaient en accord avec l'Intersyndicale qui avait décidé la grève. Ils pensaient pouvoir assurer honnêtement l'information du public, et avaient tenté une expérience de contrôle collégial de l'impartialité. Un Comité de dix journalistes avait été démocratiquement élu par l'ensemble des journalistes de l'Actualité Télévisée. Elle échoua. Cette tentative aurait pu créer un état de fait irréversible, mais tout en essayant de les ignorer elle n'éliminait pas les véritables responsables de la partialité de l'information qui, à tout moment, pouvaient reprendre les choses en mains. Ce qu'ils firent, mettant ainsi les journalistes devant un choix : la « collaboration » ou la « résistance ».

● La trac

Dans cette Sorbonne, où ils se sont rendus « morts de trac », parce qu'il « est plus facile de s'adresser à 20.000.000 de téléspectateurs que l'on ne voit pas qu'à 5.000 personnes qui sont en face de soi » — et en état de contestation et de critique permanentes — les journalistes ont



A.F.P. Yves GUENA

peut-être voulu se faire pardonner leur éveil tardif, mais, n'ont fait aucune concession aux « politiques », montrant sans doute ainsi leur aptitude à l'indépendance : « Nous sommes contre le contrôle gouvernemental quel que soit le gouvernement. Il est certain que nous ne reprendrons pas le travail avec l'organisation qui existait avant. Nous devons être libres de toute pression venant du gouvernement ou des partis politiques. » (Maurice Werther). Ce qui n'empêche pas que l'autonomie de l'O.R.T.F. soit un problème politique. Qu'il y ait un gouvernement de gauche, les positions des travailleurs de l'O.R.T.F. seront aussi claires et nettes. Tous les courants d'opinion, même minoritaires, ont le droit de s'exprimer. Le gouvernement fait du chantage au « totalitarisme » mais il le fait régner à l'O.R.T.F.

On peut s'étonner que les mécontentements évidents et connus depuis longtemps des journalistes de l'O.R.T.F. devant les « méthodes effrayantes de pression et d'intimidation » du pouvoir n'aient pas été canalisés plus tôt dans une revendication précise.

Il manquait une occasion. Ce fut le refus par le sous-directeur de l'Actualité Télévisée de diffuser des réactions d'hommes politiques, après l'annonce du référendum par le Général de Gaulle.

● La douche

Ainsi pendant trois semaines le public a reçu une douche écossaise en matière d'information ; sa qualité, selon les périodes, était très variable.

A la télévision, après une flagrante absence d'information honnête sur la naissance et les développements de la révolte étudiante, quelques pressions de l'extérieur (menace de tentative d'invasion de la rue Cognac-Jay par les étudiants) et de l'intérieur (pétitions de réalisateurs et de producteurs) permirent au public de voix à « Zoom », « Panorama » et au cours d'une « Tribune » les lea-

ders du mouvement de contestation s'exprimer devant les caméras. Ensuite, comme nous l'avons dit plus haut, la direction de l'Actualité télévisée revint à la surface. Les vingt-trois non-grévistes (sur cent soixante journalistes qui travaillent pour l'Actualité télévisée) assuraient un bulletin à 20 heures dont, évidemment, l'impartialité ne pouvait être garantie. Certains avaient envisagé, pour que le journal ne passe pas à l'antenne, de faire couper l'électricité dans tout le pays. Mais, la chose n'était pas simple. Selon les syndicalistes de l'E.D.F., il aurait fallu interrompre l'alimentation du courant 50 minutes avant 20 heures pour Paris et jusqu'à 5 heures avant pour la province.

A France-Inter également, l'information du public a été de valeur égale. On a essayé, pendant quelques temps, de faire, sous le contrôle de cinq journalistes une information plus honnête qu'avant. A tel point que de nombreux fidèles des postes périphériques quittèrent leur station préférée pour redécouvrir un nouveau France-Inter. On s'en inquiéta d'ailleurs à R.T.L. Mais les journalistes de France-Inter se sont, à leur tour, joints à leurs 14.000 camarades en grève, laissant le micro à Jacqueline Baudrier.

Depuis le 4 juin, la station est plus claire, tous les programmes, indique un communiqué, sont « signés par le gouvernement soutenu par la police et par l'armée ».

● La grève

Le refus par les journalistes de la « dissidence courtoise » pour un arrêt total a permis un renforcement du mouvement de grève et de ses objectifs. La grève à l'O.R.T.F. avait été votée le 17 mai par l'assemblée générale de l'Intersyndicale (1) pour le 19 mai, zéro heure. Dans la plateforme présentée à cette occasion figuraient, précédant les demandes d'augmentation de salaire, etc. pour certaines catégories de professions, des revendications portant sur le statut de la maison : « abrogation de la loi créant l'Office de la Radio et Télévision Française ; autonomie réelle de l'Office en dehors de toute tutelle du Ministère de l'Information, du Ministère des Finances ainsi que de tous les autres ministères ou organismes gouvernementaux ; démission du conseil d'administration et de la direction générale ; démission des différents directeurs de l'Information ; constitution d'un conseil d'administration

(1) L'Intersyndicale de l'O.R.T.F. réunit la Fédération Syndicale Unifiée (S.U.T.-S.U.A.-S.U.P.A.), le Syndicat National de Radiodiffusion et de Télévision-C.G.T., le Syndicat Français des Réalisateurs de Télévision, le Syndicat Interprofessionnel de Radiodiffusion et de Télévision (C.F.D.T.), le Syndicat National Autonome, le Syndicat National des Journalistes, le Syndicat des Journalistes-Force Ouvrière auxquels sont associés le Syndicat National des Producteurs de Télévision et le Syndicat Français des Acteurs (section télévision et radio).



Agip.

dont la composition sera définie par un texte ultérieur. Ce conseil devra représenter toutes les tendances de l'opinion et comprendre des représentants de toutes les catégories de personnel de l'Office et élire son président qui aura les fonctions de directeur général. »

Les positions se sont de nouveau durcies avec l'arrivée, après le coup de poing du Général, d'un nouveau titulaire au Ministère de l'Information, M. Yves Guéna. En effet, ceux qui souhaitaient un « durcissement » au sein de l'Intersyndicale, qui craignaient un effritement du mouvement ont bizarrement trouvé un allié dans le nouveau ministre. Ses « erreurs » (l'ultimatum, le passage d'un film depuis le blockhaus de la Tour Eiffel avant que soit connue la décision des techniciens de l'O.R.T.F., l'occupation de la Maison de la Radio par la police, l'utilisation de techniciens d'une maison privée...) ont permis de sceller davantage l'unité précaire des personnels.

● M. Guéna

Les démissions des directeurs et leur remplacement doivent dans l'esprit de M. Guéna permettre de négocier avec les travailleurs de l'O.R.T.F. Ces démissions étant effectivement demandées par l'Intersyndicale. Mais le problème des hommes est relativement mineur. C'est leur fonction qui est en cause. Il y a deux points sur lesquels les personnels de l'O.R.T.F. restaient, après 15 jours de grève, intransigeants : 1) Engagement formel du gouvernement sur le futur statut assurant l'autonomie de l'Office ; 2) Régime intérimaire.

« C'est un grand chambardement des structures que nous voulons maintenant » dit Pottecher. Il était attendu depuis longtemps, souhaité isolément. Devant la diversité des professions et des intérêts de chacune d'elles l'unité de revendication paraissait difficile à réaliser. C'est à

la faveur du grand mouvement de contestation de mai qu'elle a vu le jour. Et comme dans tous les autres domaines la situation est irréversible il va falloir faire quelque chose de constructif et aucun retour au passé ne devrait être possible.

Le mouvement à l'O.R.T.F. a des caractères particuliers du fait de la multiplicité des professions représentées à l'Office, de leurs intérêts à court terme — défendus traditionnellement par les syndicats — très différents. Les journalistes et techniciens qui, tout en s'associant à leurs camarades en grève, n'avaient pas cessé le travail ont été obligés de se rendre à l'évidence que la collaboration était impossible, que le malaise de la maison ne pouvait s'exprimer que dans un mouvement général et unitaire de revendication et que seul un tel mouvement pouvait avoir le soutien de l'opinion. Encore que ce soutien ne soit pas aussi important qu'il devrait être. Car le public est très mal informé de ce qui se passe dans ce service public d'information et de culture de la nation. C'est pour le public que les gens de l'O.R.T.F. se battent, il faut que le public le sache, le comprenne pour lutter avec eux. Le mouvement est fort, mais le Pouvoir — là comme ailleurs — est prêt à tout pour le diviser et punir ensuite les « insoumis ». Le Comité, dit d'Action Civique, constitué d'un « quarteron de jaunes » qui a difamé quelques collaborateurs de l'Office s'est ridiculisé ; mais demain, l'appareil de répression politique et de délation qui commence à tisser sa toile dans le pays pourrait agir plus discrètement. L'action civique, la vraie c'est la défense et la résistance que manifesteront la population devant la police parallèle que le régime tente d'instaurer dans le pays pour survivre. S'il n'avait pas disposé, à son gré, de l'O.R.T.F. depuis 10 ans, il ne penserait peut-être plus à survivre. Il n'existerait plus.

Jacques RENOUX

L'impact de l'information radio

Depuis le 3 mai, malgré les tentatives d'émancipation courageuses d'une importante partie de son personnel, la Télévision a montré son vrai visage : un instrument lourd, peu mobile, muselé, ne colant pas à l'actualité et mettant en évidence le décalage effarant entre l'information directe d'un poste périphérique et les évocations, propagande et autres nouvelles sans importance de l'O.R.T.F.

Bénéficiant d'une certaine liberté, les stations périphériques ont tout misé sur l'information et le direct, utilisant tout le matériel technique au service d'équipes de reporters nombreuses. Ce travail d'information totale a accentué le discrédit de la radio nationale qui, le 23 mai, par exemple, au paroxysme de la violence dans le quartier latin, diffusait régulièrement des nouvelles du révérend père Boulogne... Les transistors de plus en plus miniaturisés sont sortis de toutes les poches. Lors de chaque bulletin d'information des groupes se forment sur les trottoirs, la dispersion ne se faisant jamais sans quelques commentaires préalables.

Le pouvoir a mesuré la puissance de l'information qui a interdit l'usage des voitures radio-téléphones lors des reportages en direct, sur les barricades. Julien Besançon faisait remarquer au cours d'une manifestation gaulliste qu'il avait de nouveau la possibilité d'utiliser sa voiture radio !

Dans le domaine de l'information il est permis de penser que l'on a atteint un point de non-retour. Peu de gens semblent regretter leur télévision et les Parisiens qui se précipitent vers les reporters espérant pouvoir leur rendre quelque service pour la poursuite en direct, symbolisaient le besoin de savoir d'une masse que l'on prétend indifférente, qui a pourtant pris non seulement l'habitude mais le goût d'une information complète et objective.

Gilbert CHALEIL

Les Etats Généraux du Cinéma

Nés dans l'enthousiasme le 17 mai à l'Ecole Nationale de Photographie et de Cinéma (rue de Vaugirard) que les élèves avaient occupée, les Etats Généraux du Cinéma se sont-ils détruits eux-mêmes le 5 juin au cours d'une assemblée générale extraordinaire réunie à Suresnes ? Beaucoup de gens le pensent dans la profession, tant du côté des producteurs qui assistaient à ces tempêtes avec beaucoup de sérénité, que du côté des metteurs en scène qui se sont jetés fou-

gueusement dans la mêlée et n'en ont retiré qu'amertume.

La composition de ces Etats Généraux, si elle était inspirée par une grande générosité et un sincère amour de la démocratie, est peut-être à l'origine d'un échec aussi regrettable : ouverte à « tous ceux que le cinéma concerne », professionnels, étudiants, auteurs, réalisateurs, acteurs, journalistes et même simples spectateurs, cette Assemblée ne semble pas avoir pris conscience très clairement des responsabilités énormes qui lui étaient échues. Pouvait-il en être autrement ? La démocratie directe suppose d'abord le respect de certaines règles, peut-être aussi une formation, et une habitude qui manquent malheureusement aux Français...

Que s'est-il donc passé à ces Etats Généraux du Cinéma ? Après avoir mis l'ensemble de la profession en grève et fait arrêter le Festival de Cannes (du 17 au 19 mai), les assemblées générales qui se tenaient chaque jour à l'Ecole de Vaugirard ont voté un certain nombre de décisions qui remettaient en cause l'organisation de la profession : suppression du Centre National de la Cinématographie et mise à l'étude de divers projets pour élaborer de nouvelles structures professionnelles. Le 26 mai, au cours d'une assemblée générale extraordinaire tenue à Suresnes et réunissant plus de douze cents personnes, dix-neuf projets furent présentés et soumis à un vote.

Quatre rapports sortirent du lot. Trois d'entre eux furent admis par la majorité comme base de discussion : le projet 16 présenté par Louis Malle et une vingtaine de réalisateurs (René Allio, Pierre Kast, Jean-Daniel Pollet, Alain Resnais, Roger Vadim, etc), celui du syndicat des techniciens (C.G.T.) et celui d'une équipe réunie autour de Claude Lelouch et Michel Cournot. Ces trois projets présentaient assez de points communs pour pouvoir être réunis et servir de base à une nouvelle synthèse qui tiendrait compte des critiques et objections formulées par l'assemblée.

Le projet n° 4 en revanche, bien que ne recueillant guère plus d'une centaine de voix, fut la vedette de ces Etats généraux. Son rapporteur, Thierry Derocles est un jeune assistant monteur qui est apparu comme le chef de file des jeunes Turcs de la profession. Défendu avec beaucoup d'humour par Claude Chabrol, le projet 4 est le seul qui détruit radicalement la structure capitaliste du cinéma. Il tient en trois propositions d'une simplicité... révolutionnaire :

- 1° Accès gratuit au cinéma grâce à une taxe annuelle (analogue à celle que paient les téléspectateurs).
- 2° Décentralisation par la création de studios régionaux et la projection de films sur les lieux de travail.
- 3° Libre accès de tous à la profession par des stages, et rejet de toute école traditionnelle.

Bien que repoussé par l'Assemblée générale, ce projet aussi séduisant qu'utopique ne cessa de donner mauvaise conscience aux Etats généraux

et aux inventeurs des autres systèmes.

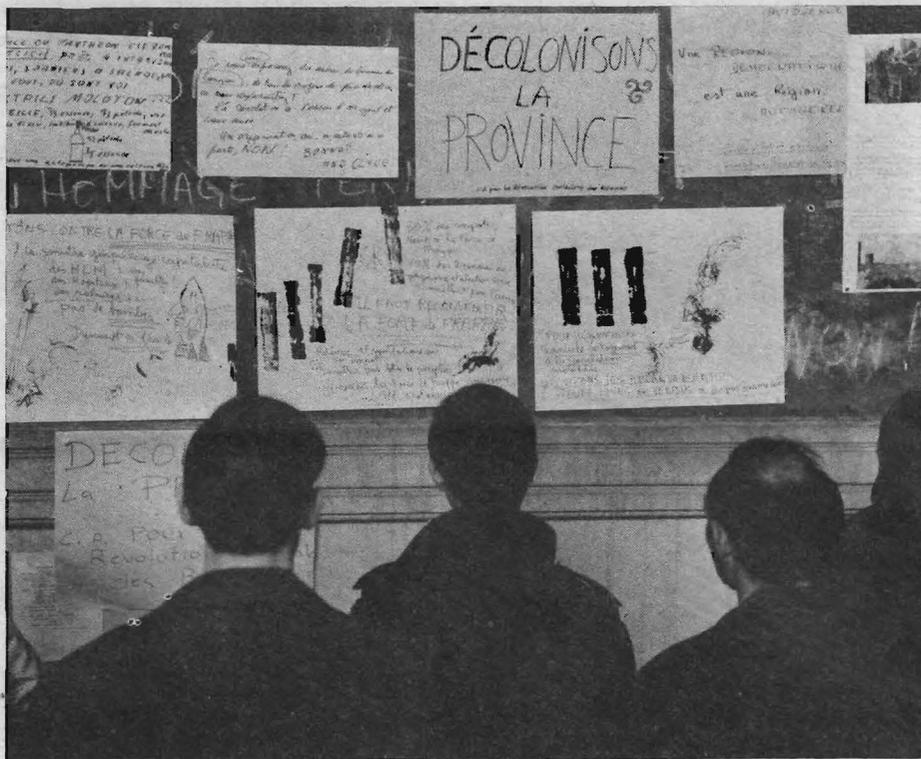
Les projets présentés par les réalisateurs furent rapidement en butte à la méfiance de l'Assemblée qui crut y découvrir des relents de « mandarinat », une volonté mal dissimulée de partager entre quelques grands noms du cinéma le « gâteau » du secteur public et les fonds, hypothétiques, arachés à l'État. Les unités de production apparurent à ces esprits soupçonneux comme des sœurs jumelles de certaines maisons de production, très capitalistes, gérées par des réalisateurs avisés et prospères.

Pour prouver leur bonne foi les réalisateurs mis en cause se remirent au travail avec un courage qu'il faut souligner, car les reproches ne leur furent pas ménagés. Dans le nouveau projet, synthèse des précédents, tenant compte scrupuleusement des critiques et des soupçons qui s'étaient manifestés, fut présenté à la discussion de l'Assemblée générale du 5 juin. Ce fut l'hallali... Contesté en bloc par un groupe d'étudiants, le projet ne fut pas seulement discuté mais mis en pièces par des orateurs qui n'étaient pas toujours de bonne foi. A droite on lui reprochait son caractère utopique (il supposait un budget de 253 millions de francs pour la 1^{re} année !), à gauche, ses compromissions avec le capitalisme ; ses meilleurs partisans lui découvraient des contradictions internes. La place manque pour une analyse complète de ce projet. Le temps et la réflexion ont certainement manqué à l'assemblée du 5 juin pour élaborer des critiques justifiées et constructives. Après avoir renoncé à discuter le projet, les Etats Généraux ont voté, avec une proportion importante d'abstentions (1/3), une motion qui est une déclaration d'intentions générales où l'on retrouve pêle-mêle les idées remuées pendant ces jours de tumulte :

- création d'un secteur public prioritaire,
- destruction des monopoles et création d'un organisme national de diffusion et d'exploitation des films (sortes de messageries analogue à celles de la presse), avec perception directe dans les salles.
- autogestion, lutte contre le mandarinat.
- abolition de la censure,
- création de groupes de production autogérés et non soumis à la loi du profit,
- intégration de l'enseignement de l'audio-visuel dans l'enseignement général rénové.
- union étroite avec une Télé moins autogérée, indépendante du pouvoir et de l'argent.

De quels moyens disposent les professionnels du cinéma pour faire aboutir ces revendications ? De la réponse à cette question dépend évidemment l'efficacité de cette motion.

Dolorès DUBOIS.



Collombert

Radio périphériques : l'épreuve de la rue

Surprise par la charge des C.R.S. et des gendarmes, la foule des manifestants reflue. Les premières grenades lacrymogènes éclatent. Et en riposte partent les premiers pavés.

Dans les studios de Radio-Luxembourg et d'Europe N° 1, on s'apprête à lire les informations de 15 h quand arrivent les appels des reporters qui suivent la manifestation étudiante. En une minute les échauffourées sont devenues de véritables combats de rue. Des barricades apparaissent. Rue Saint-Jacques, boulevard Saint-Germain, place Maubert, des accrochages d'une rare violence se produisent. « Je n'ai jamais vu cela à Paris » raconte Christian Brincourt au micro de R.T.L. Couché sous la voiture-radio, il se protège du mieux qu'il peut. Une grenade explosera pourtant à quelques centimètres de son précaire refuge le blessant légèrement aux jambes. A Europe N° 1, rue François-I^{er}, c'est l'affolement : on a perdu le contact avec le quartier Latin. Un pavé vient d'arracher l'antenne de la voiture radio-téléphone. Heureusement, la moto émetrice prend aussitôt le relais.

Pendant cinquante minutes, pratiquement sans interruption, les auditeurs à l'écoute des radios « périphériques » vont vivre en direct, ce lundi 5 mai, la première grande bataille de rue de la « révolution de mai ». Pour R.T.L. et Europe N° 1, ce n'est qu'un début. L'O.R.T.F. est d'une extrême discrétion. Dans quelques jours ce sera le silence complet : la radio officielle ne résistera pas à l'onde de choc partie du quartier Latin.

Des pressions inefficaces

A Europe et à R.T.L., les premières manifestations et les premières

grèves provoquent une immense surprise. Surprise chez les journalistes : quelques heures avant la manifestation du 10 (Denfert-rue Gay-Lussac) le reporter le plus connu de R.T.L. s'envolait pour le Maroc. Pour une fois, il n'était vraiment pas dans le « coup » ! Surprise surtout chez les « politiques » : pendant dix jours au moins les journalistes de Radio-Luxembourg auront carte blanche pour « courir » l'information. Ils en profiteront pour donner le maximum de direct alors que dans le même temps Europe plus prudent limitait les interventions de ces reporters.

La direction de la station luxembourgeoise a immédiatement mesuré le parti qu'elle pouvait tirer de la situation. Contrairement à sa rivale (Europe 1) qui n'appréciait pas à sa juste valeur l'ampleur de l'événement, elle a compris qu'il fallait se faire l'écho de l'immense vague qui soulevait le pays.

Les risques d'une telle politique étaient évidents, et sont apparus dès la première semaine : le Pouvoir n'allait pas tolérer qu'une station de radio à large audience populaire en France échappe à son contrôle. Dès le lundi 5 mai, les inspecteurs des renseignements généraux mêlés « incognito » aux manifestants signalaient que ceux-ci usaient largement des transistors pour connaître la position « des forces de l'ordre », se rassembler et contre-attaquer. De plus, on prenait conscience dans les milieux officiels de l'impact considérable des reportages vraiment trop importants diffusés par les deux stations « commerciales ». Un reporter ayant eu l'audace d'affirmer que les C.R.S. lançaient des grenades au chlore, on jugea nécessaire d'intervenir avec beaucoup de vigueur auprès des directions. Dans la journée du 11, après la première nuit des barricades, les pressions des plus

vives furent dirigées contre elles : elles émanaient du ministère de l'Intérieur, de Matignon et de l'entourage de M. Foccart. Ce fut en pure perte — pour R.T.L. en tout cas : les seules consignes données aux reporters de Radio-Luxembourg entre le 11 et le 24 par la rédaction en chef se résumaient à celle-ci : « Dites ce que vous voyez, rien d'autre. » A Europe, la situation était beaucoup plus complexe. Tous les auditeurs qui ont suivi le reportage de la nuit de la rue Gay-Lussac ont été témoins des interventions « malencontreuses » du meneur de jeu visiblement soucieux de minimiser les événements et d'éviter une dramatisation. Ses ordres donnés dans le feu de l'action aux reporters sur place (« Eloignez-vous des zones dangereuses »), ses jugements hâtifs sur les reportages diffusés en direct (« Ce n'est pas possible. Vous vous trompez certainement. Vérifiez vos informations ») ont contribué à la perte de prestige que connaît Europe depuis lors. Nombre d'étudiants présents au quartier Latin ont perdu confiance dans une station jugée auparavant « la plus objective ».

Radio-émeutes

Devant la détermination des dirigeants de R.T.L. de ne pas céder au chantage et à l'intimidation, le pouvoir allait passer aux actes : le jeudi 23 mai, à 21 h 45, le ministère des P. et T. annonçait qu'il retirait l'autorisation provisoire accordée aux stations de radio d'utiliser les radio-téléphones. Les journalistes ayant décidé d'assurer coûte que coûte leurs reportages avec l'aide des téléphones des particuliers, nouvelle mesure : le central Dorian qui couvre le quartier de la gare de Lyon est bloqué quand éclatent les premiers accrochages le vendredi 24 mai.

C'est à partir de cette date que s'amorce un sensible mouvement de recul à R.T.L. (qui semble être indépendant des pressions gouvernementales). Pressant un essoufflement du mouvement, la direction adoptera une attitude de plus en plus réservée. « Attention à ne pas devenir radio-émeutes. Vous savez que Luxembourg peut nous couper l'antenne à tout moment », confie Jean Farran à ses collaborateurs. On évitera par exemple de diffuser des interviews de Cohn-Bendit (Brincourt, qui avait recueilli une déclaration exclusive du leader du « 22 Mars » lors de la manifestation des gares Montparnasse-Austerlitz, le 1^{er} juin, en sera pour ses frais).

On s'efforcera donc désormais d'observer une stricte neutralité, une balance égale entre le pouvoir et l'opposition, entre les manifestations de rue et les déclarations politiques. Il s'agit maintenant de cueillir les fruits de mai : l'audace a payé. L'heure est venue de faire ses comptes.

Claude FURET.

Les journalistes responsables... de leurs journaux

Les journalistes ont, eux aussi, contesté. Surtout dans les organes où le capital financier règne en maître sur le capital humain. Ainsi au *Figaro* où les journalistes s'inquiètent du peu de cas que l'on fait d'eux. On considère pourtant au Rond-Point le mot « participation » pour un mot-clé du gaullisme finissant. Mais entre les mots et l'action, il y a la Société du *Figaro*. Les journalistes qui se sont constitués en *Société de rédacteurs* en 1965 voudraient bien avoir leur mot à dire au sujet de la création d'une nouvelle société de gestion remplaçant l'ancienne *Société fermière* qui doit disparaître en 1969. Les journalistes ne sont pas très exigeants, ils demandent simplement qu'un « équilibre » se fasse entre « les intérêts financiers des propriétaires et les droits moraux de l'équipe intellectuelle ». Les patrons refusent aux rédacteurs le « droit d'intervenir ». Autrement dit le pouvoir ne se partage pas. Les journalistes du *Figaro* réunis le 5 juin en assemblée ont décidé de se mettre en grève avant le 1^{er} octobre 68.

Profitant du flux du mouvement les rédacteurs de nombreux journaux ont créé des sociétés de journalistes, aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* et aux *Dernières Nouvelles du Haut-Rhin*, à *Paris Match*..., dans de nombreux autres titres des assemblées générales de journalistes ont décidé de créer de telles sociétés : *Télé 7 jours*, *Télérama*, *Réalités*, *La Vie Catholique*, *le Provençal*, *Le Havre Libre*...

Les personnels de l'Agence France Presse ont débrayé plusieurs fois et les journalistes ont réclamé une plus grande participation.

Au *Parisien Libéré*, les journalistes ont soutenu les ouvriers de l'imprimerie qui avaient refusé d'imprimer le journal si les dirigeants ne modifiaient pas le titre de l'édition du 24 mai « déjà discutable à 18 heures, et qui, notent les journalistes, ne reflétait plus à 22 heures, l'évolution des événements » (« Premiers signes de reprise... »)

Les journalistes de la région Dauphiné-Savoie qui ont eu à subir, du fait de la création de l'*Entreprise de presse N° 1* les conséquences de la concentration et donc des licenciements importants se sont rassemblés et ont décidé de faire tout ce qui est possible pour : 1 - faire participer les représentants élus des différentes catégories de personnel à la gestion des entreprises de presse ; 2 - appeler des représentants élus des journalistes à participer à la conception



Agip Georges GORSE

des journaux avec les dirigeants ; 3 - consulter de façon régulière les lecteurs de tous horizons. Ils comptent prendre contact avec tous leurs confrères pour étudier les solutions à apporter aux problèmes de la profession qui découlent de l'évolution technique de la presse et ont créé un Comité de rédaction responsable de son action.

A la Sorbonne, un Comité d'Action et de soutien des journalistes s'est constitué. Il a réuni au cours d'une assemblée générale 150 à 200 journalistes qui ont décidé d'organiser avec le concours de leurs camarades syndicalistes et représentants d'associations professionnelles des Etats généraux de la presse.

Jacques RENOUX.

Un régime policier

Lors des manifestations de mai, la répression policière a eu l'ampleur que l'on sait. Reste un bilan qui s'établit de jour en jour : l'opinion s'inquiète, des témoignages affluent, des questions se posent quant aux suites de la répression. La conférence de presse tenue le mardi 4 juin à la Halle-aux-Vins devait montrer déjà et d'une façon percutante, que les « forces de l'ordre » avaient très largement dépassé leurs attributions : la répression est devenue sauvagerie déchaînée.

Sous l'égide de l'U.N.E.F. et du S.N.E.-Sup., une « commission témoignage et assistance juridique » de Censier et de la Sorbonne à laquelle participaient des riverains du Quartier Latin, des médecins, des avocats, des chercheurs, des journalistes a mené l'enquête et vient de publier

un « livre blanc ». Travail scrupuleux et qui réunit les témoignages seuls que l'on pouvait « authentifier ».

Les faits : un matériel dangereux a été utilisé. Les grenades (fumigènes, offensives et à gaz CB et CN) ont provoqué des blessures (par bouchon allumeur ou éclats métalliques — car des grenades à carcasse métallique ont éclaté quoi qu'en ait dit la préfecture de Police ; aussi une jeune fille soignée aux Quinze-Vingt d'une blessure à l'œil perdra-t-elle la vue —), des intoxications et des brûlures par gaz CB et CN. Un exposé du professeur Kalu de l'hôpital Lariboisière a montré que ces gaz se répandaient en espace clos ou très concentré à l'air libre comme ce fut le cas, laissant des séquelles souvent graves. On a observé des œdèmes pulmonaires et pour certaines personnes plus faibles : vieillards, enfants, malades, ces gaz peuvent entraîner la mort. En somme, avec la plus grande bienveillance on peut s'étonner de ce que les forces de l'ordre aient disposé d'un matériel dont l'usage leur était inconnu, on peut s'indigner en tout cas, comme l'a fait observer le professeur Kahn, de ce que le centre de toxicologie n'ait pas été informé de la composition des gaz, on peut admirer enfin l'ardeur de M. Fouchet à jeter le discrédit sur les enquêtes.

Nous ne ferons pas ici le catalogue des blessures soignées dans les hôpitaux, nous laisserons les statistiques à la presse quotidienne ; qu'on s'y reporte afin d'apprécier le bilan. Notons cependant leur diversité, l'ampleur d'une padation qui mène de la simple contusion des membres au traumatisme crânien suivi de coma (qu'il y ait eu fracture du crâne ou non). Certains cas sont très graves : à la suite de multiples sévices, dont le viol, une jeune fille a perdu la mémoire et a dû être soignée dans les services neuropsychiatriques de la Salpêtrière.

Outres grenades, matraques et coups de poings américains, le service d'ordre s'est « défendu » avec d'autres armes moins classiques : tuyaux, barres, éléments métalliques de civières, crosses de mousquetons. Bref, tout un matériel de fortune qui témoigne des conditions morales de la répression, répression par tous les moyens, déchaînement individuel. C'est assurément le plus grave et le plus inquiétant. C'est ce qui se dégage de l'ensemble des témoignages lus ou entendus ; ceux-ci décrivent et la fureur de nombreux C.R.S., gendarmes mobiles, policiers visiblement hors d'eux-mêmes, et la volonté générale d'humilier, de dégrader, le plus souvent après les manifestations, et le rôle de trop fameux « comités d'accueil » dans les commissariats, et la cruauté des sévices exercés sur des jeunes gens, garçons ou filles souvent mineurs : cas de viols, chevelures tondues, nudités forcées, coups délibérés

ment portés sur les parties sexuelles, sang versé, une série écœurante que nous interrompons arbitrairement, le tout sur fond sonore de hurlements articulés et inarticulés, tels « on aura votre peau tas d'ordures », « Sale putain », « A mort, à mort », expression apolitique d'un ressentiment bien entretenu. Et, pour comble de lâcheté, de vilennie, n'a-t-on pas privilégié les Arabes, les noirs, les roux et généralement des étrangers insultés comme tels, parfois les représentants de l'ordre troquent leur dignité contre un sandwich laissant voir leur épuisement d'avoir tant battu, vociféré.

Les « innocents » (secouristes, voire jeunes médecins, passants paisibles, riverains punis de leur humanité) n'ont pas été épargnés : coups, destruction de médicaments, ou mauvaise volonté pure et simple... Ceux qui n'avaient rien à voir avec les manifestants, et qui auraient pu se plaindre avant tout des barricades, les riverains du Quartier Latin, ont exprimé leur indignation dans un lourd dossier : ils ont aussi souffert — moins directement — de la répression. Bref, les étudiants n'ont pas eu le monopole, tant s'en faut, des « déprédations » matérielles... ni des responsabilités.

Dans ce sens, Jacques Sauvageot a conclu notamment : « Les forces de l'ordre ont montré leur nature profonde... » « C'est parce que notre mouvement était créateur, qu'il était susceptible d'entraîner des changements profonds et capitaux, qu'il a été si brutalement réprimé. » Que l'on se souvienne par exemple, de l'accueil des prisonniers à Auschwitz et l'on découvre — mutatis mutandis — le danger de la brutalité faite institution : notre police est un des soutiens accusateurs du régime, accusateur car le régime dispose de la police qu'il s'est donnée, et s'il ne l'a pas voulue telle, il donne la preuve de son irresponsabilité. Autant de menaces : facisme latent ou profonde impuissance ? N'attendons pas de le savoir.

Henri GUINARD.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

Dossier de la répression

Le gouvernement, suivi par une partie de la presse, a tenté de faire retomber sur la « pègre » et les « provocateurs » la responsabilité des violences qui ont ensanglanté ce mois de mai. Pour rétablir la vérité sur ces responsabilités, une commission d'enquête patronnée par l'U.N.E.F et le S.N.E. Sup vient de publier le « Livre noir des journées de mai » (1) qui couvre la période du 3 au 10 mai. Les coupures de presse alternent avec les témoignages spontanés. Pour des raisons de sécurité évidentes, ceux-ci sont anonymes, mais les originaux, dûment signés, sont déposés en lieu sûr.

Livre accablant dès les premières pages, qui décrivent l'invasion de la Sorbonne par la police, parfaitement injustifiée, le vendredi 3 mai. Un chercheur du C.N.R.S. décrit : « La lenteur de l'évacuation de la cour était liée au fait que les étudiants qui sortaient ne pouvaient se disperser librement, mais que tous étaient dirigés vers les cars de police. » Le feu est mis aux poudres. Indignés de ces arrestations, les étudiants commencent à manifester. Les cars de police envahissent le quartier et les forces de l'ordre se mettent à matraquer indistinctement. Une jeune femme rapporte comment elle a été matraquée alors qu'elle remontait le boulevard Saint-Michel avec son bébé d'un an dans les bras.

Le lundi 6 mai, l'U.N.E.F. organise une manifestation de protestation. Plus de 500 blessés chez les étudiants. Les non-manifestants ne sont pas épargnés : de nombreux passants, médecins, photographes, touristes étrangers en témoignent : « ...quelques secondes plus tard, des policiers débouchent dans cette rue et se jettent sur moi : aucun étudiant n'était, à ma connaissance, dans cette rue. Je hurle que je ne suis qu'une passante. A cinq, ils me jettent à terre et me matraquent. Il en est résulté une fracture du bras gauche, un traumatisme crânien avec plaies ouvertes. » De nombreuses personnes arrêtées sont conduites à l'ex-hôpital Beaujon. Elles témoignent de ce que furent leur transfert et leur incarcération. « Nous sommes canalisées vers une petite pièce où un adjudant-chef prend en dépôt les affaires personnelles. Une quinzaine de gardiens de la paix forment une haie jusqu'à l'immense « salle d'attente ». Au passage, les appréhendés sont roués de coups. »

Le mardi 7 mai, 50.000 manifestants remontent de Denfert-Rochereau à l'Etoile. En fin de journée, les matraques reprennent. Rue de Fleurus : « Une jeune fille isolée de moins de vingt ans tente de se réfugier sous une porte cochère. Des flics la sortent de la porte cochère, la matra-

quent et l'emmènent dans le car. Apparemment, elle rentrait chez elle ; la rue était parfaitement calme. »

Jeudi 9 mai, les journaux annoncent la réouverture des facultés. Mais le vendredi, la Sorbonne est toujours aux mains des forces de l'ordre. Nouvelle manifestation : 30.000 étudiants remontent le boulevard Saint-Michel en criant « libérez la Sorbonne ». Dans la soirée, pendant que leurs représentants tentent de négocier, les étudiants occupent le quartier latin. Le ministère répond que « malheureusement, l'heure est à la fermeté ». Vers 23 heures, les premières barricades se dressent. A 2 h 15, brutalement, les forces de l'ordre déclenchent l'attaque. Elle dure toute la nuit. Les C.R.S. traquent les étudiants qui se réfugient dans les appartements. Les passants et les secouristes ne sont pas épargnés. A 7 h 30 du matin les policiers poursuivent encore leur « chasse » à travers le quartier. Un professeur à la Sorbonne raconte comment ils tentent même de forcer les portes d'un poste de secours. En dépit des interventions du Prof. Monod, les barages de C.R.S. s'opposent à l'évacuation des blessés graves. Les scènes de violence atteignent leur comble. « ...Dans l'immeuble voisin du mien, « ils » cassèrent un carreau pour y jeter une grenade lacrymogène. Les occupants de cet appartement furent contraints de descendre dans la cour. Alors ceux-ci furent matraqués contre les murs et trottoirs et deshabillés par les CRS. Une jeune fille sortit ainsi « presque » nue dans la rue et fut « balancée » d'un flic à un autre, puis matraquée comme les autres déjà blessés. Durant 150 mètres, aux yeux de tous les habitants du quartier, elle fut ainsi conduite entre la rue Royer-Collard et la rue des Fossés-Saint-Jacques, jusqu'au panier à salade, où un journaliste arrêté devait lui donner sa chemise. »

Le 12 mai, le Dr F. Kahn, professeur agrégé, réunit une conférence de presse. Il annonce que les grenades utilisées contre les étudiants contenaient un gaz toxique, le CS ou chlorobenzalmononitrile, qui n'est autre que le produit que les Américains lancent contre les Noirs et les Vietnamiens.

Le 13 mai, le PC, la FGDS, la CGT, la CFDT et FO décident la grève générale et organisent avec l'UNEF une manifestation monstre. La Sorbonne est libérée. Les forces de police ne disparaissent pas pour autant du quartier. Les accrochages se succèdent et culminent dans la seconde nuit des barricades, le 24 mai. Là encore, les témoignages abondent, tristement semblables à ceux du premier « Livre noir ». La « pègre » et les « provocateurs » n'ont été vus par personne. Du moins, dans les rangs des manifestants.

Jacqueline GIRAUD.

(1) Ed. du Seuil. Collection Combats.



A.F.P

Manifestations : Dans la chaleur de la nuit

● Jeudi 23 mai. En ce jour férié, le parisien n'a pas pris le chemin de la promenade champêtre, mais occupe les trottoirs du boulevard Saint-Michel et la cour de la Sorbonne. Visages graves, discussions tendues — l'atmosphère polluée par les nombreuses grenades lacrymogènes et autres, renforcent l'incertitude de ce climat de psychose.

20 h 30, à la Faculté des Sciences, j'assiste à un débat sur les études de marchés et statistiques, la radio annonce que des manifestations spontanées ont lieu en ce moment même au Quartier Latin, des barricades commencent à s'élever.

21 heures, j'arrive en haut de la rue Saint-Jacques. Une immense lueur jaune, rouge, avec des gerbes d'éclairs, s'élève du boulevard Saint-Germain : « une barricade flambe » me dit l'étudiant assurant la circulation. Un vacarme étourdissant, sirènes d'ambulances, montent et descendent la rue, sous le regard anxieux d'une multitude de badauds.

Sur le boulevard Saint-Michel, le service d'ordre de l'UNEF fait un barrage pour empêcher les étudiants et les curieux de rejoindre les combats.

— « Qui se bat ? »

— « Il n'y a eu aucun mot d'ordre. C'est spontané ! »

Un jeune couple, bardé de fer, de-

mande à rejoindre les barricades. Les volontaires équipés ont droit au combat !

L'Odéon s'est transformé en hôpital. Toutes les deux minutes, une ambulance improvisée dépose un blessé, souvent très jeune. L'atmosphère est insoutenable : maux de tête occasionnés par les gaz, on pleure, on éternue, on se mouche.

Vers 1 heure du matin, j'approche l'angle du boulevard Saint-Germain et Saint-Michel. Un no man's land a été créé par les CRS et les services d'ordre UNEF. Des débris de toutes sortes jonchent la chaussée.

A deux pas, dans les cafés de Saint-Germain-des-Prés, les noctambules attablés, continuent leurs monologues absurdes. La chaleur s'arrête au crépuscule.

Alain ECHEGUT.

êtes-vous vraiment "ÉQUIPÉ STENCIL" ?

Inventé par David Gestetner à la fin du siècle dernier, le procédé stencil est encore aujourd'hui, le croirait-on, utilisé dans certaines entreprises avec les méthodes de cette époque (et presque avec le même matériel).

C'est tout à l'honneur du procédé, mais c'est dommage pour l'utilisateur.

L'équipement stencil 1968 permet la reproduction « vite et bien » de n'importe quel document à 10... 100... 5000 exemplaires. Les stencils sont gravés automatiquement, en quelques minutes, sans intervention manuelle.

Si vous en doutez, demandez à Gestetner sa documentation n° 539 sur le fameux tandem graveur-duplicateur. GESTETNER - 71, rue Camille-Groult, 94-VITRY - Tél. 482.47.85.

La C.G.T. : un défilé bon enfant

Ce 24 mai, on pouvait vraiment choisir sa manifestation. La C.G.T., pour sa part, en avait organisé deux dans Paris et plusieurs autres dans la banlieue.

La plus importante, cinq à six cent mille personnes, a longuement défilé de la Bastille à Saint-Lazare. Une foule bon enfant, scandant : « Adieu, Charlot » et « gouvernement populaire », manifestait calmement sa volonté d'un changement de pouvoir, sous les acclamations des grévistes des banques, des grands magasins, du théâtre national de l'Opéra... Beaucoup de drapeaux rouges, quelques drapeaux tricolores, de temps à autre le refrain de *l'Internationale*... Défilant à l'intérieur du cortège et regroupés pour la plupart au sein des comités d'action ou des comités de soutien aux luttes du peuple, cinq mille étudiants avaient également répondu à l'appel de la C.G.T. La différence était frappante : manifestants au coude-à-coude, les chants révolutionnaires se succédaient (*l'Internationale, la Jeune Garde, la Varsovienne*), les mots d'ordre perdaient toute ambiguïté (« Gouvernement populaire, oui ! Mitterrand, non ! »). Un défilé « gentil ». Pas d'ennui avec les forces de l'ordre : elles attendaient « les autres », les étudiants, à la Bastille et au quartier Latin. □

Gare de Lyon : en attendant de Gaulle

Vendredi 24. — Le mot d'ordre était : « Tous à la gare de Lyon à 18 heures. » Dès 17 heures, la place de la Bastille était noire de monde et de toutes les artères, les groupes convergeaient vers la gare de Lyon. Des milliers et des milliers de jeunes, de moins jeunes, beaucoup d'étudiants, mais aussi un grand nombre d'ouvriers coude à coude, unis contre le pouvoir policier. Ça et là, un visage connu. Marguerite Duras, Jean-Pierre Chabrol. On retrouve des vieux amis perdus. Les groupes grossissent à vue d'œil. Des drapeaux rouges, noirs, des pancartes, des banderoles sur lesquels sont inscrits : « Les usines aux travailleurs », « Le pouvoir est dans la rue », « Nous sommes tous des juifs allemands » et surtout « Ouvriers et étudiants solidaires ! ». Cette devise sera criée tout au long de cette journée fertile en incidents. La conversation se porte sur de Gaulle. Que va-t-il dire ? Quelles décisions va-t-il prendre ? Les cortèges continuent d'affluer. L'esplanade de la gare et les avenues qui y donnent accès sont

remplies par les groupes d'étudiants. Sur le boulevard Diderot, les jeunes sont assis à même le sol et forment des rondes. Au milieu, le transistor fait tendre les cous. Bientôt, le général va parler. Des manifestants circulent en criant : « On s'en fout de son discours », d'autres réclament le silence. La manifestation conserve un aspect bon enfant. A 20 heures, le silence se fait sur l'esplanade de la gare de Lyon. On attend, on écoute. Très vite, on est déçu. Par



A.F.P.

le fond, comme par la forme, le discours du général de Gaulle n'est que vide. Un vide immense.

Autour de moi, les groupes se reforment, l'ironie d'un gavroche détend l'atmosphère : « Il est gâteux, le vieux » et il sort son mouchoir et crie sur l'air des lampions : « Adieu, de Gaulle, adieu. » Bien vite, il est imité par tous les manifestants. C'est une image impressionnante. Une foule unie. Les milliers de mains agitent des mouchoirs au-dessus de leurs têtes. Des milliers de cris : « Adieu, de Gaulle ! Adieu, de Gaulle ! »

Au loin, près de la Bastille, les C.R.S. veillent...

Dominique LAURY.

La deuxième nuit des barricades

Le général a parlé. Le général n'a rien dit. Massés sur la vaste esplanade de la gare de Lyon, les

manifestants qui ont répondu à l'appel de l'U.N.E.F. scandent joyeusement : « Il a dit n'importe quoi. » Le long cortège s'ébranle en direction de la place de la Bastille où, une heure plus tôt, la manifestation organisée par la C.G.T. est passée sans encombre.

Brusquement, le ton change. Une fois encore, la police est là pour barrer le passage aux manifestants. En moins d'une heure, la place de la Bastille s'est noircie de cars de

stif mis en place : pas un pouce de la place qui ne soit couvert de cars et de policiers casqués. Par les petites rues, je gagne la rue de Rivoli. Devant moi, un car, qui me semble désert. Personne autour de moi. J'approche. En un éclair, je vois jaillir une silhouette, le bras levé. A mes pieds, une grenade explose. Aveuglée, le visage, la gorge et les poumons brûlants, je fuis vers le Marais. Après un repos dans un café et de multiples détours, je parviens à retraverser place de l'Hôtel-de-Ville. Je récupère ma voiture et je gagne le haut du boulevard Saint-Michel. En bas, la bataille fait rage. Le nuage opaque des gaz monte jusqu'à moi. Rue Soufflot, une barricade se construit. Devant la porte de l'U.N.E.F., Pierre Mendès France encourage les étudiants.

Je descends la rue Saint-Jacques et je tombe sur une nouvelle barricade, au carrefour de la rue des Ecoles. Pendant plus d'une demi-heure, la bataille y fait rage. Drapeau rouge en tête, les manifestants tiennent les C.R.S. à distance à coups de pavés. Puis, asphyxiés, ils doivent céder le terrain. Matraques levées, les C.R.S. foncent. Le gros de la foule s'engouffre à la Sorbonne. Par les petites rues, je gagne le Panthéon. La barricade de la rue Soufflot est en train de céder. Devant le commissariat du V^e, un car flambe. Je me replie vers la place de la Contrescarpe où je participe à la construction d'une nouvelle barricade.

A 3 heures du matin, épuisée, gorgée de gaz, je tente de sortir du quartier. J'y parviendrai enfin, en regagnant les quais où une voiture conduite par un monsieur « respectable » me permet de franchir les barrages. Je découvre alors que le quartier est bouclé jusqu'à la rue du Bac et que les isolés qui tentent de sortir à pied se font très souvent « récupérer » violemment.

Jacqueline GIRAUD.

Où sont les provocateurs ?

A l'exclusion de ce qui s'est déroulé au quartier Latin, j'ai suivi de près les événements de la nuit du 24 mai. A ce titre, et disposé à me porter témoin, je m'inscris en faux contre l'interprétation avancée par le ministère de l'Intérieur et celle de plusieurs récits publiés ici ou là. C'est après l'allocution du chef de l'Etat, donc après 20 heures, que l'énorme foule engagée dans la rue de Lyon s'est trouvée bloquée par le refus des forces de police massées place de la Bastille. Peut-on se contenter d'accuser des « provocateurs » qui se compteraient alors par dizaines de milliers pour expliquer le premier accrochage survenu au seuil de la place de la Bastille ? Ou bien faut-il se demander pourquoi, pour

police. Le retour sur la rive gauche est également interdit par d'importants barrages. Les manifestants ne savent par où sortir de cette nasse. En hâte, des barricades s'élèvent, faites de panneaux d'affichage, de poteaux de signalisation, de pierres prises sur les chantiers. Faubourg Saint-Antoine, les C.R.S. chargent, les grenades explosent, la barricade flambe.

Entraînée dans le reflux, je remonte la rue de Charonne avec un pincement de cœur. Je parviens place Voltaire où court un nouveau mot d'ordre : « A la Bourse ! » Mais les transistors m'apprennent qu'au quartier Latin les manifestants, bloqués sur la rive gauche par les barrages, commencent à se battre.

Pour les rejoindre, je reviens vers la Bastille, par la rue de Charonne qui porte encore les traces de combats récents. Brandissant ma carte de presse, je tente de franchir le barrage : « Tire-toi, si tu ne veux pas qu'on te tabasse ! » Devant moi, je découvre l'impressionnant dispo-

quelles raisons, le service d'ordre a refusé le passage libre aux manifestants ? Les deux conseillers P.S.U. de Paris, C. Bourdet et D. Weil, ont posé la question aux autorités compétentes et l'on attend toujours une réponse un peu plus sérieuse que celle du ministère de l'Intérieur. En réalité, les choses sont assez simples : la tactique du gouvernement vise à casser, à briser le mouvement étudiant par la force physique, par la répression violente. Lorsque les manifestants se présentent à la Bastille, les gradés des forces de l'ordre n'ignorent pas qu'à la provocation, il sera répondu et comme l'on ne cherche que cela de manière à pouvoir frapper, isoler et réduire le mouvement étudiant, l'on n'est pas avare de provocation dans une atmosphère qui lui est propice. En vérité, le comportement de la police, des C.R.S. correspond à une ligne politique bien nette qu'on se chargera ensuite, à coups de propagande, de faire endosser par les provocateurs et les voyous.

Mais si cette dernière interprétation était juste, il faudrait se demander, ce dont nul n'a parlé, pourquoi des dizaines de milliers de manifestants ont pu emprunter dans le calme l'avenue Ledru-Rollin, puis l'avenue Parmentier. Aux environs de 13 heures, cette avenue était noire de monde, au point que nous avons pu croire à ce moment que la démonstration pacifique était gagnée.

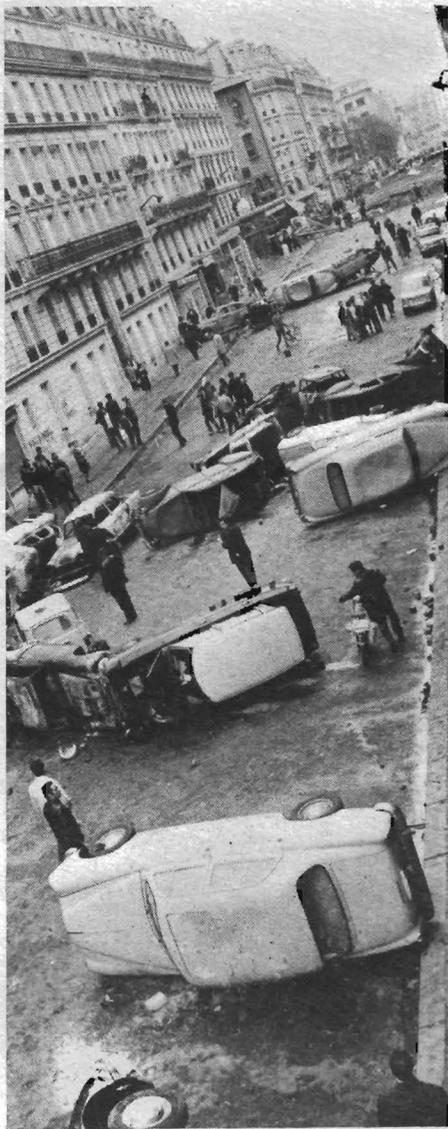
Un retour sur nos pas nous conduisit à déchanter puisque boulevard Beaumarchais, rue du Faubourg-Saint-Antoine les forces de l'ordre bombardaient et matraquaient ceux à qui ils avaient refusé le passage libre et ceux qui avaient contourné la Bastille et se dirigeaient vers la République.

Il nous fut alors difficile de regagner le quartier de la Bourse, puisque les motards accompagnant les convois de police empêchaient les automobiles de circuler librement, y compris celles très visiblement immatriculées « presse ».

Rue Réaumur, entre les immeubles de nos confrères *France-Soir* et *le Parisien Libéré*, un hinterland séparait C.R.S. et manifestants apparemment dominés par les « groupes pro-chinois », on cherchait toujours en vain les provocateurs. Les rumeurs circulaient alors sur de nombreux cas de brutalités commises par les C.R.S.

En définitive, dans cette affaire, il faudra bien s'entendre sur la notion de provocateur. Aux yeux de la police, qu'est-ce qu'un provocateur : le jeune chômeur qui n'est pas un étudiant, l'étudiant qui n'est pas sage comme on le voudrait, l'ouvrier qui rejoint les manifestants ? Peut-être en existe-t-il à l'état pur ; pour notre part, en tout cas vendredi 24 mai, nous sommes certains que le refus opposé par la police au déroulement de la manifestation explique l'origine de l'enchaînement des violences.

Claude GLAYMAN.



A.F.P.

Charlety : espace vert et réflexion politique

Le meeting organisé à Charlety constitue un tournant dans le processus révolutionnaire.

Le campus populaire

Il est très important que cette sorte de gigantesque « teach in » se soit tenu à la lumière, dans une atmosphère quasi champêtre, hors des fièvres de violence. Pour la première fois pratiquement, le groupe se retrouvait et se regardait. Chacun pouvait mesurer la force de tous, chacun détenait enfin la liberté de dévisager son voisin. Jusqu'ici, le mouvement s'était accompli dans les ténèbres de nuits de barricades, dans l'odeur des gaz lacrymogènes ; aujourd'hui, la foule pouvait exalter sa sensation de vie et de lutte.

Cinquante mille personnes se sont retrouvées. Et cette immense cohorte, fière d'être le nombre malgré les interdits du P.C.F. et de la C.G.T., s'auto-organise, inventant au fur et à mesure ses règles de discipline. Que l'on est désormais loin des traditions de la gauche républicaine avec ses lambris radicaux, ses fauteuils socialistes et ses gilets conventionnels ; tout comme l'on est loin du mausolée Lénine où tout marche au pas sans vie interne.

Parallèlement à cette structuration

du groupe au niveau de son organisation quotidienne et de sa symbolique révolutionnaire, il faut également accorder la plus vive attention à la recherche politique dont témoigna la rencontre de Charlety.

La démonstration fut nette : les étudiants et les travailleurs ne sont pas des assoiffés de violence. Là où il n'y a pas présence policière, il n'y a pas provocation. C'est sans appel. Les pseudo-inquiétudes de M. Fouchet touchant aux éventuels porteurs d'armes à feu se sont dégonflées, dénuées de toute crédibilité. Mais en même temps Sauvageot a bien rappelé que la violence est un instrument politique qu'il importe de savoir manier avec mesure.

Mais l'essentiel de la leçon de Charlety réside à la fois dans la coexistence démocratique de groupes très divers et dans le besoin éprouvé de dépasser le plan de la coexistence pour atteindre la coopération articulée et organisée. Ce qui a amené plusieurs observateurs à évoquer l'éventualité de la création d'un nouveau parti révolutionnaire. Cette éventualité nous parut inexacte : il s'agit beaucoup plus de la constitution d'une sorte de « front » qui s'accorde sur le désir de poursuivre le mouvement révolutionnaire, mais qui maintienne l'autonomie d'organisation et d'analyse de chacun. Car les cinquante mille ou plus de Charlety, comme les cent mille de la gare de Lyon, se perçoivent non plus seulement comme une force susceptible de tenir la rue, mais comme une force politique. La multiplication des manifestations maintient en haleine, mais il lui faut également une stratégie politique à court et plus long terme. Les idées politiques, les conceptions relatives à l'organisation ne manquent pas ; il convient simplement de les rapprocher, de les confronter afin de bâtir une charte applicable dans le cadre d'un « front ».

Claude GLAYMAN.

Austerlitz : « Continuons le combat »

Samedi 17 heures. Jacques Sauvageot, le dirigeant de l'U.N.E.F., est heureux. Ils sont venus. Qui, ils ? Tous ceux qui n'acceptent pas de plier le genou devant la voix de l'ordre bourgeois, tous ceux qui refusent de jeter le gant parce que la bourgeoisie menace et fait les gros yeux. Étudiants, ouvriers, travailleurs, organisés, inorganisés, athées et croyants : un flot humain, l'espoir aux milliers de têtes.

Le soleil écrase la carcasse de la vieille gare Montparnasse. Drapeaux rouges et drapeaux noirs forment des taches de couleurs frémissantes. Des applaudissements : c'est une délégation F.O. qui vient d'arriver. Des jeunes gens vendent *Action*, *Voix ouvrière*, *Le Pavé*, *L'Enragé*, *La*

Cause du Peuple, *Tribune socialiste*...

Combien sommes-nous ? La rue de Rennes est noire de monde. Le boulevard du Montparnasse se remplit peu à peu jusqu'à la hauteur du Dôme. Une femme m'accroche. Croyant que je suis étudiant, elle me dit d'une voix passionnée : « Dites à Sauvageot que les travailleurs sont avec lui. »

Je rejoins la délégation de l'Union des Écrivains. Alain Jouffroy, Guillevic, Maurice Roche, Jérôme Peignot, Jean-Pierre Faye sont là, parmi d'autres. On plaisante. Le rire masque l'émotion.

Enfin, le cortège s'ébranle. Très vite, les slogans fusent : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », « De Gaulle assassin », « Le pouvoir aux travailleurs ».

Puis *l'Internationale* jaillit des poitrines.

Ceux qui n'en connaissent pas les paroles remuent vaguement les lèvres. Le poète Guillevic se fait applaudir : il connaît par cœur le chant d'Eugène Pottier. Sa voix fluette monte en solitaire.

Sur les trottoirs, la foule entassée sur plusieurs rangs applaudit, reprend les mots d'ordre. Noyée dans la masse, la délégation des « cadres contestataires ». Au carrefour Saint-Michel, un tonnerre d'applaudissements salue un ouvrier qui plante un drapeau rouge au sommet d'une grue. « Soyez prudent ! » crie une manifestante sensible.

Le refrain de *l'Internationale* monte et redescend l'interminable houle humaine. Les voix se chevauchent. Le pouvoir, une fois encore, est dans la rue. Pas un flic à l'horizon.

Lentement, nous parcourons le trajet prévu, qui doit nous conduire à la gare d'Austerlitz. *L'Internationale* sifflée doucement remplace *l'Internationale* chantée quand nous passons devant la maternité Baude-locque.

D'autres slogans encore : « Franco, de Gaulle, Salazar », « Nous sommes de plus en plus enragés ». Il n'y a pas de violence dans le ton. C'est une force calme qui se déroule. La fièvre monte un peu quand parvient la rumeur selon laquelle Daniel Cohn-Bendit marche en tête du cortège.

Enfin, c'est la gare d'Austerlitz. Au loin, sur l'autre rive, les « forces de l'ordre ». La Seine entre elles et nous. L'hélicoptère traditionnel tourne infatigablement dans le ciel.

Trente, quarante, cinquante mille manifestants ? Les spécialistes discutent. Quarante mille paraît un chiffre sérieux. Ceux qui n'y croyaient pas reprennent courage. Le combat continue. La longue marche aussi, puisque Sauvageot appelle les manifestants à rejoindre les travailleurs des usines Renault et Citroën. Javel, Billancourt : terres promises vers lesquelles vont marcher, fourbus mais exaltés, deux mille pèlerins de type nouveau.

André LAUDE.

La violence gagne la province

Les manifestations de la nuit du 24 mai ont été marquées par des événements que l'on redoutait : la mort d'un jeune homme à Paris et celle d'un commissaire à Lyon. La capitale sortait de l'isolement et la province se trouvait à son tour gagnée par la violence. Simultanément des barricades s'élevaient à Lyon, Nantes, Bordeaux et Strasbourg.

Le bilan de la nuit d'émeute lyonnaise est lourd, outre le commissaire Lacroix, mortellement blessé par un camion lancé par des manifestants sur les forces de l'ordre : 150 blessés, 46 hospitalisés dont une dizaine dans un état grave. Jusqu'à trois heures du matin, les manifestants, ouvriers et étudiants ont tenu la police en échec.

Place Kléber, puis près du pont du Corbeau les étudiants strasbourgeois édifiaient des barricades et vivaient leur premier affrontement avec les forces de l'ordre.

A Bordeaux, les manifestants étaient peu nombreux mais une forte proportion d'éléments incontrôlés rendit la bataille dure et longue.

C'est à Nantes que l'on assistait à la manifestation la plus originale. Les ouvriers et les étudiants se joignirent en fin d'après-midi à un groupe d'agriculteurs qui repassaient devant la préfecture après dislocation de leur cortège. Le harcèlement débutait et une bataille de cinq heures s'engageait avec les forces de l'ordre massées sans discrétion devant les bâtiments préfectoraux. Vers 1 h 30, en pleine échauffourée, un syndicaliste ramenait le calme en obtenant après négociation avec le préfet la libération de sept camarades arrêtés dans l'après-midi. Aussitôt la bataille prenait fin, manifestants et policiers « fraternisaient » prouvant ainsi curieusement que la conscience régionale n'était pas seulement le fait d'une fraction de travailleurs et d'agriculteurs.

Gilbert CHALEIL

Etoile : le parti de la peur

Judi 30 mai : entre la place de la Concorde et l'Etoile. Tout a été savamment orchestré. Depuis une semaine déjà, du côté de la rue de Solferino, les services d'action civique de MM. Frey et Foccart mettent en scène la grotesque ballet. On a ameuté le ban et l'arrière-ban des inconditionnels du pouvoir. La panoplie est complète : des briscards du gaullisme aux anciens paras d'Indochine et d'Algérie, tenues camouflées et ferblanterie pendante, qui ne semblent pas se souvenir que le régime leur a par deux fois cassé les reins. L'Elysée a même délégué les gorilles du général, en renfort, dit-on. Par cars entiers, les délégations arrivent de province,



A.F.P.

drapeaux tricolores et banderoles en tête. On lance les premiers slogans : « De Gaulle n'est pas seul » mais aussi un « Cohen-Bendit à Dachau » qui fait pâlir plus d'un ancien déporté. Mais qu'importe ! Il s'agit de prouver que sur la rive droite des milliers de rats sont décidés à disputer chèrement les miettes d'un gâteau que la rive gauche des étudiants et des ouvriers a dédaigneusement repoussé. Les beaux quartiers de l'ouest se sont vidés de leurs P.D.G., de leurs trouillards, de leurs lâches. « La manif » est devenue le lieu de rendez-vous des élégantes et des veaux galançant de tardifs mais vigoureux « Vive De Gaulle ». Le discours de la veille les rassure sur l'avenir. Et tandis que M. Missoffe remonte seul les Champs-Élysées, sans que quiconque lui attribue une seule attention, les jeunes minets du service d'ordre entonnent une « Marseillaise » qui n'a plus rien de révolutionnaire. A la hauteur du « pub » Renault, je croise un ami, gaulliste de la première heure et grand couturier de son état. Il vient de rencontrer bon nombre de ses clientes, venues manifester, en « jean » et col roulé, pour faire plus « pop », mais qui ont conservé leurs bijoux ! Il repart éccœuré. C'est le sentiment de beaucoup ici, que le spectacle fait vomir.

Sorbonne libre Année zéro

Lundi 13 mai : sur son parcours de la gare de l'Est à la place Denfert-

Rochereau, l'interminable cortège de manifestants passe devant la place de la Sorbonne. Spontanément, les slogans s'arrêtent. Tous défilent en silence devant la vieille faculté dont l'occupation par la police a mis le feu aux poudres. Au terme de 10 jours de lutte, la Sorbonne est libérée. Le drapeau rouge et le drapeau noir sont hissés. Solennellement, les étudiants reprennent possession de leur faculté. Au crépuscule, épuisés par les nuits de barricades et leur longue marche du jour, assis sur le parvis de la chapelle, ils écoutent en silence un air de flûte dont la pureté s'accorde à la gravité du moment.

Plus tard, leur victoire explosera en manifestations que d'aucuns ont jugées « folkloriques » : un orchestre de jazz prend place sur le parvis, les fresques de Puvion de Chavanne doivent-elles être repeintes, les murs se couvrent de graffitis — « Il est interdit d'interdire ». Et tel est bien leur sens profond. Symbole de l'oppression, la Sorbonne libérée sera, plus que toute autre faculté, le symbole d'une irréversible libération.

Jour et nuit, le grand amphithéâtre — illustration de tous les interdits, puisqu'il était jusqu'alors réservé aux cérémonies officielles — deviendra le lieu privilégié de cette explosion. Une explosion où tous les courants politiques s'affrontent, où souvent le brouhaha l'emporte, mais où l'on voit des ouvriers parler, pour la première fois, sur cette estrade réservée aux discours solennels de rentrée de l'Université.

Sans doute le travail « sérieux », celui des commissions, s'est-il réalisé

dans des salles plus discrètes et dans les autres facultés. Mais aujourd'hui encore, la Sorbonne demeure l'indispensable forum où les idées bouillonnent, la riposte à tant d'années de sclérose et d'interdiction de penser, l'antidote de ce qu'elle fut jusqu'au 13 mai 1968.

J. G.

Les enfants de Marx et de Rimbaud

L'imagination au pouvoir : l'expression n'est pas trop forte. La Sorbonne n'est plus l'université mais un lieu privilégié, le champ de la fête permanente. La sensibilité collective a pris possession des murs, des couloirs sombres, des escaliers, des amphis surbondés. Des doigts fiévreux servant un morceau de craie ont réinventé au jour le jour, à la nuit la nuit, une liberté couleur d'homme.

La civilisation du graffiti a fait soudainement irruption. Le mur a remplacé la feuille de papier. Tant il est vrai que les grandes fièvres ne peuvent être misérablement enfermées dans des limites étroites. Des milliers de Parisiens, de Français ont eu ainsi la possibilité de déchiffrer les rêves, les colères, les révoltes d'une jeunesse soulevée contre des structures oppressantes.

L'imagination est à gauche a-t-on écrit. La Sorbonne n'a cessé d'en témoigner. A travers toutes ces écritures échevelées, rageuses, bruyantes, se dégagent les formes d'un monde nouveau consacré à l'homme, redevenu enfin maître de tous ses pouvoirs, et œuvrant à son épanouissement total.

La jeunesse de la Sorbonne a définitivement réconcilié Marx et Rimbaud : **Transformer le monde et changer la vie.** Ces deux mots d'ordre n'en font dorénavant plus qu'un. Le socialisme renoue avec les puissances de l'imaginaire, avec les forces de l'utopie. L'étudiant, le jeune travailleur de mai 68 tend la main à Charles Fourier, ce prophète scandaleusement tenu sous le boisseau. Nous savons maintenant que par delà la destruction des structures économiques du capitalisme, et leur remplacement par des structures socialistes, il nous faudra réinventer l'amour, la famille, la fraternité, le bonheur, le malheur, la solitude...

Rien ne doit échapper aux révolutionnaires. Le fer rouge doit plonger partout. Le socialisme, c'est le commencement du monde.

André LAUDE.



Agip

Nanterre : les enragés au travail

A Nanterre tout semble normal. Un observateur non-averti pourrait s'y tromper : les parkings sont pleins, les étudiants circulent dans le campus mais le drapeau rouge flotte au sommet du bâtiment C.

Nanterre, comme la Sorbonne, comme de nombreuses universités de province a pris son visage révolutionnaire.

Depuis la proclamation de l'autonomie de la faculté la semaine dernière les murs se sont couverts d'affiches, de slogans, et même de fresques abstraites.

Des happenings se déroulent dans le grand amphi B2, ailleurs, un étudiant musicien exécute — non sans talent — un concerto de Rachmaninov.

C'est là l'aspect « folklorique » du mouvement ; mais dans les étages on travaille sans relâche.

Des commissions fonctionnent en permanence.

Des A.G. se réunissent.

De nouveaux comités se créent.

Le 17 a été créé un comité d'action enseignants-étudiants regroupant la plupart des délégués étudiants qui ont joué un rôle actif depuis le début des événements et plusieurs dizaines de professeurs, maîtres-assistants, et assistants.

Ce comité s'est mis d'accord pour proposer une solution au problème des examens et à celui des structures provisoires.

Dans un communiqué publié le soir même il déclare :

« — Sous réserve de la satisfaction

des préalables (amnistie et renseignements sur les étudiants disparus) les examens traditionnels seront remplacés dès juin 1968 par des procédures de contrôle valables pour l'ensemble de la Faculté et appliquées par des commissions mixtes enseignants-étudiants, au niveau de chaque département.

Le Comité d'action précise bien qu'il ne s'agit que d'une solution exceptionnelle pour la conclusion de l'année en cours.

La majorité des étudiants s'éloigne de plus en plus de l'idée d'un boycott pur et simple des examens susceptible de léser les étudiants ayant besoin de titres et diplômes dès juin 1968.

Dans ce but trois propositions ont été élaborées :

— Les titres seront décernés par une commission mixte enseignants-étudiants en considération du travail effectué en cours d'année.

— Pour les étudiants dont le dossier est insuffisant cette commission propose des modalités de contrôle des aptitudes.

— Une commission mixte est créée au niveau de la Faculté pour la solution des cas non résolus sur le plan des départements.

En ce qui concerne les Ipes, une réunion des Ipésiens et candidats à l'Ipes s'est tenue samedi 18, au cours de laquelle il a été proposé de transformer l'Ipes en institut autonome.

Cette motion a été votée à l'unanimité moins deux voix et huit abstentions.

Ainsi sous le folklore ou l'apparente confusion se cachent une énergie et une détermination qui n'ont rien à envier à l'enthousiasme des journées de fièvre des semaines précédentes.

Chantal RUDALIE

Droit : des commissions paritaires

8 juin, 92, rue d'Assas, le Comité d'accueil de la Faculté de Droit et de Sciences Eco de Paris annonce des élections pour le 18 juin. Les étudiants sont appelés à élire une commission paritaire, organe transitoire ayant la charge d'aménager les nouvelles structures adoptées par l'actuelle commission mixte d'enseignants et d'étudiants. Voilà déjà quelque temps, certains groupes (CLERU, MODEL, Amphi 1000 etc.) réclament des élections pour affirmer leur existence. A ceux-là, le Comité de grève répond par une invitation générale au travail dans les différentes commissions de réforme.

La commission « autonomie-cogestion » s'est imposée par son sérieux ; sur la base de ses réflexions, l'actuelle commission mixte d'enseignants et d'étudiants a signifié les grandes lignes d'une université nouvelle : la faculté serait scindée en deux divisions autonomes (droit et sciences éco), chaque division en départements autonomes, unités d'enseignement et de recherche. Projet complexe, la cogestion y étant réalisée à tous les niveaux. C'est à l'établissement de ces nouvelles structures que s'attèleront les 150 enseignants et les 150 étudiants élus. La future commission paritaire se donne un délai d'un mois au moins pour mener sa tâche. De la participation aux élections dépend évidemment le succès de tout le travail qui s'est fait ici et qui s'inscrit dans tout le mouvement qui a secoué et ébranlé le régime. Dans quelques jours l'on saura si, comme l'affirme très péremptoirement un tract distribué à l'instant : « Le Comité de grève est mort ». □

Sciences-Po solidaire

« Sciences-Po dit non à la dictature gaulliste » : telle est l'inscription que porte la banderole tendue en travers de la rue St-Guillaume. La « Révolution » aurait-elle transformé ce lieu réputé pour son apolitisme, son sens de la mesure, donc son conservatisme ? Une telle conclusion serait un peu hâtive, car le climat dans lequel nous avons vécu ici ces dernières semaines, les moyens mis en œuvre pour participer au mouvement, montrent que notre révolution était bien différente de celle de la Sorbonne.

Sc-Po a réagi APRES. La tranquille indifférence de la majorité des étudiants s'est transformée en indignation, lorsqu'au lendemain des barricades de la rue Gay-Lussac, ils décidèrent de boycotter leurs examens qui débutaient ce jour-là.

Mais Sc-Po entrait dans la lutte à sa façon et mit sur pied « sa » manifestation qui défila sur le boulevard St-Germain aux cris de « Sc-Po solidaire ». Ce chahut bon-enfant contrastait étrangement avec le calme et la dignité qui régnaient la veille, à minuit, place Edmond-Rostand.

C'était cependant un début. Après la réunion d'une assemblée générale qui adopta le principe de la solidarité totale avec les trois points de l'U.N.E.F., et décida de poursuivre le mouvement en refusant de fixer une date pour les examens, fut élu un « conseil étudiant ». Ce « conseil étudiant », véritable petit parlement, montre à quel point nous sommes prisonniers des schémas parlementaires traditionnels : nos délégués y lisent parfois leur journal, ou bien votent avec sérieux des motions de félicitations aux rapporteurs des commissions... Ce conseil a élu ses représentants au sein d'une « commission paritaire étudiants-professeurs » dont les travaux s'avèrent fort difficiles.

Parallèlement à ce jouet bien huilé qu'est notre petit Parlement, existe à Sc-Po un « comité d'action » qui travaille sur l'extérieur : dans le secteur des assurances, à la SNECMA.

En dépit du climat dans lequel s'est effectué cette paisible et raisonnable révolution, il est cependant certain que les choses ont bougé à Sc-Po. Rares sont les étudiants qui travaillent encore en bibliothèque : beaucoup ont participé au travail en commissions. Mais le grand signe du changement, c'est en pénétrant dans le hall qu'on peut le constater : là où jadis on parlait fort peu politique se tiennent désormais des permanences dont l'éventail va de l'« Action Française » au P.S.U., en passant par la J.C.R., le « 22 mars » ou l'U.E.C. « Libertés politique et syndicale » ; notre revendication de toujours semble être réalisée aujourd'hui : tracts, panneaux d'affichages, débats politiques sont désormais à leur place à Sc-Po.

S'il semble que l'esprit de la maison n'ait pas totalement disparu, l'ouverture sur l'extérieur est chose faite. Aujourd'hui nous pouvons avoir de longues discussions avec les inorganisés : le temps des chapelles politiques vivant repliées sur elles-mêmes est mort. S'il est certain que tous les étudiants n'occupent pas l'institut, nombre d'entre eux étant partis en vacances, ceux qui restent sur place sont évidemment décidés à mettre sur pied une université d'été, et à agir.

Quelle que soit l'issue de la crise, rien ne pourra ici redevenir tout à fait comme avant : non seulement parce que les amphes s'appellent désormais « Rosa Luxembourg »,

« Guevara », ou « Ho-Chi-Minh », mais parce que beaucoup d'étudiants ont appris à faire peu de cas de leurs propres problèmes, et ont revendiqué davantage qu'un aménagement de l'université, ils ont non seulement remis en cause les structures universitaires, mais la société française actuelle.

Marie-Paule CERRE.

L'E.N.A. sort de sa réserve

Après avoir pris publiquement position le 13 mai, en condamnant « les méthodes de répression brutale », les élèves de l'E.N.A., actuellement en cours de scolarité, sont définitivement sortis de la « réserve » qu'ils avaient toujours scrupuleusement observée.

Dans le style sérieux et feutré qui sied à de futurs grands commis, les élèves de la promotion 1967-1969, après avoir obtenu de la Direction qu'elle suspende la scolarité pendant le mois de juin, s'attachent actuellement à redéfinir le rôle de l'Ecole et le contenu de son enseignement.

Cette tâche a été confiée à six séminaires qui remettront le fruit de leurs travaux à une « commission d'étude » comprenant, outre des représentants de la fonction publique, de la direction et du conseil d'administration de l'E.N.A., de l'Association des Anciens et des élèves, des membres issus des milieux syndicaux, professionnels et universitaires.

Sans préjuger du résultat de cet important effort de réflexion, il est vraisemblable que les élèves seront amenés, non seulement à remettre en cause le fonctionnement de l'Ecole, mais à s'interroger sur la légitimité même de celle-ci.

On a trop souvent déploré l'apathie suspecte manifestée dans le passé par les « jeunes messieurs » de l'E.N.A., pour ne pas suivre avec intérêt l'évolution de leurs travaux, alors même que, pour la première fois s'exprime une volonté de réforme.

Julien PONS.

Les élèves infirmières en grève

Vendredi 17 mai 1968. — Les élèves infirmières et infirmiers ont choisi : la Révolution ! Ils sont 2.500 dans les 4 amphithéâtres du C.H.U. de la Pitié pour mettre au point les modalités d'une action sans précédent pour eux : la grève.

L'origine du mouvement est profonde : c'est la ferme sensation d'obtenir dans les pires conditions un diplôme au rabais et leur solidarité totale avec le mouvement étudiant.

Il ne s'agit pas de simples revendications mais d'une remise en cause profonde.

Remise en cause des méthodes et des buts de leur enseignement, de la formation des professeurs et des monitrices, de l'exploitation que constitue le contrat, de l'utilisation que l'administration fait de ces étudiantes en les employant comme un personnel supplétif, de l'absence de participation des élèves à la gestion de leur école, du refus qui leur est opposé de faire entrer leurs études dans un cadre universitaire.

Nombreux sont ceux qui trouveront à redire sur la précipitation, le défaut d'organisation et de maturité du mouvement. Ceux-là se trompent. Qui aurait pu prévoir un tel mouvement il y a seulement trois semaines ? Ces élèves se lancent dans un combat difficile et ils sont parfaitement conscients de leurs problèmes. Il n'y a qu'à voir le sérieux du travail en commissions, la volonté farouche de s'organiser et de ne rien laisser dans l'ombre pour comprendre qu'ils ont parfaitement saisi qu'une révolution était en marche et qu'ils tenaient leur avenir dans leurs mains. □

Les lycéens aussi

Tandis que se déroulent au ministère de l'Education nationale de difficiles négociations entre M. Ortoli et les représentants des syndicats d'enseignants, les Comités d'Action de lycéens dressent le bilan d'un mois de durs combats. Dès le début des événements, les responsables lycéens ont affirmé leur solidarité avec leurs camarades étudiants.

Nombre d'entre eux se sont battus sur les barricades, beaucoup ont été blessés. La grève générale avec occupation des locaux a été dans l'ensemble un succès. Le drapeau rouge de la révolte a flotté pendant plus de quinze jours sur 40 établissements du secondaire.

Le problème est maintenant d'organiser et de structurer le mouvement. Une série d'assemblées générales, tenues à Censier ont permis de rassembler un énorme dossier provenant des quatre coins de l'hexagone. Un rapport synthétique sera présenté les 15 et 16 juin prochains au cours d'une conférence nationale, qui rassemblera les représentants de tous les comités d'action.

Si les revendications purement corporatives, telles le droit d'affichage et le droit de réunion, ont été assez facilement obtenues, le problème fondamental des lycéens demeure celui d'une réforme démocratique de l'enseignement. Les lycéens, bien que contestant la capacité du gouvernement actuel à résoudre le problème, se montrent attentifs aux discussions en cours, et se déclarent prêts, dès que le fond sera abordé, à demander à être représentés au même titre que



les syndicats. Ils envisagent dans ce sens, d'engager une « indispensable campagne de politisation de leurs camarades » et d'organiser selon une formule originale, des élections pendant les législatives.

Le travail des commissions lycéennes et le dialogue record qui s'est instauré entre les adolescents et leurs maîtres a en tout cas créé dans les lycées un esprit nouveau et irréversible.

Pierre-Daniel TREGNIER.

Rouen : le démarrage

Dimanche 5 mai. A 19 heures, apprenons par radio que l'AGER de Rouen (PCF) ne fera pas grève, ainsi que SNE Sup Rouen (PCF aussi). Prenons contact entre PSU - JCR - Corpo Sciences et quelques professeurs pour suppléer carence AGER. Un tract est tiré appelant à la grève illimitée à partir de 14 heures lundi.

Lundi 6 mai. Le matin, l'AGER appelle les étudiants à aller aux cours et à attendre.

14 heures : la Fac de Lettres bloquée par un piquet de grève d'une centaine d'étudiants, les UEC forcent les premiers le piquet de grève.

16 heures : au cours d'un meeting AGER et SNE Sup proposent grève mercredi. Refus de la salle, les professeurs du PCF insultés. Un comité de grève élu par étudiants, il va remplacer complètement l'AGER (plusieurs ESU dedans).

Le soir, première manif en ville : 300 personnes.

L'INSCIR (techniciens supérieurs et ingénieurs) en grève illimitée, majorité FNAGE pourtant.

Mardi 7 mai : grève Lettres, plus de 50 % de grévistes. Sciences : quelques-uns. Droit : rien.

Deuxième manif en ville du comité de grève : 600 personnes.

Mercredi 8 mai : grève totale en Lettres et Sciences. La plupart des lycéens de Rouen en grève, plus de 1.000 lycéens sur le campus.

2.000 membres du comité de grève rejoignent la manif des syndicats (FEN, SNE Sup, CGT, CFDT, AGER, comité de grève). Quelques heurts entre CGT et comité de grève. 4.000 personnes en tout.

Judi 9 mai : grève générale continue.

Vendredi 10 mai : le SNE Sup reprend le travail, en général. L'action semble s'essouffler. La continuation de la grève est votée, surtout pour donner au national 3 jours de plus (jusqu'à lundi). Les lycéens reprennent le travail.

Tract ESU reprenant communiqués du BN et du BF. Premier meeting sur les transformations (brillante intervention de R. Dubreuil) nécessaires à l'université.

Samedi 11 mai : le mouvement est relancé, grâce à la nuit des barricades. Manif en ville, avec 2.500 étudiants et professeurs.

L'AGER tout à fait hors-circuit.

Tract PSU à la population, appelant à la grève générale.

Lundi 13 mai : 20.000 personnes à la manif de Rouen (9 h 30, place St-Marc) dont 4 à 5.000 lycéens et étudiants.

Après-midi, le comité de grève bloque les grands carrefours de Rouen. Tracts explicatifs à la population.

L'ESC rejoint la grève.

Après le mercredi 15 mai :

Droit : mercredi 15 : la grève est déclarée illimitée par une AG alors que la grève n'était que le fait de la section UNEF.

Nombreuses commissions. En sciences éco : 2^e et 3^e années décident boycott des examens et élaboration projet de réforme pendant les vacances.

Puis, vendredi : le collège juridique se déclare faculté autonome.

Sciences : de nombreuses commissions au travail. Les examens sont aménagés et reportés, les réformes discutées.

Le conseil de faculté remplacé par un nouveau conseil paritaire avec enseignants (profs, assistants), chercheurs et étudiants. Fac autonome et populaire.

CPEM : grève et réforme des examens.

Lettres : un collectif est élu, mais toutes ses décisions sont soumises à l'AG, discussions en commissions par section, qui prennent des décisions très variables. Les examens repoussés, modifiés ou annulés selon les cas.

Certains professeurs s'appuient dans ces commissions sur les non-grévistes venus aux nouvelles (le PCF ainsi essaie de récupérer le mouvement sur des bases droitières).

— A partir de jeudi, des militants ouvriers viennent prendre la parole, après l'occupation de Cléon. Les permanents CGT généralement sifflés.

Samedi 18 mai : une commission étudiants-ouvriers à la fac.

— Une délégation a discuté avec le congrès des journalistes (SNJ) réuni à Rouen.

— Le PSU a participé à l'action de bout en bout, surtout en Lettres et Droit où ils dirigent les commissions dans plusieurs départements.

— R. Dubreuil, secrétaire fédéral, chargé de cours à la fac, soutient dès le départ les étudiants contre les professeurs du PCF ou réactionnaires.

Natanson, maître-assistant, PSU, a fait autant.

— De nombreux étudiants non politisés ou non syndiqués participent au mouvement.

— Il n'y a plus aucune autorité administrative en Fac de Lettres. □

SNECMA : étudiants, ouvriers

Des étudiants appartenant au Comité d'Action de l'Institut d'Etudes Politiques se sont rendus aux portes de



la SNECMA, boulevard Kellermann, à partir du moment où celle-ci fut occupée. Les premiers jours furent ceux d'une information réciproque. Des contacts se nouaient avec des délégués syndicaux CFDT qui essayèrent au sein de l'entreprise de favoriser ce dialogue étudiants-ouvriers. Les rapports furent de plus en plus faciles, particulièrement avec les jeunes, syndiqués ou non. Quant à nous, nous discutons en tant que militants syndicaux et non pas en tant que militants politiques.

Au fur et à mesure que la grève se politise, après le refus très net des accords de Grenelle, l'on passa d'une simple information réciproque à la discussion de revendications qui pouvaient nous être communes. Les ouvriers furent invités à venir aux réunions de la commission luttes ouvrières, luttes étudiantes de Sciences Po.

Que retirer de ces contacts ? Ce qui domine, sans aucun doute, est une plus grande compréhension. Pour beaucoup d'entre nous, ce fut la découverte des problèmes réels des ouvriers au niveau de l'entreprise : la différence entre les horaires et les mensuels, le travail au temps, la hiérarchie interne, les problèmes syndicaux. Ce fut aussi la découverte d'une psychologie différente : plus prudente, mais aussi ferme (la violence dans les rues n'étant guère appréciée). L'autre leçon — bien sûr complémentaire — est la nécessité d'une solidarité étudiants-travailleurs, elle est vigoureusement souhaitée par ceux-ci. Nous espérons que l'appui du mouvement étudiant au mouvement ouvrier et la convergence de leurs buts accéléreront le processus révolutionnaire aujourd'hui engagé.

Les cent mille de la J.O.C.

Dans 25 villes, la Jeunesse Ouvrière catholique a rassemblé dimanche 9 juin plus de 100.000 jeunes. Au cours d'une conférence de presse tenue jeudi à Paris, Mlle Anne-Marie Christophe et M. Jacques Dusaffoug, présidents de la JOCF et de la JOC, ont

dénoncé la société de consommation, le manque de participation à la vie sociale et civique, le manque d'informations objectives : « nous ressentons l'attitude et les paroles du chef de l'Etat, ces dernières semaines, comme un mépris des aspirations du monde ouvrier, de sa lutte pour les réaliser et des organisations qu'il s'est données. Dans ce sens également, nous estimons scandaleux que le droit de vote soit refusé à plusieurs centaines de milliers de jeunes ayant pourtant l'âge légal.

Voilà la dernière en date des formes de « violence » subies depuis des années. En effet, la violence de ces dernières semaines n'était finalement qu'une conséquence des violences subies quotidiennement depuis longtemps. »

R.A.T.P. : l'expérience d'un échec

Au dépôt Lebrun de la R.A.T.P., les poings se serraient en cette soirée du 4 juin : les syndicats avaient donné l'ordre de reprendre le travail. « Avoir fait vingt jours de grève pour des clopinettes ! » « Dix millions qu'on était ! » « Les revendications essentielles n'ont pas été satisfaites. Et d'ailleurs, même si on avait obtenu ce qu'on demandait, on aurait dû continuer, par solidarité... » Des propos très durs fusent de partout. Comme aux P.T.T. de l'avenue d'Italie, on va jusqu'à déchirer sa carte C.G.T. Plus que le sentiment d'avoir été dupé, ce sont certains procédés qui ont enflammé les esprits : pour faire reprendre le travail aux divers dépôts, des délégués de la direction syndicale avaient en effet assuré aux employés que les autres dépôts reprenaient — information qui finit par devenir rapidement exacte... Furieux, des membres du piquet de grève de la rue Lebrun étaient allés à la Bourse du Travail : pour toute réponse, ils en avaient été expulsés *manu militari*... « Déchirer sa carte ne sert à rien », affirment les plus conscients. « Après tout, le syndicat est notre seule force.

C'est l'opinion générale. A 90 %, on vote la poursuite de la grève. On cite en exemple des ouvrières de certaines entreprises : les femmes seraient-elles plus combattives que les hommes ? La décision est prise de faire tirer un tract à la faculté Censier, toute proche, appelant la population à soutenir le piquet de grève le lendemain matin. Les contacts avec les étudiants sont excellents depuis le début ; leur courage face aux C.R.S. est continuellement cité en exemple : « Ce sont eux qui nous ont réveillés ! Depuis dix ans, on dormait... » Les moins jeunes des grévistes ne sont pas les moins résolus. « J'ai quatre gosses, affirme l'un d'eux, et je suis prêt à me bagarrer jusqu'au bout. » « Ce qui nous affaiblit, ajoute un autre, c'est qu'il n'existe pas de contact entre les dépôts. Nous restons dans notre coin, complètement isolés. Même ici, on ne se connaissait pas entre nous, avant la grève. » Après vingt jours de lutte, ils ont redécouvert quelques vérités oubliées : le prolétariat n'est pas un agrégat d'individus ; la force d'un ouvrier, c'est sa conscience collective ; le vote à bulletins secrets, parce qu'il place chaque ouvrier en face de sa conscience individuelle, constitue — au même titre que d'autres élections — l'arme la plus hypocrite et démagogique utilisée par la bourgeoisie pour conserver ses privilèges.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Dès onze heures du soir, des étudiants de Censier et des militants du comité d'action du XIII^e distribuent des tracts au carrefour des Gobelins, appelant à un rassemblement devant le dépôt, le lendemain à 5 heures du matin. But : non pas « empêcher la sortie des autobus », comme l'a prétendu un quotidien, mais expliquer la situation aux employés qui viendront, afin qu'ils décident en connaissance de cause de la reprise du travail ou de la continuation de la grève.

Deux cents personnes vont être présentes au rendez-vous. Elles ne seront pas seules à se déplacer : à 4 h 50, cinq grands cars de police arrivent. La rue est bloquée par deux cordons de gardiens de la paix, relayés deux heures plus tard par des gendarmes mobiles, fusil en bandoulière. Au sommet du portail et du mur, les grévistes sont assemblés. Poings levés, ouvriers et étudiants entonnent *l'Internationale* et la *Jeune Garde*. L'atmosphère est détendue. Des conversations s'engagent entre étudiants et policiers : dialogues de sourds entrecoupés de plaisanteries. Une personne déploie *l'Humanité* et le montre aux grévistes. Un concert de huées éclate à la vue de la manchette : « REPRISE VICTORIEUSE DU TRAVAIL »...

Après deux heures d'attente, un membre du piquet de grève prend la parole. Il explique aux employés venus travailler que, les revendications essentielles n'ayant pas été obtenues, la grève doit continuer. On passe au vote : l'unanimité est pour la grève. « Que ceux qui ne sont pas d'accord viennent ici s'expliquer ! » Personne ne se présente. « Nous sommes une majorité agissante ! » s'écrie l'orateur sous les acclamations. La partie paraît gagnée. Tout sera remis en cause quelques heures après, à l'intérieur du dépôt, grâce à l'habileté d'un représentant extérieur de la C.G.T. : la plupart de ceux qui avaient voté la continuation de la lutte resteront muets devant ses déclarations. La journée du 5 juin sera lourde à supporter pour les grévistes les plus déterminés. Rage rentrée, larmes aux yeux. « Après dix ans de sommeil, les gens ne savent plus se battre ! » « Quand on pense qu'on a fait venir les étudiants pour rien ! » « Ce n'est que partie remise, répètent les moins découragés ; la prochaine fois, on sait ce qu'il faut faire. Et ce ne sera pas dans bien longtemps. »

Henri ROSENGART.

Levallois : au jour le jour

Ils étaient une dizaine qui, voici quelques mois, décidèrent de monter une section syndicale C.F.D.T. dans leur usine. Ils sont un peu partis à l'aventure à cause de leur manque d'expérience. On a bien réussi à organiser des élections de délégués et



Collombert

dans cette maison qui n'a jamais connu le syndicalisme c'était déjà un exploit.

De dix qu'ils étaient, ils sont devenus quinze et s'approprièrent à ronronner dans le train-train habituel des sections syndicales d'entreprise. Et voilà qu'au matin du 20 mai ils se retrouvent à l'entrée de l'usine et décident la grève. Ils condamnent l'entrée aux 300 travailleurs. Une nouvelle aventure commence.

Il ne suffit pas de décréter une grève, il faut savoir la porter. C'est ce qu'ils vont apprendre au jour le jour. Dès la deuxième journée, tout semble perdu : « Les cadres rouspètent, ils disent qu'ils vont faire reprendre le travail malgré le syndicat. On ne pourra pas leur tenir tête. » Finalement, les grévistes convoquent le personnel afin qu'il se prononce sur la grève. Sur les 200 qui viennent, 170 se prononcent pour la grève. Alors on s'organise, on crée un comité de grève, l'assemblée des grévistes dresse la liste des revendications, on remet en route la cantine, on installe un dortoir pour le piquet de nuit, on organise les loisirs pour la journée. « Maintenant, nous pouvons tenir autant qu'il le faut. Nous nous battons jusqu'au bout. » On assiste à la naissance de la C.G.T. et de F.O.

Les travailleurs se sont posé un moment la question de savoir s'ils enfermaient leur patron. Finalement, ils le laissent entrer et sortir de l'usine librement. Et même le concierge ne le salue plus. Au bout de quelques jours, il comprendra qu'il ne doit plus venir mais il déclarera : « Leur détermination et leur organisation m'ont stupéfié. Je n'aurais jamais cru qu'ils puissent si bien mener leur affaire. »

Et les grévistes de répondre : « Ici, ce n'est pas la mauvaise boîte ; mais le patron ne s'est jamais aperçu que son paternalisme, nous le refusons. Je crois que maintenant il a compris. Il va être obligé de discuter avec les délégués. Quoi qu'il arrive,

ça ne sera jamais plus comme avant. »

Le responsable syndical est bien entendu fort satisfait de la tournure des événements : « C'est le syndicat qui est responsable du départ de la grève, la section syndicale. Je crois que si nous avions trop réfléchi, nous n'aurions pas lancé les copains dans cette entreprise. Nous aurions eu tort. Nous avons été trop timides. La majorité des travailleurs sont disposés à se battre, c'est à nous, syndicalistes, de leur offrir un combat qui en vaille la peine. »

Après les accords de Grenelle, les travailleurs déclarent : « On ne s'est pas battus pour obtenir si peu. Que le patron fasse un effort pour se « saigner » autant que nous. D'ailleurs, il n'a encore pas accepté de recevoir nos délégués. » En effet, ce n'est qu'une semaine plus tard que les discussions avec la direction commenceront. Et l'un des grévistes en résume bien le climat : « Ils ne comprennent rien. Ils ne parlent que du Marché commun, de la conjoncture économique. Mais ma conjoncture économique à moi, si on s'en était soucié avant, personne n'en serait là. »

Maintenant que les transports fonctionnent et que les non-grévistes peuvent revenir devant l'usine, les grévistes sont barricadés à l'intérieur. Sur la porte, vendredi matin 7 juin, ils avaient inscrit : « La grève continue, elle ne profitera qu'à vous. Nous, nous devons nous battre pour autre chose. »

Jacques FERLUS.

Cléon : Tout y a commencé

Cléon, c'est une immense usine presque neuve mais aux couleurs déjà un peu délavées, au milieu d'une forêt sablonneuse, dans une boucle de la Seine, dans un endroit encore dé-

sert il y a dix ans. A quelques centaines de mètres, c'est l'ancien village de Cléon qui ne comptait que 800 habitants en 1954.

A 4 km Elbeuf, autrefois la ville de la laine, en pleine crise, où depuis la guerre plusieurs dizaines d'usines avaient fermé. Elbeuf, vieille cité du textile, n'a aucune tradition métallurgique et ne passe pas pour une ville électoralement très à gauche.

La R.N.U.R. en implantant à Cléon une usine nouvelle a attiré une grande partie des travailleurs d'Elbeuf et de sa banlieue (St-Pierre, Caudebec, St-Aubin-lès-Elbeuf). L'entreprise occupe actuellement environ 5.000 salariés. Elle fabrique toutes les boîtes à vitesses des véhicules de la régie et, entre autres, les moteurs des R 16.

A Cléon, la grève du 13 mai n'avait que très modérément marché. Mais C.G.T. et C.F.D.T. avaient prévu depuis plusieurs jours un débrayage d'une heure de chacune des équipes, dans le cadre de la journée interprofessionnelle du 15 mai, contre la ratification des ordonnances. Mercredi, l'équipe du matin, commence le débrayage à 9 heures jusqu'à 10 h 30 (plus de 60 %). A 13 h 30 la direction fait une concession : elle annonce qu'il n'y aurait pas de minoration sur la prime de vacances (qui est aussi une prime anti-grèves) pour ceux qui avaient débrayé le 13 mai. Ce premier succès montrant la crainte patronale encourage l'équipe de l'après-midi qui débraye à 15 heures à la quasi unanimité (95 %). La direction refuse de négocier, les travailleurs spontanément décident de ne pas reprendre le travail ; les jeunes font preuve d'une combativité particulièrement forte.

A la fin de l'après-midi, l'usine est occupée, des piquets de grèves mis en place et le directeur bloqué dans son bureau avec quelques cadres supérieurs. Ils devaient y rester jusqu'à samedi, ravitaillés par les grévistes en casse-croûtes et en canettes de bière !

Les revendications essentielles sont :

— Pas de salaires en-dessous de 100.000 AF par mois ;

— réduction du temps de travail sans diminution de salaire ;

— Extension des libertés syndicales dans l'entreprise ;

— transformation des contrats provisoires de 3 et 6 mois en contrats définitifs.

A Cléon, en effet, où travaillent environ 400 travailleurs immigrés, la R.N.U.R. a pris l'habitude, suivant les à-coups de la conjoncture, d'utiliser des travailleurs pendant les périodes de pointe et de les laisser tomber quand la production est en baisse. D'où l'importance de cette dernière revendication qui concerne plus de 700 ouvriers.

Un comité de grève, animé par les militants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. est élu et organise l'occupation de la grève pendant la nuit et la matinée de jeudi. L'équipe du matin

et de la normale relevée de quart du soir, passent la nuit dans les locaux.

Jeudi dans l'après-midi, Robert Dubreuil, secrétaire fédéral du P.S.U. vient devant l'usine, apporter aux travailleurs en lutte le salut fraternel de notre parti.

Dans la journée, des mouvements de soutien naissent dans les autres usines de la région. Le soir, Flin, Sandouville (près du Havre), Le Mans et Billancourt sont occupés. A Elbeuf, la CIPEL, Rhône-Poulenc et Kléber-Colombes se sont mis en grève dès jeudi soir ; l'A.M.C.A. et l'usine lainière Blin et Blin suivent. Samedi Elbeuf est devenu l'avant-garde d'un des plus grands mouvements de grève de l'histoire de France. □

De notre correspondant particulier.

Un gréviste du tri postal

Au centre de tri postal Maine Montparnasse, la grève a démarré le vendredi 17 mai, vers 18 h 30. Elle s'est terminée au soir du 6 juin, sur un vote qui a donné 75 voix contre et 210 voix pour la reprise du travail. Un militant C.G.T. raconte comment il a vécu cette grève.

« Le 17 mai, arrivant au travail (équipe de nuit), nous avons appris que les cheminots de Montparnasse étaient en grève. Nous n'avons même pas eu besoin de voter pour décider d'en faire autant, dans l'enthousiasme. Il est vrai que l'équipe de nuit est composée d'une majorité de jeunes. Ce premier soir, nous n'avons même pas songé à occuper les locaux, faute d'expérience. Et le lendemain, quelques employés de jour ont voulu rentrer. Il a fallu les convaincre. Nous avons alors compris qu'il fallait occuper les locaux et les boucler par un piquet de grève. Nous n'avons laissé rentrer que le chef de centre et bien nous en a pris. En effet, des ingénieurs à qui nous avions refusé l'entrée ont appelé plusieurs fois la police. A chaque fois, le chef de centre est sorti expliquer aux policiers qu'il n'avait pas besoin d'eux et que le piquet de grève assurait la sécurité du centre de tri !

« Au départ, notre grève était purement revendicative. Elle réclamait une hausse des salaires et des primes, l'échelle mobile, l'abrogation des ordonnances et la reconnaissance d'une complète liberté syndicale. Elle visait aussi des revendications plus particulières. Depuis un an et demi que nous travaillons ici, nous n'avons pas encore de douches, ni de cantine. Avant même l'explosion du mouvement, nous projetions de faire une grève de 24 ou 48 heures, aux alentours du 20 mai, pour ces revendications spécifiques.

« En cours de grève, une partie des jeunes se sont sensibilisés aux revendications de cogestion ou d'au-

togestion. Mais il faut bien dire que la grande masse n'a pas suivi. Il est clair chez nous que ce sont les jeunes qui se politisent, tandis que les gens d'un certain âge, peut-être parce qu'ils ont été écoeurés par la IV^e et la V^e, ne veulent plus entendre parler de politique.

« Pour les jeunes, la grève a été l'occasion d'un contact avec les étudiants, et aussi avec les cadres du comité d'action Maine Montparnasse. Moi-même, je suis allé plusieurs fois voir les étudiants : le soir du 13 mai au Champ de Mars, le 24 sur les barricades, et récemment à Censier. Au retour j'ai raconté à mes camarades. A l'égard des étudiants, il est certain que nous avons ressenti une immense sympathie au lendemain des barricades ; ensuite, la méfiance a repris le dessus, parce qu'ils appartiennent à la classe bourgeoise, qu'on les juge anarchisants, qu'ils n'ont pas de programme, et qu'on ne sait pas bien ce qu'ils veulent. Tels sont les griefs que j'ai entendu le plus souvent. Même réservé à l'égard des cadres qui habitent Maine Montparnasse. Lorsqu'ils sont venus nous voir, les organisations syndicales ont dressé un barrage et les ont accueilli avec froideur. Cela nous a choqué et, peu à peu, nous avons obtenu de les faire entrer dans le local, de les faire venir à la buvette. Nous avons eu avec eux de nombreuses discussions, et nous avons été agréablement surpris de constater qu'ils étaient vraiment avec nous.

« Puis, le mercredi 6 juin, les dirigeants syndicaux nous ont fait voter la reprise du travail. Ils ont tout fait pour influencer le vote. D'abord, ils ont lu la liste des bureaux qui avaient repris le travail (une liste de petits bureaux sans importance, et qui, de toute manière, ne pouvaient travailler vraiment si nous restions en grève). Ils se sont bien gardés de lire la liste des bureaux qui n'avaient pas repris ! Ensuite, ils ont refusé le vote à mains levées. Nous avons refusé le vote à bulletin secret. Demiesure : les délégués se sont installés derrière deux listes (les pour et les contre la reprise) sur lesquelles on venait inscrire son nom. Les premières à s'inscrire étaient pour la reprise ; la majorité a suivi.

« Mais en fait, les jeunes sont déçus. Finalement nous avons juste obtenu une augmentation de salaire, illusoire sans l'échelle mobile, une prime de 200 F, un jour de congé supplémentaire par an (!) et la satisfaction de certaines revendications spécifiques. La majorité — les plus âgés — s'en satisfait ; parce qu'elle est mûre pour les revendications, pas pour la révolution.

« Cette grève a pourtant deux aspects très positifs. D'abord, elle a provoqué beaucoup d'adhésions aux syndicats, surtout parmi les jeunes, ce qui nous donne l'espoir de parvenir à une transformation des bureaucraties syndicales et politiques. Les militants de la C.G.T. lui restent fidèles, mais nous sommes nombreux à vouloir transformer sa direction et



Agip

à souhaiter qu'elle soit plus indépendante à l'égard du P.C. Deuxième aspect positif : notre comportement dans le travail a changé. Nous n'acceptons plus les ordres brusques. Nous refusons les heures supplémentaires pour rattraper la grève. Nous n'avons plus le même respect de la hiérarchie : ainsi nous avons envoyé directement une délégation au directeur de la ligne de l'Ouest, sans en référer au chef de centre. Avant, ce n'était pas pensable !

« Les possibilités d'un redémarrage ? Certains y pensent déjà. Nous avons vu qu'une minorité agissante (les jeunes de la nuit) peut entraîner la masse. Encore faudra-t-il que les conditions économiques mettent la majorité de notre côté. »

Jacqueline GIRAUD.

Les non-grévistes manifestent

Pourquoi le trafic du métro a-t-il repris ? Les camarades de la R.A.T.P. n'ont pas compris qu'ils ont permis à quelques dizaines de milliers de « rats » de sortir de leur souterrain et de se précipiter devant les entrées des usines pour, en quelques heures, salir la classe ouvrière pourtant fière de ses semaines de grève.

Je les ai vus à Levallois. Ils étaient plus d'une centaine devant le siège de la SOPELEM. A l'intérieur j'y ai des amis dont je sais comment ils se sont battus, d'abord pour imposer cette grève et ensuite pour la porter. J'ai vu et entendu dehors des choses qui font mal.

J'ai vu les employés modèles faire les courbettes d'usage et bafouiller leur révolte devant les cadres. Et ces cadres se prenaient tout à coup pour des Pompidou-médiateurs.

J'ai vu des demoiselles au raisonnement plus court que leurs jupes. Leurs collègues prétaient d'ailleurs plus d'attention à leurs jupes qu'à

leurs raisonnements. Elles ne s'inquiétaient, pauvrettes, que de leurs vacances. Elles ne racontaient que leurs récentes sorties d'auto-stoppeuses.

J'ai vu ceux qu'on appelle « les administratifs ». Ils étaient si pressés de reprendre leurs activités qu'ils confectionnaient des cocottes en papier avec les tracts qui traînaient à terre et les affiches qu'ils arrachaient aux murs.

J'ai entendu les leaders de cette meute prévenir la police qu'ils allaient barrer la rue s'ils ne pouvaient entrer dans l'usine. J'ai entendu la police leur dire qu'ils avaient raison.

J'ai entendu une mère infectée de tiercé, de France-Dimanche, de Guy Lux dire : « On aura quand même eu de sacrés em... Heureusement qu'il va y avoir une augmentation ».

Ce sont pourtant des travailleurs. Demain ils rentreront dans l'usine fiers de leur soi-disant lutte pour la liberté du travail. Demain dans l'entreprise les syndicats continueront le combat en étant obligés de tenir compte de leur existence. Demain ils iront bêtement voter pour le général et nous laissons à ce dernier la liberté de se réjouir d'un tel soutien.

Au cours des dernières semaines de nombreuses consciences se sont réveillées. C'est avant tout cela qu'il faut retenir. Mais il faut reconnaître qu'en voir plus d'une centaine à la fois qui n'ont rien compris, c'est douloureux.

Jacques FERLUS.

Flins : Les C.R.S. à l'usine

Une fois de plus le gouvernement a employé la manière forte pour rétablir « l'ordre sacré ». Jeudi 6 juin, 5 h du matin, les forces de l'ordre investissent l'usine de Flins de la Régie Renault pour permettre la reprise du travail. 1/20 des ouvriers se présentent aux portes de l'usine. La direction, quant à elle, refuse d'engager le dialogue avec les syndicats.

Vendredi matin, vers 10 h 30, plusieurs milliers d'ouvriers et d'étudiants, venus de Paris, manifestent dans les rues qui mènent à l'usine. Malgré l'opposition de la C.G.T., les grévistes exigent d'écarter, les des meetings, les représentants des étudiants.

Vers midi, les gens discutent par petits groupes dans les rues lorsque les C.R.S. déclenchent leur offensive, jetant des grenades lacrymogènes dans des appartements aux fenêtres ouvertes et inoccupées. Les violentes bagarres durent toute la journée dans les rues et les champs. La « pègre casquée » fera une fois de plus œuvre d'autorité pour maintenir l'ordre gaullien. □

Le Nord : « L'homme avant le profit »

Le samedi 11 mai, la région du Nord a connu à Lille sa journée revendicative. Ils étaient 30.000 venus des deux départements — Nord et Pas-de-Calais — et formaient un cortège de 2 km. Ouvriers, agriculteurs, pêcheurs, cadres, enseignants, étudiants, tous ont manifesté dans les rues de Lille pour que, enfin, on veuille bien s'occuper de la région du Nord.

Le thème : la défense de l'emploi. En fait, la manifestation a débordé ce thème. Ce fut en même temps une vaste condamnation du régime capitaliste et une occasion pour les ouvriers et les étudiants de s'unir.

« Massey-Ferguson : 4 milliards de bénéfice. Et nous ? » « L'homme avant le profit », tel était le genre de pancartes que l'on pouvait lire à côté de « Etudiants et ouvriers unis. » L'emploi et l'université furent les deux thèmes de cette manifestation du 11 mai, une manifestation comme le Nord en connaît peu.

Chez les manifestants, beaucoup de jeunes : parmi les 50.000 personnes qui cherchent du travail dans la région 41 % sont des jeunes de moins de 25 ans. Des milliers d'entre eux sont au chômage avant même d'avoir travaillé. Tous les jours on licencie, on ferme des entreprises, on réduit les horaires, on décline. Le pouvoir d'achat des salariés de la région est un des plus faibles de France.

La sous-scolarisation a atteint un niveau dramatique, et sur un autre plan, les équipements sanitaires, sociaux, culturels et sportifs sont sans communes mesures avec les besoins.

Que réclame le Nord ?

— une augmentation du pouvoir d'achat afin d'accroître la consommation ;

— la sécurité de l'emploi avec notamment l'interdiction de tout licenciement sans reclassement préalable et équivalent ;

— une véritable formation professionnelle et technique permettant aux jeunes de s'adapter aux évolutions techniques et sociales ;

— des ressources pour les travailleurs sans emploi par l'augmentation de l'allocation d'Etat aux chômeurs, la généralisation de l'indemnisation du chômage partiel ;

— la prospérité de la région du Nord avec la création d'industries de transformation diversifiées, l'adoption de nouveaux crédits pour satisfaire les besoins sociaux grandissants et urgents, l'arrêt du démantèlement de la S.N.C.F., et enfin, un développement des activités portuaires qui est une condition de vitalité de la région.

Voilà en résumé ce que le Nord condamne, et ce qu'il veut. La situation est grave, les industries traditionnelles disparaissent ou ne sont plus rentables, la région du Nord entre dans un stade de relatif sous-développement, ce qui explique les slogans tels que : « Le Nord veut vivre ». On promet toujours du côté du gouvernement, mais rien n'a encore été fait. On parle depuis quelques temps de l'implantation d'une usine Simca en 1972. C'est bien, mais très insuffisant.

Normandie : Unité syndicale

A Dives, la grève a touché un grand nombre de salariés et leurs familles : ouvriers de Tréfinmétaux, du bâtiment, communaux, P.T.T., E.D.F., enseignement, S.M.N., Sa- viem.

La sollicitude de la municipalité ouvrière a très vite joué en faveur des familles des grévistes. Le maire André Lenormand avec l'appui du conseil municipal a décidé que des repas seraient servis à tous les enfants des grévistes. Aussi une moyenne de mille repas par jour furent offerts par la municipalité.

A Dives, l'unité syndicale fut totale depuis le premier jour de grève. Les établissements Tréfinmétaux, 1.100 ouvriers sont occupés depuis le 21 mai à la suite d'un vote à bulletin secret favorable à la grève avec occupation de l'usine. Quelques jours plus tard les non grévistes (247) se rallièrent au mouvement.

Le discours du général de Gaulle le 24 n'a fait que renforcer l'unité des salariés en faveur de la continuation de la grève. Pour l'ensemble des trois confédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O., la reprise du travail ne pourrait avoir lieu qu'après



Agip

satisfaction complète des revendications.

A l'heure où nous mettons sous presse, la grève reste effective, malgré les multiples contacts avec la direction. A Tréfinmétaux, un seul mot d'ordre : « Pas de compromis ».

L'embouteillage héroïque

L'essence revenue par le miracle de notre bon père De Gaulle, Paris connaît le mardi 4 juin, un embouteillage monstre. De mémoire d'humains nous n'avions vu pareille marée métallique. Atmosphère bon enfant : contre mauvaise fortune, la grâce d'un sandwich, le demi de bière firent écho à la panne surprise. Certains même abandonnèrent purement et simplement l'objet, continuant à pied la marche interrompue.

Notre cher Préfet de Police si brillant quelques semaines auparavant dans son exposé sur le problème de la circulation (1), en perdit ses mandarins, régulateurs de ladite circulation — il est vrai, fatigués du poignet par les innombrables matraquages de ces derniers jours.

Moralité : « le carburant ne sert à rien, si l'esprit anarchique demeure ». La préfecture de police recherche, quant à elle, un bon agent de la circulation. Avis !

1) Conférence des Ambassadeurs le 28 mars 1968.

La justice des ménagères

On est dans la période dure de la grève : la ferveur et la passion qui traversent le marché Jeanne-d'Arc, le quartier « prolo » du 13^e — ne doivent rien à l'Ascension.

Depuis hier le Prisunic est en grève illimitée. Ici on n'a pas les moyens de stocker, mais avec le marché on arrivera bien à se ravitailler à des prix corrects, et puis les pommes de terre, ça nourrit bien et ce n'est pas cher.

Aussi, Monsieur B., à l'ombre du bureau de poste en grève, pèse, vend, ... ça n'arrête pas.

Dans les temps immémoriaux, où la grève n'existait pas, vers la fin du marché les prix baissaient légèrement. Aujourd'hui le marchand de pommes de terre, qui n'a jamais tant vu de clients, augmente ses prix de 10 c en 10 c. Vers les midi, le kilo de patates atteint ses 2,95 F.

— C'est une honte !

Les ménagères protestent, se rassemblent autour de l'étalage. M. B. veut crier. Pas si fort M. B., en d'autres temps les femmes vous eussent fait subir d'autres supplices !

Mais la foule gronde, une patate vole, l'étalage s'écroule. La peur gagne les proches marchands qui remballent et fuient. Bientôt le marché est vidé de ses commerçants. Des groupes continuent à s'indigner et disputer.

Ah ménagères ! vous avez donné vie à nos spéculations politiques !

Communiqué du P.S.U.

Profitant de la reprise partielle du travail dans certains secteurs économiques, le pouvoir gaulliste montre une nouvelle fois son vrai visage en déchaînant ses forces contre les ouvriers de Flins.

Il n'est pas possible de tolérer cette provocation et de laisser spéculer le gouvernement sur un soi-disant isolement du secteur métallurgique en grève.

Non seulement le P.S.U. assure les ouvriers de Flins de son entière solidarité et engage tous ses militants à les rejoindre pour repousser l'agression gaulliste mais il souhaite que toutes les forces ouvrières puissent organiser ensemble une grande manifestation pour rendre les usines de Flins aux travailleurs qui l'occupent.

Vendredi 7 juin - 20 h.

Les lecteurs n'ont pas fait grève

La grève favorise la lecture. Journaux et livres se sont arrachés durant ces journées de fièvre, d'inquiétude pour les uns, d'exaltation pour les autres.

Côté journaux, il faut enregistrer le bond prodigieux réalisé par des organes tels que **Combat** et **Le Monde**. Des tirages de 800.000 exemplaires pour M. Beuve-Méry et son équipe. Pour Philippe Tesson et Henry Smadja, le passage de l'état de « groupuscule » à l'état supérieur. **Combat** en prenant tout de suite fait et cause pour la « révolution des jeunes » a conquis un public qui jusque-là l'ignorait encore — Ph. Tesson a sauvé durant ces jours, avec quelques autres, l'honneur de la profession.

Par-delà ceux qui avaient soif d'information intelligente, parce qu'ils étaient peu ou prou acteurs dans l'événement, il y a ceux qui ont considéré ce mois de mai comme un temps de vacances, de loisirs.

D'où un rush sur les lectures faciles : romans policiers, feuilletons romanesques.

Série noire, Lartiguy, Troyat se sont vendus au kilog. Un cran au-dessus : Hervé Bazin, Gilbert Cesbron. M. D. B. libraire dans le quartier Sèvres-Le-courbe a liquidé son stock d'**enfants aux cheveux gris**, le dernier best-seller de l'auteur de **Chiens perdus sans colliers**. M. R.V., lui, a des clients qui se soucient des prochains congés payés, révolution ou pas : les guides de voyages, ont déserté ces étagères.

Par contre, les libraires spécialisés dans la littérature « difficile » ou hautement spécialisée, ont fait, semble-t-il, peu d'affaires. Leurs clients traditionnels avaient d'autres occupations : élever des barricades, recevoir les coups de matraques, les grenades offensives des C.R.S. et autres « forces de l'ordre ». On ne peut pas à la fois lire Lénine et faire la Révolution.

A défaut de voir leurs livres se vendre, des écrivains, comme J.-P. Faye (Nouveau Roman) et Michel Butor sont allés directement dans les usines lire leurs œuvres devant les travailleurs. Une revanche, en somme.

André LAUDE.

L'Odéon : le spectacle est permanent

16 Mai à l'ex-théâtre de France. — Depuis 24 heures il n'y a plus d'Odéon. « L'Art c'est de la Merde » lit-on sur ses murs. Il n'y aura bientôt plus de J.-L. Barrault qui redevient un comédien comme les autres et pour qui



Collombert



Agip

l'effervescence de gestes, de cris et de situations constitue peut-être une nouvelle forme de spectacle.

Devant le théâtre des groupes compacts et mouvants discutent avec ardeur et courtoisie. Pas d'appel à l'action, mais interrogation et contestation. Des ouvriers il y en a quelques-uns attentifs et vaguement inquiets. Ils veulent comprendre, mais souhaitent aussi, comme ce jeune syndicaliste,

que intellectuels prennent conscience de la longue, dure et ingrate patience que constitue l'action syndicale. Il y a ce jardinier, arrivé du Périgord, il y a tout juste trois mois, qui voudrait bien que ça change mais que les drapeaux et rouges flottant sur l'Odéon attristent un peu.

Après des années de silence et des siècles d'incompréhension, le désir d'un dialogue loyal est pourtant frap-

pant : il règne ici une grande honnêteté intellectuelle caractérisée par le souci constant de comprendre et d'être compris.

A l'intérieur, c'est plus folklorique. Scène et salle comble. Le plancher craque, les portes cèdent, sous la poussée de nouveaux arrivants. Un **Comité révolutionnaire provisoire**, siège sans désespérer depuis la veille. La chevelure de Cohn Bendit fait tache sur la scène houleuse où l'on reconnaît Vilar et Barrault aux pieds de Madeleine Renaud, très douairière. Un clivage net se dessine entre les jeunes et certains comédiens qui contestent l'occupation de leur lieu de travail et souhaitent discuter en famille. Dans ce monde clos où interruptions et invectives se succèdent, il est difficile d'obtenir l'ordre.

C'est la valse des présidents de séance qui s'arrachent le micro et donnent simultanément la parole à la scène, à l'orchestre et au balcon, les communiqués tombent comme à Verdun, tandis que périodiquement, les machinistes font savoir que le plancher surchargé risque de s'effondrer entraînant la masse humaine dans un gouffre de 30 m. Une jeune fille surgit, haletante, elle vient de découvrir les ouvriers à Billancourt. « Ils nous attendent ! rejoignons-les ! ». Personne ne bouge. Ce climat de surenchère verbale provoque apathie, scepticisme, ironie. Que deviennent alors les problèmes de fond que nous étions venus aborder à l'Odéon ? La situation du comédien dans la cité, sa complicité avec le système, ses rapports avec le public, les bases pratiques et idéologiques d'une révolution culturelle, tout cela ressurgit au hasard d'un mot dans la confusion. Ça et là d'autres idées apparaissent applaudies et vite oubliées : présenter des spectacles dans les usines occupées, ouvrir le théâtre aux jeunes comédiens sans emploi, etc.

Hélas le mouvement de l'Odéon s'enlise. Le lendemain, la proportion des visiteurs, des rigolos et des touristes y avait fortement augmenté.

Bernard SIZAIRE.

Guevara, un héritier

Rare et opportune coïncidence que la présentation de « L'héritier au festival de Châtillon-sous-Bagneux !

Inspiré des travaux de P. Bourdieu de J.-C. Passeron « L'héritier ou les étudiants pipés », présenté par la troupe de l'École Normale Supérieure et la Comédie Moderne de la Sorbonne, se veut à la fois satire de la condition étudiante et dénonciation d'un système universitaire qui reflète et aggrave souvent les injustices de notre société.

Je ne pourrais qu'approuver si je n'avais eu parfois l'impression d'assister à l'illustration théâtrale de



A.F.P.

recents articles de la « Pravda » ou de « L'Humanité ». Illustration brillante, précisons-le, grâce à une équipe cohérente et disciplinée, à une mise au point rigoureuse, à un rythme nerveux, à l'humour et à l'invention scénique qui font de « L'héritier » un spectacle réussi, posant des problèmes graves sur un ton percutant que pourraient envier maintes troupes professionnelles spécialisées dans le théâtre de contestation.

D'où vient alors mon insatisfactions ? Le problème de la transposition scénique d'un ouvrage scientifique a été partiellement résolu. Cependant deux écueils n'ont pu être évités : le schématisme caricatural et l'utilisation d'un langage qui fait exclusivement partie du système qu'on prétend dénoncer.

Mais il y a plus grave : le tir se concentre avec trop de complaisance sur les professeurs, complices ou agents d'une politique qui se donne elle-même la coquetterie de les contester. D'autre part, l'opposition entre l'étudiant d'origine populaire et l'héritier des traditions bourgeoises aurait nécessité des nuances. L'arri-visme de certains « chiadeurs » en rupture de classe devait être évoqué. Enfin, la réduction de l'activité politique à un jeu gratuit auquel ne se mêlent pas les étudiants des « basses classes » paraît aujourd'hui cruellement anachronique.

Tout en félicitant la troupe pour son talent et son souci d'un univers théâtral directement en prise sur les problèmes actuels, je regrette que les étudiants qui ont écrit cette pièce il y a quatre mois n'aient pas su mieux pressentir les événements

d'aujourd'hui. Après tout si nous les suivions, nous devions récuser Marx, Lénine et Guevara qui furent aussi des héritiers.

B. S.

La « Révolution Régionaliste » à la Sorbonne

Dans ce vaste caravansérail idéologique qu'est devenu la Sorbonne, où se côtoient maoïstes, trotskystes, anarchistes, communistes orthodoxes et oppositionnels, où se vendent pêle-mêle *L'Insurgé*, *Voix Ouvrière*, *Tribune Socialiste*, *Avant-Garde*, *Arcane*, *Tribune Etudiante*, *L'Humanité Nouvelle*, etc., où dialoguent ouvriers un peu perdus et minets de Saint-Germain-des-Près, décorés de la légion d'honneur et farouches iconoclastes, on découvre avec émotion un petit groupe retranché derrière quelques tables.

Malgré le manque de « décorum », les militants de la « révolution régionaliste » — puisque c'est d'eux qu'il s'agit — ne restent pas inactifs.

Proposant au vaste public de curieux, les livres de Robert Lafont « *La Révolution Régionaliste* » et « *Sur la France* » parus aux Editions Gallimard, ils distribuent un matériel de propagande, tracts, journaux, revues dans lesquels sont expliqués les objectifs du mouvement.

Il y a là des militants du « Comité Occitan d'Etudes et d'Action » (C.O.E.A.), animé par Robert Lafont, qui étend ses ramifications

dans tous les pays de langue d'Oc, de l'*Union Démocratique Bretonne* (U.D.B.), dont le rayonnement ne cesse de s'étendre en profondeur parmi les populations bretonnes déshéritées, victimes du capitalisme centralisateur. Sont là encore des représentants des organisations corses, catalanes.

Epingle sur une table, un numéro de *Tribune Socialiste* dont la première page est occupée par un article de R. Lafont. Les militants de la *Révolution Régionaliste* n'oublient pas que notre parti est celui qui, au sein de la gauche, a pris le plus clairement, le plus lucidement, faits et causes pour leur combat.

Ils sont très satisfaits de cet état de choses car ils savent que la notion de « révolution régionaliste » aura bien du mal à conquérir l'ensemble de la gauche française, fut-elle radicale, car celle-ci reste attachée aux traditions centralistes que le marxisme a institutionnalisées. J'en aurais à un moment un témoignage avec la violente discussion qui oppose les camarades occitans et bretons à un militant de la *Fédération des Etudiants Révolutionnaires* (F.E.R.). Ce dernier pour qui la notion « révolution régionaliste » semble ne pouvoir dépasser les thèses maurassiennes, menace d'ameuter un commando et de faire le vide. Explications. Le militant de la F.E.R. quelque peu désarmé, recule, admet que le *pouvoir régional socialiste* signifie la chance d'une victoire du socialisme authentique. Le public acquiesce à cette mise en question du jacobinisme enraciné dans les têtes françaises.

Le public, les militants du C.O.E.A., de l'U.D.B. ne se contentent pas de lui proposer des livres, des revues. Ils engagent le dialogue avec lui, dans les amphis et les salles de la Sorbonne. Dialogue difficile parfois, complexe, houleux. Mais les esprits s'ouvrent : les idées naissent. Le vent de la démocratie souffle dans toutes les directions. Verrons-nous un jour triompher en France, cette France qui s'est faite par l'intégration de nations opprimées, un socialisme des régions que prophétisent dans un de leurs tracts, les militants de la « Révolution Régionaliste »

André LAUDE

Saclay : des réactions en chaîne

Dans un bâtiment du Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay, le 15 mai, 50 personnes se réunissent (1).

(1) Le C.E.N. Saclay emploie 9.000 travailleurs, dont une majorité de techniciens et de nombreux ingénieurs. 3.000 de ces travailleurs, loués à des marchands de main-d'œuvre, ont une situation particulièrement précaire.

La première question est posée par un dirigeant cégétiste : « Qui a organisé cette réunion ? ». Réponse : « Personne ! ». « Comment ont été faites les convocations ? » « Par téléphone arabe ! » Ainsi apparaît l'incompréhension (elle sera surmontée) entre les syndiqués de base et les non-syndiqués d'une part, et d'autre part les syndicalistes qui ne conçoivent rien sans organisation et qui parfois font passer l'organisation avant sa raison d'être. Les syndicalistes se méfient de ce mouvement qu'ils n'ont pas lancé ; ils sont prompts à se mettre sur la défensive et à crier à la provocation. Leur attitude appelle la critique, souvent catégorique : « Que signifient les déclarations de Séguy ? Pourquoi veut-il couper les ouvriers des étudiants ? Pourquoi les syndicats freinent-ils le mouvement ? » Plus tard, les syndicalistes et les autres comprendront qu'ils doivent collaborer.

Le 17 mai, ce sont 300 personnes qui spontanément sont réunies dans la grande salle de conférence, sans autorisation de la direction. Cela suffit pour qu'un cégétiste parle de provocation. Mais comment serait-il écouté alors que les grèves avec occupation d'usines se multiplient ? La discussion se poursuivra jusqu'à minuit, puis samedi et dimanche, avec l'autorisation, cette fois, de la direction qui évite l'épreuve de force. Le vendredi dans l'après-midi des milliers de travailleurs (il n'y en a jamais eu autant) se réunissent dehors ; une trentaine d'orateurs se succèdent pendant 2 heures, puis on décide de se réunir le lundi 20 pour prendre des décisions sur la base des propositions qui se dégageront des discussions de samedi et dimanche.

Ces propositions doivent concerner les modes d'action à court et moyen terme, et les buts de l'action. Quels buts ? Le 17 à midi, la C.G.T. distribue encore un tract définissant ses principales revendications : augmentation des salaires, plein emploi, libertés syndicales, abrogation des ordonnances... Dans la salle de conférences, quelques orateurs complètent le catalogue : retraite à 60 ans, retour aux 40 heures. Mais pour la majorité, cela est dépassé : qui est-ce qui décide de satisfaire ou non les revendications ? La toute-puissante direction du C.E.A., qui n'est responsable que devant le gouvernement dont elle émane. Si elle satisfait certaines revendications, qui dit qu'elle ne reviendra pas sur ses décisions (ce ne serait pas la première fois) ? Le remède ? Organiser un double pouvoir dans l'entreprise, une gestion contrôlée par les travailleurs, en visant à long terme à l'autogestion.

Les implications politiques ne sont envisagées que prudemment, trop prudemment sans doute : certes, dans la nation comme dans l'entreprise, on en a assez d'être considérés comme des pions que déplacent à leur gré des chefs dont d'autres chefs tirent les ficelles. Mais on s'en tient

aux généralités ; les seules revendications précises ne visent pas au bouleversement de la société mais de l'entreprise. Le mouvement ne veut donc pas être ouvertement politique, mais il est conscient tout de même de ses implications politiques. On ne demande pas le départ de De Gaulle, mais on sait fort bien que de Gaulle (ni sans doute Mitterrand) ne peut accorder une véritable cogestion de l'entreprise ; cependant les premières allusions à la chute éventuelle du gouvernement sont mal accueillies : « Le gouvernement, on s'en fout ! » Cette hostilité à la politique traditionnelle est renforcée par les réactions au début méfiantes (mais il y aura dès samedi soir une évolution) des membres du P.C.F. et de la F.G.D.S. Les membres du P.S.U., eux, sont tout de suite dans le mouvement qu'ils ont contribué à provoquer, mais ils sentent qu'ils seraient mal accueillis s'ils parlaient au nom d'un parti ; ce qui compte d'ailleurs, ce sont les idées et pas le nom. La masse s'est sentie jusqu'ici brimée par les mécanismes de la démocratie représentative, soit dans les partis, soit dans les syndicats, soit dans la nation ; de cette masse la parti mobilisée réclame une démocratie plus directe. La partie non mobilisée en est encore à demander : « Qu'allez-vous décider ? Que réclamez-vous ? » « Ce n'est pas à nous de décider, leur répond-on, c'est à vous ; c'est à vous aussi de formuler vos revendications, nous ne pouvons que vous proposer des thèmes. » Une démocratie syndicale trop purement représentative a engendré une dépolitisation qu'on ne pourra dissiper que par de longues discussions ; mais de ces discussions jaillira peut-être dans les esprits des travailleurs et des citoyens une révolution culturelle dont aucun contre-révolutionnaire ne viendra à bout.

Plus que le manque d'organisation, le drame dans cette situation quasi-révolutionnaire est le manque d'idéologie. Les programmes des partis (trop « réalistes ! ») sont dépassés. On lit Gorz à la hâte ou on le retrouve, mais tout n'est pas dans Gorz. Le mouvement commence à se demander s'il n'est pas capable de trouver tout seul son idéologie, sa stratégie, de la fabriquer au fur et à mesure dans l'action comme déjà se fabrique le modèle de cogestion de l'entreprise, préliminaire à l'auto-gestion.

Peut-être va-t-on vers une déception, mais il reste qu'après cette vaste prise de conscience, après l'ouverture de cette discussion que rien ne pourra arrêter, rien ne sera plus tout à fait comme avant.

Jacques VALESSE

La maison sans fenêtres

Les mardi 21 mai et mercredi 22 mai, le comité de grève de l'O.R.T.F. avait décidé, avec l'accord du bureau de l'Assemblée Nationale, de retransmettre intégralement le débat sur la motion de censure. Tout un peuple étonné a ainsi pu voir travailler ses représentants. Etonné, et pour une bonne part, atterré. Quoi ? L'Université était en pleine Révolution culturelle, et M. René Billère expliquait, disert et bonhomme, qu'il avait toujours été un ferme défenseur de l'enseignement technique ! Dix millions de travailleurs en grève occupaient leurs usines, et M. Waldeck Rochet récitait tranquillement, pour la nième fois, le programme du parti communiste ! M. Valéry Giscard d'Estaing, lui, se plaignait de ce débat trop académique, mais entamait joyeusement un exposé classique en deux parties, ouvrant sur l'avenir, à faire pâlir de jalousie un maître de conférences à l'E.N.A. !

Rarement sans doute a-t-il été donné de ressentir à ce point la parfaite inadéquation de notre institution parlementaire à se trouver en prise sur la vie du pays. Et pourtant, ce débat irréal, lourd, vide et solennel, suite de longs discours balancés, ponctuée de « rappels au règlement » et d'« interruptions avec la permission de l'orateur », ce formalisme désuet, ces phrases sans rapport avec les problèmes posés par l'actualité c'est, trop souvent, cela, un débat parlementaire.

LA DECADENCE DU PARLEMENT

Bien sûr, on l'a dit souvent, le fonctionnement des institutions de la Ve République explique en partie ce phénomène. L'Assemblée Nationale n'est plus l'élément essentiel de l'édifice institutionnel. Le rôle qui lui est dévolu par la constitution, la pratique abusive de l'ordre du jour prioritaire, ou du vote bloqué, la mainmise absolue de la majorité sur les bureaux des com-

missions l'ont beaucoup vidée de sa substance. Le gouvernement s'est presque toujours refusé à soumettre aux parlementaires les problèmes d'actualité, alors même que des questions orales lui étaient adressées par des députés, de l'opposition ou même de la majorité. L'exemple britannique est souvent cité sans fondement, mais en la matière il s'impose : une bonne part du prestige de la Chambre des Communes dans le peuple anglais vient de ce qu'on y aborde sans cesse les problèmes de la plus brûlante actualité. En France, le système gaulliste ne l'a jamais permis. Dans ces conditions, on ne saurait trop s'étonner que le Parlement n'ait pas été très rôdé à ce genre d'exercice. Mais les causes profondes du déphasage sont plus graves.

NI TRIBUNE NI TRIBUNAL

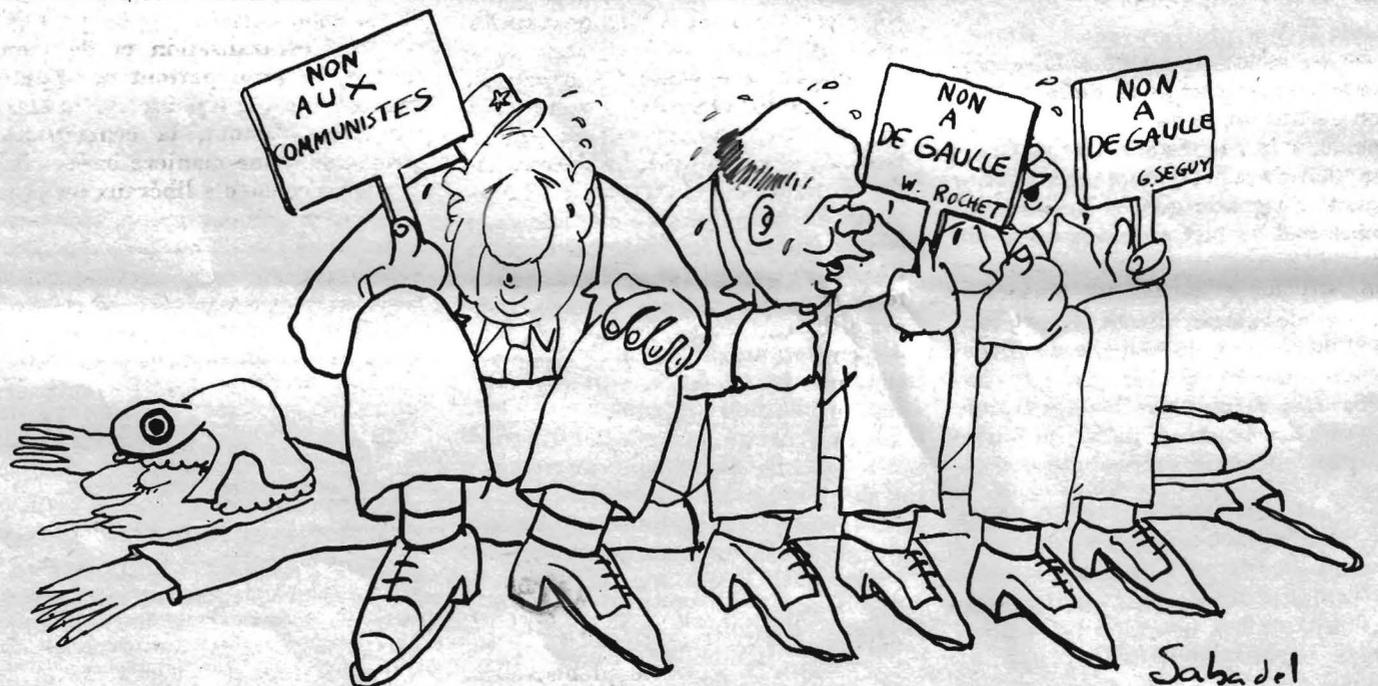
Le système majoritaire de la Ve République fait qu'il y a très peu de chances qu'une motion de censure puisse être adoptée : la majorité, disciplinée et fidèle, ne se laisse pas aisément entamer. En soi, il n'y a rien là de scandaleux — les groupes de l'opposition sont eux-mêmes disciplinés — mais, par contrecoup, l'ardeur des opposants s'est faite moins vive — Privés de l'espoir d'une sanction — le renversement du gouvernement — les députés de la gauche traditionnelle n'avaient plus guère de cœur à l'ouvrage. A quoi bon faire de bons réquisitoires si le tribunal ne peut pas condamner ?

Mais, dira-t-on, il ne s'agit point seulement de condamner, mais d'informer l'opinion, en posant clairement les problèmes. C'est bien là que les choses s'aggravent. Ce rôle même de tribune pour le Parlement, nos députés y ont peu à peu renoncé. Au temps des Assemblées révolutionnaires, on parlait pour les galeries du public et pour *L'Ami du Peuple*. Et puis de plus en plus on a parlé pour le *Journal officiel*, ou pour avoir sa prose reproduite dans la gazette locale. Le 21 mai dernier, une chance exceptionnelle se pré-

sentait, grâce aux étranges lucarnes de la télévision, de parler directement au peuple. Mais on a fini par l'oublier, et l'on a continué de parler pour le *Journal officiel*.

Ces députés qui parlent entre eux, dans cette « maison sans fenêtres » du Palais Bourbon, en oubliant qu'on les écoute, qu'on les regarde, sont au resté des gens mal informés. Au fond, la crise de l'Université, les problèmes de la classe ouvrière, ils les connaissent mal. Cela n'est pas nouveau, d'ailleurs : les parlementaires de la IV^e République ignoraient à peu près tout de ce qui se passait en Algérie. La nature même du travail parlementaire, le fait qu'en commission, les seules auditions soient celles de ministres ou de quelques rares hauts fonctionnaires l'explique en partie : jamais un Jacques Sauvageot, un Alain Geismar, n'ont été entendus par la Commission des Affaires culturelles de l'Assemblée Nationale, compétente en matière d'Education nationale. Mieux : le règlement s'y oppose. Ce n'est pas là l'affaire du pouvoir législatif...

Que font-ils donc, les représentants du peuple ? A vrai dire un travail difficile, harassant parfois : ils travaillent dans leur circonscription, font des démarches dans les préfetures, dans les ministères. Que reste-t-il pour l'orientation, ou du moins pour le contrôle de la vie nationale, « Comme la plupart de mes collègues, nous répond un jeune député du centre de la France, j'assiste, le mardi de 15 heures à 16 heures à la réunion de mon groupe parlementaire. Et, le mercredi je tente de rester en séance plénière le plus longtemps possible. ». Dans ces conditions, qui est censé assister les grandes décisions d'orientation politique ? La réponse est claire : c'est le gouvernement, et ce sont les partis politiques. On comprend aisément que s'ils faiblissent à cette mission, les parlementaires se trouvent désemparés...



LE REFLET DE LA SOCIÉTÉ « ADULTE »

En allant plus au fond des choses, on pourrait dire que l'étonnement du téléspectateur devant le débat de censure de la fin mai est lui-même étonnant. En quoi finalement aurait-on pu espérer autre chose des caciques de la vie parlementaire ?

Ces hommes ont été formés selon les modes classiques de l'Université bourgeoise, ont fait leurs classes dans les appareils politiques traditionnels, se sont habitués aux règlements et au formalisme du système représentatif tel qu'il a été mis en place depuis la monarchie de juillet. Il aurait été somme toute anormal que leurs réactions fussent différentes. Cette société « adulte », conformiste, figée que contestent les jeunes travailleurs et les étudiants, ces fidèles **représentants** du peuple la **représentaient** fort bien. Et pour paraître, télévisés qu'ils étaient, plus **représentatifs** encore, sans doute beaucoup ont-ils eu la volonté, face au folklore étudiant, à la chienlit ambiante, d'apparaître plus sérieux, plus « adultes » encore, aux yeux de leurs électeurs. Du même coup, le déphasage du style par rapport à ce qui se passait dans le pays rejoignait l'inadéquation quant au fond des problèmes.

C'est que si la révolution de mai, c'est avant tout une mise en cause fondamentale de toutes les structures d'autorité existant dans ce pays, il n'y avait guère de raisons pour que le Parlement fût épargné. Les manifestants étudiants qui passaient devant le Palais Bourbon dédaignaient même d'y porter leurs regards : cette crise née en dehors des parlementaires, dont aucun d'entre eux ne pouvait soupçonner qu'elle fût imminente, il était évident pour tous que c'était en dehors d'eux qu'il fallait la résoudre. Mais l'autorité du Parlement n'avait même pas à être combattue : son image était suffisamment dévaluée pour qu'il fût simplement ignoré...

UN MIROIR DEFORMANT

Si la société « adulte » et « responsable » pouvait se reconnaître dans son Parlement, si au contraire les forces vives des étudiants et de la classe ouvrière n'avaient qu'indifférence à son égard, c'est bien que ce système représentatif ne met en place qu'un miroir déformant de l'opinion. Parce que les structures politiques présentant des candidats aux élections sont souvent sclérosées, en tout cas peu dynamiques, parce que la vie politique organisée prise peu la jeunesse ou l'ignore, parce que le mode de scrutin y incite, le paysage de l'Assemblée Nationale ressemblait assez peu, le 22 mai, à celui de la rue, des usines et des facultés.

Sait-on même que le Sénat, lui aussi, pendant tout ce temps, a continué de siéger, dans l'indifférence de tout un peuple ! Le temps n'est plus où une

gauche pure et dure devait crier « sus au Sénat ! ». La gauche pure et dure a oublié depuis quelques semaines qu'il existait un Sénat...

Sans doute ne faut-il pas tomber dans un anti-parlementarisme systématique de mauvais aloi, et enfourcher les chevaux d'un Maurras.

A dire vrai, tout montre au contraire, qu'au-delà du problème du Parlement en tant que tel, la question qui est avant tout posée, c'est, évidemment, celle des structures politiques françaises, des partis politiques, en un mot, de la classe politique.

Roland CAYROL

La révolution dans la démocratie

Ce qui apparaîtra clairement avec le recul du temps quand on examinera le mouvement de mai 1968, c'est qu'il veut donner un sens complet au mot de démocratie. Chacun sent déjà cela dans les facultés, on commence à le sentir dans les entreprises, on ne le sent pas encore dans les communes, mais cela viendra. En ce sens, le mouvement ne se dresse pas seulement contre le pouvoir ultra-centralité du gaullisme et contre l'autorité de l'argent dans le système capitaliste, mais aussi contre toute gestion bureaucratique, contre tout excès de centralisation, tout éloignement inutile des centres de décision, fut-ce dans un régime démocratique.

Ce que l'on commence à comprendre (la jeunesse française est à l'avant-garde ici comme la jeunesse américaine, allemande, polonaise, et même yougoslave...) c'est qu'il ne suffit pas, pour assurer l'exercice de la démocratie, de déléguer le pouvoir, fut-ce dans une élection loyale, à des représentants, députés ou délégués, qui ensuite délègueront eux-mêmes leur pouvoir à un gouverneur ou à un autre échelon supérieur, qui le délèguera ensuite à une administration ou à une bureaucratie, dont finalement le citoyen ou le travailleur, seul origine légitime du pouvoir, subira les effets sans pouvoir réagir autrement que par un processus long et compliqué. La découverte de ce temps-ci, c'est que le phénomène de la « délégation » dénature nécessairement la démocratie et la liberté, et que les besoins et la volonté de la base se perdent dans la pyramide hiérarchique, se noient dans des ensembles trop vastes ; il en résulte une frustration continuelle, souvent une oppression réelle des personnes, et presque toujours une mauvaise gestion des choses.

De Gaulle, ultra du centralisme

Le pouvoir gaulliste porte tous ces défauts à l'extrême parce qu'il repousse, par le système plébiscitaire, toute décision importante, toute res-



Collombert



Agip

pensabilité réelle au niveau le plus haut, et parce qu'il dévalorise le rôle des corps intermédiaires, assemblées, conseils, pris entre une administration de plus en plus autoritaire, et le parti-robot de l'U.N.R., véritable deuxième administration. Ainsi ces corps intermédiaires n'ont plus aucune possibilité de corriger les erreurs venues d'en haut. C'est ainsi que dans tous les domaines de la vie politique, économique, administrative du pays, les erreurs ont été accumulées depuis dix ans sans que jamais un signal d'alarme ne soit perçu par des ministres qui ne regardent que vers l'Élysée, et un Président qui ne contemple que sa propre image. Ainsi s'est développé un malaise, une frustration, portés au plus haut point dans l'Université, mais qui existaient et existent partout. Ainsi, le centralisme caricatural du régime gaulliste a fait de lui le modèle exemplaire des vices de la société moderne, et il n'est pas étonnant que ce soit en France que l'explosion la plus vaste se soit produite.

L'autogestion, remède de l'âge moderne

Mais au delà de ce cas particulier, il est bien certain que le problème de la décentralisation et de l'autogestion se pose partout et apparaît comme la seule réponse aux menaces actuelles. Partout, la centralisation progresse d'une manière irréversible, les gouvernements libéraux ou populaires s'en servent contre les conservatismes locaux, les gouvernements réactionnaires, contre les aspirations populaires ; la nécessité de vastes investissements entraîne aux fusions de sociétés, la planification accroît le pouvoir de l'État, les ensembles plurinationaux se constituent ; partout tout grandit, partout les centres de décision s'élèvent et s'éloignent. Cette évolution est inévitable, et l'on ne peut s'y opposer au nom d'une mélancolie passéiste. Mais il est de plus en plus nécessaire, de plus en plus urgent de la compenser en développant le contre-poids que constitue le **pouvoir à la base du citoyen et du travailleur**, en enlevant aux organes de

sommet l'élaboration des décisions d'exécution et en ne leur laissant que l'élaboration de l'orientation générale, en « fédéralisant » aussi bien la politique et l'administration que la vie de l'économie et celle des entreprises.

On peut dire que, d'une certaine manière, la révolution de Mai a un caractère « girondin ». Elle s'oppose profondément à ce centralisme que la révolution jacobine imposa face aux menaces intérieures et extérieures en 1793, mais qui reprit l'héritage du centralisme royal ; ce centralisme aggravé encore par Napoléon, a été responsable de toute une série de maux dont souffre la France : hypertrophie de Paris, toute-puissance des préfets, auxquels le gaullisme a ajouté encore le poids des préfets régionaux, absence d'assemblées régionales, insuffisance de pouvoirs des conseils généraux et municipaux, appauvrissement des régions les plus pauvres et exode progressif... Ce ne sont là que quelques exemples, sans parler du fonctionnement bureaucratique du système hospitalier, scolaire et universitaire.

Le P.S.U. et la gestion directe

Il y a longtemps que le P.S.U. préconise des solutions allant précisément dans le sens de la débureaucratiation et de la gestion directe. Cet esprit a inspiré le parti dès l'origine, et c'est probablement son apport le plus original au mouvement ouvrier français. Citons, par exemple, l'idée de la **gestion tripartite**, dont le P.S.U. a étudié l'application dans plusieurs domaines : le service national de Santé dans lequel le système hospitalier serait géré par des représentants de l'État, des médecins et hospitaliers, et des associations de malades ; l'école, dont la gestion serait assurée par des représentants de l'État, des enseignants, des parents d'élèves ; l'université, où nous préconisons depuis plusieurs années la co-gestion étudiants-enseignants, avec la plus grande autonomie possible par rapport à l'État. Dans le domaine industriel, nous avons souvent souligné que les comités d'entreprise

devaient être l'amorce de l'auto-gestion, et que l'accroissement de leurs pouvoirs et l'ouverture des livres de compte étaient une étape indispensable de ce processus. Dans le domaine agricole, on sait l'importance que le P.S.U. n'a cessé d'attacher au développement de l'agriculture de groupe.

Il est indispensable que toute la population découvre maintenant le sens et l'importance du mouvement actuel et que chacun en imagine l'application au domaine qui lui est propre. Dans les entreprises, les revendications de gestion sont rarement apparues dans les premiers jours, et ceci non seulement à cause de l'opposition de la C.G.T., mais parce que la masse des travailleurs en voyait rarement l'intérêt, sauf dans les secteurs les plus avancés. Mais peu à peu une évolution s'est produite et continue à se produire. Nos camarades, souvent n'y ont pas été étrangers. Il faut que ce mouvement demeure et s'amplifie et ne s'arrête pas au « contrefeu » que le régime va tenter de lui opposer sous le nom de « participation ».

Les régions et les communes

Le domaine des collectivités locales est certainement celui où l'influence du mouvement a été le plus faible ; d'abord parce que beaucoup des conseils municipaux et généraux sont peuplés de notables qui n'ont rien compris aux événements. Ensuite, et inversement, parce que ce domaine est un de ceux qui résiste à l'envahissement centraliste et où la population a le sentiment de participer réellement à la gestion de ses propres problèmes. Mais, partout où les forces populaires ont une représentation, partout où elles exercent un contrôle, il faudrait maintenant lancer la bataille pour l'auto-gestion locale et régionale. Le P.S.U., ici encore, a fixé un certain nombre d'objectifs : la création d'assemblées régionales démocratiquement élues et chargées de la planification régionale, la suppression des préfets : cette dernière idée paraît étonnante pour beaucoup de Français. Et pourtant il n'y a aucun préfet et aucun fonctionnaire analogue, en Grande-Bretagne, en Allemagne, sans parler de la Suisse et des Etats-Unis. Ce qui est normal dans un pays démocratique, c'est que les assemblées élues aux divers échelons coordonnent elles-mêmes leur action avec la capitale, et se chargent de l'application de la législation nationale. C'est le système français instauré par Napoléon qui est anormal et aberrant.

Sur le plan de la commune, de nombreuses modifications doivent être faites pour donner aux municipalités un pouvoir plus réel, et d'abord le pouvoir économique. En Yougoslavie, l'évolution commencée en 1948 à la suite du rejet du centralisme stalinien a conduit à développer énormément le pouvoir économique des communes, dont chacune



Agip

possède sa propre banque d'investissements, sous le contrôle des banques régionales et de la banque fédérale, et peut ainsi mobiliser le crédit directement. Les communes participent aussi avec les collectifs ouvriers à la désignation de la direction des entreprises, ce qui assure non seulement la représentation des travailleurs mais aussi celle des usagers et citoyens. Sous une forme sous une autre, le rôle économique des communes doit être développé en France. Cela suppose leur renforcement — non pas par la voie d'une concentration autoritaire mais par un accroissement du rôle des syndicats de communes. Il y a là un énorme domaine à explorer.

Libérer Paris

Le système administratif actuel de Paris porte l'aberration centraliste à son comble. Les préfets sont tout-puissants et leur autoritarisme est encore aggravé par le préfet régional que le Conseil de District, organisme non démocratique et presque sans pouvoir, ne tempère nullement. Ici aussi la suppression des préfets et une assemblée régionale élue demeurent l'objectif. Immédiatement, il faut exiger la suppression de la tutelle de l'Etat et le retour de Paris au régime de liberté des autres villes de France, le président du Conseil de Paris exerçant tous les pouvoirs d'un président de Conseil général et une partie de ceux d'un maire de Paris, les arrondissements devenant de petites communes à l'intérieur de la collectivité parisienne, avec leurs conseils et leurs maires élus, les

compétences étant réparties entre le Conesil de Paris et des communes.

Si tous les Français se rendent compte que la révolution de Mai les concerne tous et que les idées nées ou grandies au cours de ce mois explosif sont susceptibles d'application dans tous les domaines et peuvent entièrement rajeunir et transformer le visage de notre pays, une nouvelle époque aura vraiment commencé. Il faudra en remercier le petit groupe « d'enragés » qui a tout mis en marche.

Claude BOURDET

Les comités d'action : comme un poisson dans l'eau

Dès le 5 mai, les premiers comités d'action qui se créaient dans quelques quartiers de Paris décidaient que deux de leurs rôles principaux étaient d'informer et de faire participer la population au mouvement qui commençait.

Le temps des affiches collées en catimini et des tracts distribués à la pelle était révolu. Ce qui importait désormais — et qui se confirmait de jour en jour — c'était la confrontation, le contact quotidien, la discussion. Il s'agissait pour chaque personne de prendre conscience que la politique se faisait dans la rue, que chacun était capable et se devait d'être responsable.

« Pour nous, c'est à partir de là que des contre-pouvoirs avaient la possibilité d'être créés localement.

— Nous voulons être comme un poisson dans l'eau, c'est-à-dire au milieu de la population, récepteurs et diffuseurs de ses réactions à l'événement, et créateurs de l'événement local », disent les membres d'un C.A.

Le panneau

Le principal lieu de rencontre se situe au panneau, à un carrefour le plus souvent. Tout a été utilisé : panneaux publicitaires, barrières de chantiers, etc.

« Nous avons choisi notre carrefour, très passager, mais aucune surface où coller les affiches. Deux cafés, une pharmacie et le Prisunic formaient chacun un angle. Alors nous sommes allés voir le piquet de grève du Prisunic pour demander si l'on pouvait coller sur les vitrines. Ils n'étaient pas très chauds, mais en définitive, la décision concernait le directeur, nous dirent-ils. Nous avons donc utilisé les vitrines. Les premiers jours — il y avait encore des gens qui ne savaient pas que le Prisunic était en grève — ça a un peu ahuri le quartier, mais comme nous n'étions pas agressifs, tout le monde a oublié les vitrines. »

Des affiches composées et fabriquées par des étudiants des Beaux-Arts sont le dénominateur commun à tous les panneaux. (Au passage : le texte et la composition de chaque affiche sont discutés en assemblée générale des C.A. en fonction d'une ligne politique très élaborée, ensuite des volontaires travaillent en équipes à leur réalisation technique.)

Si tous les panneaux comportent une grande partie d'affiches manuscrites, le texte n'est jamais le même. Après une analyse de la situation du moment les membres du comité d'action essaient de l'expliquer par l'affiche. Chacun s'exprime selon sa personnalité : par des slogans, des affirmations, des questions ou des explications et des démonstrations très élaborées. Très souvent les déclarations sont datées :

« Nous devons réagir en situation. Nos analyses, nous les reverrons demain et même tout à l'heure. »

« Ici, nous avons organisé une espèce de journal. Nous collons dès le matin de grandes feuilles blanches sur lesquelles tout le monde écrit au fur et à mesure qu'il se passe quelque chose.

— Tout le monde ?

— Oui, c'est une idée qui vient d'un autre comité d'action. Ils ont pris l'habitude de dire aux gens : tenez, voilà un crayon feutre, si vous voulez écrire vous aussi. C'est la pratique qui nous apprend cela. Par exemple, sauf pour les explications très longues, on écrit souvent directement au panneau, les gens nous voient réfléchir entre les phrases, ils

commentent, on leur propose d'écrire aussi. Evidemment, il y a beaucoup de timidité, et certains nous disent la phrase et nous l'écrivons.

Certains viennent coller des tracts. Et même un monsieur a écrit une lettre pour dire que de Gaulle avait créé la vignette pour les vieillards et que ceux-ci n'en avaient pas bénéficié. Nous avons collé sa lettre sur le panneau. Alors une dame est venue et nous a dit : mais ce n'est pas de Gaulle, c'est Ramadier. Et elle l'a inscrit.

— Mais n'essayez-vous pas de faire des analyses politiques plus poussées que ces commentaires ?

— Si, bien sûr. Tous les panneaux que je connais dans l'arrondissement et même ailleurs dans Paris, tiennent au courant de l'état des grèves locales. Ça c'est pour l'information, mais surtout nous expliquons les raisons des grèves, les revendications, et nous nous efforçons de toujours montrer que c'est le pouvoir qui est en jeu. Certains C.A., peu à ma connaissance, ont parlé aussi de ce qui se passe à l'étranger, en particulier au Vietnam que nous avons tous tendance à oublier en ce moment.

Marrant

En ce qui concerne l'information, un camarade de mon C.A. a fait une affiche très marrante, dont le titre était « Comment réussir une manif gaulliste ». Je ne me souviens pas de tous les points, il y en avait bien une dizaine, mais c'était du genre « Prendre plusieurs compagnies de C.R.S., et leur faire revêtir un costume civil », « Leur faire faire plusieurs fois de tour des pâtés de maisons ». Ça faisait rire, et en même temps ça démystifiait la fameuse manif de l'Etoile.

— Et vous n'avez pas eu de réaction violente ?

— Très peu. Quelques personnes passent parfois en criant des injures, mais elles ne s'arrêtent presque jamais pour s'expliquer. Panneau et discussions sont absolument liés, le premier ouvrant souvent la discussion. Si j'ai tant parlé de la manière dont ils sont élaborés c'est qu'ils sont le moteur de notre réflexion et de nos méthodes de travail. Parfois l'emplacement du panneau devient avant tout un lieu de discussion, comme par exemple aux Gobelins, à la limite du V^e et du XIII^e, on peut même passer à trois heures du matin, il y a encore des gens du quartier ou de passage en train de discuter.

— Vous présentez ces discussions comme des moments idylliques.

— Parce que dans l'ensemble les gens sont de bonne foi. Je ne dis pas que à partir de là chacun fait sa révolution personnelle, mais ça permet de faire paraître un peu les idées reçues et l'intoxication gouvernementale.

Il est sûr que j'ai des moments de découragement. Un jour par exemple je discutais avec trois vieilles dames à la retraite. Elles avaient travaillé, avaient occupé leurs usines en 36, bref je ronronnais presque. Et puis l'une d'elles me dit — elle faisait un panoramique de l'évolution politique du siècle — : « heureusement que le général de Gaulle est venu ! » Après coup j'ai ri, mais sur

le moment j'ai eu l'impression de tomber dans un trou. Mais c'était ma faute, je les avais classés dans mon camp, comme si on jouait au ballon prisonnier, alors que les analyses et surtout les expériences sont mille fois plus subtiles et plus diverses. Il faut d'abord écouter.

Avez-vous encore peur de ces « enragés » aux méthodes de « gardes rouges » ?
M. D.



Collombert

« Action » ou « politique »

Il est minuit. Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, houleux et enfumé, les comités d'action de la région parisienne tiennent une assemblée générale. Le débat a d'abord porté sur la proposition de quelques actions pour les prochains jours, et sur un tract et une affiche. Nous en sommes à la discussion de la plate-forme politique. Manifestement la solution n'interviendra pas ce soir, et une commission est nommée qui tentera d'inclure à la plate-forme les différents amendements. Comme certains sont contradictoires entre eux on peut d'abord se demander comment la commission résoudra le problème et s'il importe réellement à l'assemblée qu'une définition politique soit donnée aux comités d'action.

Je discute avec quelques délégués :

— Pourquoi certains d'entre vous refusent-ils l'élaboration de la plate-forme politique, tandis qu'elle semble être pour d'autres l'unique préoccupation ?

— Dans mon C.A. nous avons rédigé une plate-forme politique de base, mais nous pensons qu'il est trop tôt pour nous définir. D'une part, en des proportions variables, tous les courants politiques qui ont participé au mouvement de mai travaillent (mais pas en tant que tels) dans les C.A., et il est évident par exemple que les analyses politiques des J.C.R. et des U.J.C.M.L. ne sont pas convergentes, et d'autre part tout le monde est d'accord pour dire qu'il a manqué un parti d'avant-garde durant les événements, que ce parti doit se constituer et que les C.A. pourraient en être le noyau initiateur. Evidemment certains courants politiques voudraient prendre la tête des C.A., je pense en particulier à l'U.J.C.M.L. qui a lancé un « comité de soutien aux luttes du peuple » et qui voudrait maintenant que les C.A. entrent dans ce comité.

— Mais en quoi les C.A. sont-ils quelque chose de nouveau, si tous les groupes politiques habituels les prennent pour un champ de bataille idéologique ?

— Pour connaître les C.A., ce n'est surtout pas par l'A.G. qu'il faut commencer. Ils se définissent avant tout par le travail qu'ils mènent. Je parlais des différents courants politiques, mais il y a aussi beaucoup d'inorganisés, des camarades qui viennent travailler dans le mouvement et qui refusent absolument les « magouilles » politiques habituelles.

— Tu dis que les C.A. se définissent par leur travail. Quel est ce travail ?

— Chaque C.A. est libre de s'exprimer et d'intervenir comme il l'entend. Les grandes directions de travail sont l'information de la population par des forums et des meetings aux carrefours et sur les marchés, le soutien actif aux grévistes, par l'organisation de collectes, la participation aux piquets de grèves, la prise en main de certains travaux communaux, comme l'organisation de cantines pour les enfants de grévistes, l'organisation de garderies pour ces mêmes enfants — là je ne parle que des C.A. locaux, mais les C.A. d'entreprises élaborent davantage que nous les contre-pouvoirs, c'est-à-dire la reprise de la production organisée par les travailleurs. Certains C.A. occupent la M.J.C. de leur localité et la font vivre.

Ce qui est sûr, c'est que nous sommes actuellement incapables de définir strictement les C.A. Je pourrais essayer de dresser une liste de toutes les activités, ça ne signifierait rien, ce serait déjà du passé et ce serait cataloguer ce qui est une vie en continue création.

Michèle DESCOLONGES

Un comité du XIII^e

L'aide, sous toutes les formes possibles, aux entreprises en grève, a été l'objectif principal des comités d'action, depuis trois semaines qu'ils existent. Des commissions étudiants-ouvriers se sont formées dans de nombreuses usines (SNECMA, Citroën, Thomson-Houston, etc). On peut déjà affirmer qu'en dépit, de tous les efforts entrepris par le pouvoir gaulliste et par certaines directions politiques et syndicales pour empêcher tout contact entre travailleurs et étudiants, la muraille traditionnelle est rompue en grande partie. Les comités d'action qui se sont formés dans divers arrondissements parisiens (regroupant étudiants, ouvriers, employés, commerçants, etc...) n'ont pas peu contribué au dégel. Dans le XIII^e existent déjà huit secteurs, couvrant tout l'arrondissement et travaillant en étroite coordination. C'est ainsi que des contacts sont pris avec toutes les entreprises en grève, grandes et petites. Le soutien apporté revêt les formes les plus variées :

— popularisation du combat des grévistes, par voix de tracts et d'affiches ;

— manifestations publiques, cortèges parcourant le quartier et s'arrêtant devant les usines ;

— informations apportées aux entreprises sur la situation du front de grève dans l'arrondissement ;

— collectes, prêts et dons en nature et en espèce ;

— présence militante aux abords de l'entreprise aux heures de reprise théorique du travail, sur la demande des comités de grève (ex. : Citroën, P.T.T., R.A.T.P., etc...).

L'utilité de ces actions est d'autant plus grande qu'elles ne comptent pas se limiter au contexte politique et social actuel. A supposer que « tout rentre dans l'ordre », les contacts fructueux qui ont eu lieu entre travailleurs en lutte et comités d'action auront à se poursuivre. Tous les comités d'action n'ont certes pas à leur actif des résultats toujours positifs, mais dans l'ensemble ce mouvement de base à une importance non négligeable. Il peut, s'il continue dans la voie qu'il s'est tracé, représenter une force politique dont le rôle, lorsqu'une nouvelle vague de grève se déclenche, sera déterminant. Il pourra, comme il l'a déjà tenté, rompre l'isolement des entreprises entre elles en luttant contre l'intoxication de l'information gouvernementale ; il pourra coordonner les luttes des grévistes en brisant les tentatives de sectorialisation.

Pour leur structure organisationnelle très souple comme par leurs objectifs politiques, les comités d'action constitueront ainsi l'arme la plus efficace contre toutes les manœuvres de récupération bureaucratique des grèves.

Henri ROSENGART

Un Comité d'action du XIV^e : Maine-Montparnasse

Vendredi 30 mai : le général a parlé, menacé. Les gaullistes n'ont plus peur de se manifester. A la fenêtre du député UD-V^e, Pierre Bas apparaît un immense drapeau tricolore barré d'une croix de Lorraine. La réplique vient, instantanée : une soixantaine de drapeaux rouges improvisés — serviettes, foulards, carrés de tissus — garnissent la façade de l'immeuble. Les grévistes du centre de tri postal et du chantier voisin en sont tout ébahis. Et reconfortés. Ils n'auraient jamais pensé compter tant d'alliés dans cet immeuble réputé « bourgeois ».

Tout au long de la journée, un forum permanent s'instaure sur l'esplanade en bas de l'immeuble : les « bons » Français insultent les « rouges ». Derrière une fenêtre du premier



Elie Kagan

étage, un garçonnet lit à côté du drapeau révolutionnaire. « Petit voyou, veux-tu bien enlever ce torchon ». Le père survient fort à propos pour défendre son fils et ses convictions. Du coup, les « rouges » lient connaissance. Ceux qui étaient encore isolés rallient le Comité d'Action qui s'était constitué une dizaine de jours plus tôt. A l'issue de cette journée « des drapeaux », il rassemble quelque 80 personnes, dont une cinquantaine habitent l'immeuble et les autres le voisinage immédiat.

Tout au long de la grève, le comité n'a cessé d'apporter son soutien aux grévistes du centre de tri postal, du chantier de construction et des wagons-lits. D'abord par des collectes qui ont rapporté environ 3.000 francs. Et surtout en assurant une permanence nocturne auprès des piquets de grève, tant pour les renforcer physiquement que pour soutenir leur moral et entamer avec eux le dialogue politique. Des liens solides se sont créés qui se poursuivront, la grève terminée.

Sur le chantier de construction, dont les travailleurs sont en grande partie étrangers, la présence du comité d'action a retardé d'un jour et demi la reprise du travail que les cadres tentaient d'imposer. Une journée et demi que les habitants de Maine-Montparnasse ont mise à profit en aidant les ouvriers étrangers à rédiger un cahier de revendications.

La grève terminée, le comité d'action s'est maintenant défini d'autres tâches : essentiellement l'organisation de prises de parole et de meetings spontanés dans les rues et les marchés, et le renforcement des contacts établis avec les grévistes. Qu'ils soient inorganisés (c'est le cas de la majorité) ou qu'ils appartiennent à une organisation (PC, PSU, JCR, troskyste, pro-chinoise) tous les membres du comité d'action sont décidés à poursuivre leur pacte initial : unité dans l'action, interdiction de tenter d'utiliser le comité aux fins d'un seul parti.

En outre, par le biais de la coordination de comités d'action du 14^e, le comité de Maine-Montparnasse participera aux activités communes menées par les cinq comités qui existent sur l'arrondissement. Déjà, le lundi 3 juin,

ils ont réussi à rassembler quelque 600 personnes pour faire la tournée des entreprises en grève dans l'arrondissement.

Jacqueline GIRAUD

La grande prudence des commentaires étrangers

« Il y a quelque chose *a priori* d'insolite : tous ces charmants jeunes gens, sous des latitudes et des longitudes diverses semblent beaucoup plus sûrs de ce qu'ils veulent détruire que de ce qu'ils veulent construire. » Ces lignes ne sont pas extraites de notre « Figaro », mais du grand quotidien yougoslave « Politika » du 26 mai dernier. Quelques jours après, les étudiants de Belgrade occupaient leurs facultés et entraient en lutte contre ce qu'ils appellent la « bourgeoisie rouge ». Cette méconnaissance de la gravité et de la portée politique de ce qui a commencé en France le 3 mai, est l'un des traits dominants dans les réactions de l'opinion internationale devant la crise. L'autre *leitmotiv* de la presse et des « milieux autorisés » du monde entier, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest a été la crainte, plus ou moins clairement exprimée de voir de Gaulle s'en aller.

En Occident, une sorte d'unanimité dans la « crainte du chaos » s'est manifestée : de New York à Bonn, on a oublié les griefs anti-gaullistes. « Les heures noires que connaît la France, écrivait le journal économique ouest-allemand « Handelsblatt » du 21 mai, le sont aussi pour la République Fédérale Allemande et pour le reste du monde libre. » Le président Johnson déclarait de son côté, après le deuxième discours de De Gaulle, le 30 mai : « Nous avons le ferme espoir que les dirigeants de la France et le peuple de la France parviendront à trouver les moyens de rétablir la stabilité dans ce pays. » A Bruxelles, « Le Soir » écrivait le même jour :

« Un de nos grands voisins est au bord de la Révolution. C'est cela qui préoccupe pour le moment notre opinion publique. Il est temps, dès lors, que nous ayons un gouvernement solidement appuyé par une forte majorité et bien décidé non seulement à résoudre nos problèmes communautaires, mais à faire face à d'autres problèmes qui pourraient brusquement surgir. » Ces divers commentaires datent tous de la deuxième quinzaine de mai : Jusqu'à la première allocution de De Gaulle (l'annonce du référendum), la presse occidentale se contentait de décrire, parfois en les dramatisant s'il était possible, les événements de Paris. « Paris brûle », titrait un peu vite un journal colombien après les premières barricades. Et les journaux dominicaux britanniques du 26 mai avaient encore des « manchettes » propres à effrayer le bourgeois londonien : « Révolution en France » (News of the world), « Alerte à la guerre civile » (Sunday Mirror). Depuis la décision prise par de Gaulle de se maintenir et de dissoudre l'assemblée nationale, l'inquiétude fait place à la prudence. On se plaît à louer l'habileté tactique du chef de l'Etat. Assez curieusement, aucune analyse sérieuse de l'attitude du P.C. et de la C.G.T. n'a été tentée par la presse occidentale : on a purement et simplement emboîté le pas des milieux dirigeants français et dénoncé la fameuse « entreprise totalitaire ». Ainsi, le journal modéré italien « Il Messagero » croyait encore pouvoir écrire le 30 mai : « Le parti communiste a paralysé le pays par une vague de grèves illimitées et tente, dans la rue, méprisant toute forme de légalité, de renverser les institutions et de prendre le pouvoir. »

La « Pravda » en retard

L'attitude de la presse des pays communistes de l'Est européen à l'égard des événements français s'est caractérisée par un refus obstiné d'y déceler le moindre signe d'une crise révolutionnaire. Jusqu'au bout on a tenté de minimiser la portée du mouvement déclenché par les étudiants. « La Pravda » était même en retard sur « l'Humanité » : le 7 mai le jour-

nal soviétique dénonçait encore « les agissements de ces éléments gauchistes et trotskystes qui poussent les étudiants à des actes irraisonnés et engendrent une violente campagne de presse anti-estudiantine qui conduira infailliblement à l'isolement du monde estudiantin et à la montée d'un antagonisme entre étudiants et travailleurs. » Déjà, pourtant Georges Bouvard, dans l'organe du P.C.F. rectifiait un peu le tir de Marchais et attribuait la responsabilité des premières bagarres du quartier latin au Pouvoir. La suite des événements ayant montré que le mouvement n'avait pas « infailliblement » conduit à l'isolement des étudiants, mais au contraire à la grève générale de la classe ouvrière, la presse des pays de l'Est n'en continua pas moins, chaque fois que l'occasion s'en présentait, de signaler « une participation croissante dans ces émeutes d'éléments hooligans et de mouvements de droite placés sous le signe de l'O.A.S. » (Radio-Varsovie, le 26 mai). L'une des clés de la position pour le moins réservée des pays de l'Est, était clairement exprimée par le « Trybuna Ludu » de ce même jour, qui écrivait : « Personne parmi les amis de la France — en Pologne et dans d'autres pays socialistes — ne souhaite voir ce pays sombrer dans le chaos... Le général de Gaulle, dont la politique étrangère est d'un réalisme remarquable et d'une rare envergure, n'a accordé qu'une attention réduite au secteur social et économique. » Confondant avec un bel ensemble position diplomatique et analyse politique, les commentateurs est-européens ont attendu pratiquement les premiers jours de juin (« Pravda » du 5 par exemple) pour tenter d'expliquer la crise française par la seule « politique économique et sociale rétrograde » du gouvernement Pompidou.

Sans mettre nommément en cause de Gaulle, également pour des raisons diplomatiques évidentes, la télévision de La Havane, dans son commentaire du 25 mai (le seul que Cuba ait consacré aux événements français au cours des dernières semaines) apportait cependant un élément important d'explication du mouvement déclenché le 3 mai en déclarant : « L'esprit de révolte de la Sorbonne est le même que celui qui secoue les Universités des Etats-Unis, d'Espagne, de Hollande, d'Italie, d'Allemagne et d'Amérique du Sud, et qui tend à de profonds changements dans les structures de ces pays. On doit comprendre que cet esprit est lié aux idées de la Révolution Cubaine, qui sont adoptées tant par la jeunesse américaine que la jeunesse européenne. » Cela dit le commentateur cubain reconnaissait que « de Gaulle en parlant en termes généraux et en procédant avec une extraordinaire habileté tactique, s'est limité à ébaucher des réformes qui peuvent contribuer à calmer les esprits estudiantins et à faciliter un retour rapide des ouvriers dans les usines. »

Même prudence diplomatique du côté nord vietnamien, où le journal « Nhan Dan », refusant de citer le nom de De Gaulle, écrivait le 1^{er} juin que « le pouvoir a décidé de garder le pouvoir... » L'analyse allait beaucoup plus loin à Pékin où, sans qu'il soit non plus question du chef de l'Etat français, « Chine Nouvelle » a suivi de très près (et sans être jamais en retard sur l'actualité française) les événements. Et l'éditorial du « Quotidien du Peuple » du 7 juin en venait à la conclusion que « la clique dirigeante révisionniste moderne du parti communiste français fait tout son possible pour calomnier, attaquer, provoquer, saboter et trahir la grande lutte révolutionnaire des masses ».

Du côté du « tiers monde » enfin, on ose à peine parler de l'affligeante servilité de certains clients du gaullisme (voir par exemple la déclaration des chefs d'Etats de l'Entente). Servilité pas toujours payante d'ailleurs : M. Senghor a dû, lui aussi mater la grève générale de ses étudiants et de ses ouvriers. Et il est allé aussi loin que possible dans l'imitation en procédant à un remaniement ministériel...

Claude ROIRE



A.F.P.

Préserver les acquis

« Le mois des dupes ». C'est ainsi que l'hebdomadaire du grand capitalisme français, *La Vie française*, a qualifié les semaines que nous venons de vivre. L'expression est significative de ce qu'espèrent les classes privilégiées de notre pays, qui comptent bien rattraper par l'inflation les concessions que le puissant mouvement de mai les a obligées à faire. La droite a d'ailleurs l'habitude de cette méthode, qu'elle a employée à plusieurs reprises dans le passé pour reprendre d'une main ce qu'elle avait dû lâcher de l'autre : 1936-37, 1945-50, 1956-58, elle n'en est pas à son coup d'essai en la matière.

Ses souhaits risquent-ils de se réaliser ? Et comment empêcher que les travailleurs ne perdent les bénéfices de leurs conquêtes ?

Pour mesurer l'incidence économique des semaines qu'on vient de vivre, il faut observer une certaine prudence : tous les accords par branches ne sont pas encore signés ou ratifiés à l'heure où nous écrivons, ce qui prolonge les grèves (absence de production) et maintient l'incertitude sur le montant des salaires ou retraites supplémentaires qui seront versés. D'autre part, les calculs n'ont pas encore été tous faits sur l'impact budgétaire exact des décisions récentes concernant le secteur public. Enfin, nul ne sait encore à quel rythme la machine économique nationale peut se remettre en route, ce qui interdit toute évaluation trop précise des conséquences secondes des événements. Ces trois réserves ne sont pas de style : elles vont empêcher pendant plusieurs semaines d'y voir clair en détail ; mais elles n'empêchent pas de tirer dès à présent de grandes conclusions économiques du phénomène.

Commençons donc par le bilan des principaux résultats économiques et sociaux des grèves. On peut les résumer ainsi : d'un côté quelque 15 à 20 milliards de moyens de paiement supplémentaires par an (soit un peu plus de 10 milliards en 1968) ; de l'autre 20 à 25 milliards de francs de production nationale en moins cette année. Soit, en termes de revenu national, environ 4 % de moyens de paiement en plus cette année et quelque 6 % de production en moins. Autrement dit, si l'on en reste là, un déséquilibre typiquement inflationniste.

Expliquons ces chiffres.

Les conquêtes sociales

Elles sont de trois ordres, pour l'essentiel : des augmentations de salaires (notamment du S.M.I.G.), une réduction des horaires et des avantages sociaux annexes.

● *Augmentations de salaires.* — Le protocole du 27 mai, dit « de Grenelle », prévoyait une majoration du S.M.I.G. de 35 à 37 %, une hausse du S.M.A.G. (minimum agricole) de 56 à 59 % et une augmentation des autres salaires de 10 % en deux temps (avec « ratissage » des hausses déjà intervenues depuis janvier). Des discussions acharnées par branche ont permis d'arrondir plus ou moins ces chiffres selon les secteurs.

Dans le secteur public, des accords variés ont été signés, portant en moyenne sur une progression de la masse salariale de 13 à 14 % (13,77 % dans la fonction publique, 13 % à la S.N.C.F., 12,8 % à la R.A.T.P., 14,35 % aux Charbonnages...); seules quelques branches paraissent avoir obtenu moins : 10 % dans les banques, 12 % dans les assurances, 10 % aux Pétroles d'Aquitaine... Dans le secteur privé, en général, les augmentations obtenues jusqu'ici ont été moins fortes : 10 % plus des primes ici, des compléments dégressifs là, des majorations catégorielles ou la promesse d'une révision des indices ailleurs. Seules quelques branches ont fait mieux, comme l'aviation civile par exemple (13 % environ) ou le textile (12 %) ; il est probable que le patronat de la métallurgie devra lâcher davantage également. Mais l'étiage des hausses du secteur public n'est pas atteint.

Il convient de noter à ce propos deux novations importantes, qui feront date dans l'histoire du mouvement revendicatif :

1°) L'application très large dans le secteur public et plus rare dans le privé d'un *système dégressif de hausse*, les augmentations étant plus fortes à la base (16 %, 18 %, 20 % même) et plus faibles au sommet de la hiérarchie (9 %, 10 %, 11 %). Dans l'industrie du livre, c'est même une hausse *uniforme* qui a constitué le centre du dispositif (130 F de plus par mois pour tout le monde, quelle que soit la qualification). Ainsi commence à passer dans les faits une revendication essentielle du P.S.U. (réduction de l'éventail des salaires) développée par la C.F.D.T. et certains syndicats de cadres (C.G.C. de l'E.D.F., par exemple) mais combattues jusqu'alors par les autres organisations de cadres (et, en dépit des réserves, par la C.G.T.).

2°) Autre résultat important : la multiplication des *minimum garantis par branche* : 680 F par mois dans les assurances, 644 dans les banques, 675 à la Sécurité sociale, 750 à Sud Aviation... Dans le même esprit, les salariés agricoles ont obtenu une garantie de rémunération annuelle (sur la base de 40 h par semaine toute l'année) qui les protégera contre le chômage saisonnier.

Cela nous amène à parler du S.M.I.G.



Collombert

● **Relèvement du S.M.I.G. et du S.M.A.G.** — Le premier a été porté de 2,22 F et 2,18 à 3 F de l'heure ; le second de 1,92 à 3 F. Cette hausse concerne directement un peu plus d'un million de salariés dans le premier cas et quelque 300.000 dans le second. À quoi s'ajoutent, évidemment, tous les salariés payés actuellement un peu plus de 3 F de l'heure et dont le salaire sera relevé par le classique « coup d'accordéon » qui étend les majorations de proche en proche.

● **Réduction des horaires de travail.** — Ici, les conquêtes sont beaucoup moins nettes. Le protocole de Grenelle ne comportait que de pieuses intentions sur l'avenir ; il a fallu que les travailleurs se battent secteur par secteur pour obtenir quelque chose d'immédiat. Quoi ?

Tantôt une réduction d'horaire d'une demi-heure, d'une heure, voire de deux heures par semaine (Sécurité sociale, banques, fonction publique, E.D.F., postes, S.N.C.F., industrie alimentaire, chimie, aviation civile...) ; tantôt, des jours de congés supplémentaires (grands magasins, R.A.T.P., papier-carton, houillères...) ; tantôt, les deux à la fois (cheminots, G.D.F., S.N.C.F., industrie alimentaire).

Cette réduction d'horaires ne créera pas bien sûr de moyens de paiement supplémentaires ; mais elle renchérra pour les entreprises, le prix de revient de l'heure de travail, chaque fois qu'elle ne sera pas compensée par un gain de productivité équivalent.

● **Les autres avantages sociaux.** — Ils sont plus difficiles à chiffrer, puisque le gouvernement n'a pas encore fait connaître ses intentions à cet égard. Il a parlé de majorer la retraite des vieux, les crédits de la formation professionnelle et de la lutte contre le chômage, mais il n'a pas dit de combien. Pareillement, il a parlé de relever les prestations familiales, mais en 1969 seulement.

Enfin, il a amputé de moitié la hausse du ticket modérateur de la Sécurité sociale, intervenue l'été dernier. Cela permettra de rembourser aux familles des malades quelque 250 millions de francs de plus chaque année.

Le retard de la production

En face de cette augmentation considérable des moyens de paiement mis à la disposition des salariés industriels ou agricoles (et de certains retraités), quelle production nationale supplémentaire est fournie, qui permettrait de les honorer ?

Les calculs sont ici très incertains, mais on peut évaluer à quelque 4 à 5 % du produit national annuel la perte de richesse résultant de l'arrêt de la quasi-totalité des entreprises industrielles et de la grande majorité du secteur « services » (la production agricole n'ayant, elle, à peu près pas été concernée par le mouvement). Il faut compléter cette constatation, qui constitue un calcul annuel statique, par l'effet que peut avoir sur le rythme global de production la diminution des horaires,

si elle n'est pas compensée par un gain de productivité. Ce manque à produire pourrait bien être, toutes choses égales, d'environ 1 % par an.

De sorte qu'au total, la production nationale sera réduite au moment où les moyens de paiement pour l'acquiescer seront accrus. L'effet classique de cette distorsion est l'inflation, dont le signe extérieur le plus connu est la hausse rapide des prix (la demande de biens augmentant alors que l'offre diminue). Peut-on l'éviter ?

Comment consolider les conquêtes des travailleurs ?

Avant de répondre à cette question essentielle, il faut dire quelques mots des effets logiques de ce qui vient d'être exposé (si aucune mesure anti-inflationniste n'est prise). Il y en a plusieurs :

La première est que la hausse des prix va reprendre aux travailleurs une partie de ce qu'ils ont conquis. Il est parfaitement possible que la hausse passe de son rythme ancien de 3 % l'an à une cadence de 6 %, 7 %, peut-être même davantage. Ce qui reviendrait à annuler une bonne partie du supplément d'augmentation obtenu cette année par les travailleurs (ce supplément peut être évalué à 6 ou 8 %, puisque la hausse moyenne des salaires ces dernières années était d'un peu plus de 5 % par an).

Seconde conséquence : l'augmentation du déficit budgétaire de l'Etat. Celui-ci progresserait, dit-on, de 4 à 6 milliards, selon que le gouvernement acceptera ou non de subventionner les entreprises publiques déficitaires pour compenser (en partie) les hausses de salaires qu'elles ont accordées.

Troisième effet : l'extension probable du chômage (au moins dans un premier temps), de nombreuses petites entreprises industrielles ne pouvant faire face à la hausse de leurs coûts de revient, ou étant éliminées du marché par des concurrents plus puissants, qui réussiront mieux qu'elles à absorber la hausse des salaires. Pareillement, dans l'agriculture, la forte augmentation des bas salaires amènera des exploitants à remplacer certains de leurs ouvriers par un recours accru à la mécanisation (les syndicats d'exploitants ont déjà parlé à ce propos de plusieurs dizaines de milliers de salariés agricoles).

A terme, heureusement, la relance que ne manquera pas de provoquer la forte reprise de la consommation ranimera la machine économique nationale, stimulera les investissements et multipliera les emplois. Mais dans quels délais ?

Enfin, quatrième conséquence : devant la montée des prix, les détenteurs de capitaux (entreprises ou

particuliers) chercheront des placements sûrs, soit en France (les entreprises emprunteront pour s'équiper, sachant qu'elles rembourseront plus tard avec des francs dépréciés), soit à l'étranger (les placements en valeurs étrangères seront automatiquement réévalués en cas de dévaluation du franc). D'où une accélération probable des investissements et une fuite des capitaux hors des frontières, destinées dans les deux cas à faire profiter les classes privilégiées de la situation inflationniste.

Toutes ces conséquences, à attendre logiquement des derniers événements, sont évidemment inadmissibles pour nous. Comment éviter qu'elles ne se produisent ? Comment consolider les conquêtes des travailleurs ?

Nous sommes ici au cœur du problème économique posé par le mouvement actuel, qui est de savoir si le capitalisme moderne peut surmonter ses contradictions. Les leçons de l'histoire sont nettes à cet égard : le capitalisme ne s'est pas toujours opposé à une inflation qui lui profitait ; et quand il a cherché à juguler une inflation qu'il jugeait finalement plus nuisible que profitable, il n'y a pas toujours réussi. Quand il y est parvenu, cela a toujours été sur le dos des classes défavorisées (« stabilisation » Poincaré en 1926, déflation Laval en 1935, opération Pinay en 1951, « redressement financier » Finay-de Gaulle de 1958-59, « plan de stabilisation » Giscard d'Estaing de 1963). A chaque fois, (mais dans des proportions différentes selon les cas), le pouvoir a eu recours au chômage (qui freine les revendications salariales) et à l'amputation des petits revenus (hausses de tarifs publics, réductions d'avantages sociaux, parfois baisses de salaires).

Il est possible que, cette fois encore, la droite recoure à ces méthodes, si de Gaulle veut différer (ou chercher à empêcher) la dévaluation de son franc-or. S'opposer à une telle politique signifie-t-il que nous soyons pour une politique inflationniste ? Evidemment non : le P.S.U. l'a toujours dénoncée, l'expérience montrant que ce sont toujours les plus pauvres qui en font les frais (vieux, familles populaires, malades...).

Une autre politique

Alors, quelle autre politique ? Celle-ci n'a pas à être inventée de toutes pièces, puisque dans le « Contre-plan » qu'il a proposé au V^e Plan gaulliste (qui vient de faire faillite), le P.S.U. montrait précisément que, sans réformes anti-capitalistes, il n'était pas possible de réaliser une expansion rapide sans inflation.

Disons ici sommairement que la politique économique de rechange à entreprendre, pour empêcher que les conquêtes sociales ne s'envolent en fumée, devrait s'ordonner autour de quatre axes principaux :

1) Dans l'immédiat, *compensation partielle des moyens de paiement supplémentaires mis en circulation par une compression importante d'autres revenus* : impôt sur le capital, impôt sur les profits spéculatifs, impôt spécial sur les hauts revenus ou la consommation de luxe, emprunts d'Etat (pour « mobiliser » une partie de l'épargne des cadres), coupes sombres dans les budgets publics inutiles ou peu utiles (dépenses militaires, dont « force de frappe » ; investissements civils non prioritaires ; certaines subventions aux sociétés privées).

2) Dans l'immédiat également, *mesures réglementaires de lutte anti-inflationniste* : contrôle strict des changes, blocage (puis contrôle) des prix, importations massives (pour satisfaire le pouvoir d'achat supplémentaire des travailleurs), recours éventuel aux clauses de sauvegarde du Traité de Rome (pour empêcher la liquidation de firmes françaises par leurs concurrents étrangers dans les secteurs où la hausse des coûts de production n'aura pu être évitée).

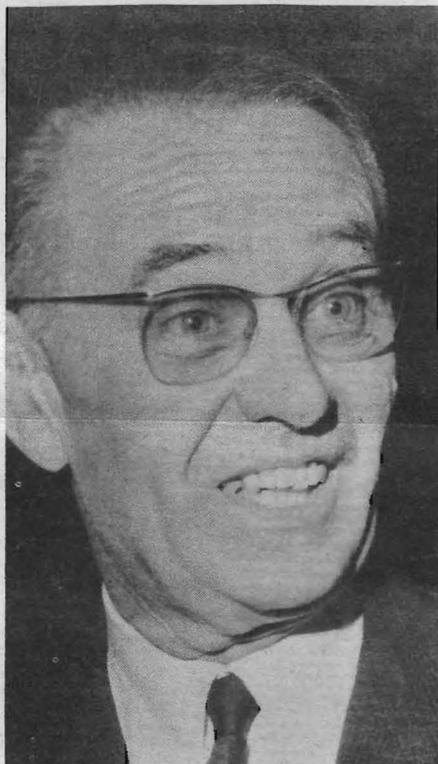
3) Le plus vite possible, *utilisation à plein des ressources productives du pays* : lutte contre le gaspillage et le malthusianisme dans tous les secteurs ; aide publique aux investissements générateurs d'emplois et de production ; diffusion plus rapide du progrès (notamment suppression du « secret des affaires »), modernisation des méthodes d'exploitation et de commercialisation des produits agricoles.

4) Enfin — ce qui demandera plus de temps — *mise en œuvre de réformes de structures pour libérer l'économie française des freins psychologiques et financiers du capitalisme* : extension et gestion démocratique du secteur public ; restauration d'un pouvoir ouvrier ou syndical dans les entreprises privées ; démocratisation et renforcement des moyens d'action (financiers, fiscaux, réglementaires) de la planification, en particulier, contrôle de l'auto-financement, extension du rôle du Trésor, création d'une Banque nationale des investissements...

Une telle politique, on le voit, n'a pas grand chose à voir avec ce que veut et peut faire le capitalisme. C'est à ce prix pourtant que seront consolidées les conquêtes ouvrières. Si la lutte actuelle ne permet pas de l'obtenir, il faudra absolument y parvenir dès que le combat reprendra de l'ampleur.

Les travailleurs comprendront mieux alors la nécessité d'une lutte qualitative contre le régime et le capitalisme, si l'inflation a, d'ici là, rogné leurs conquêtes quantitatives d'aujourd'hui.

M. RUNGIS



Paul HUVELIN Agip

Répression et pouvoir judiciaire

La violence de la répression a contribué pour une bonne part à donner au mouvement de mai cette ampleur qui, partant d'une manifestation pacifique dans la cour de la Sorbonne, a failli abattre le régime.

Il n'est plus besoin de rappeler des violences dont témoignent tant de récits précis et concordants, tant de photos insoutenables. Violences également dans les cars, dans les commissariats, puis au centre de tri et d'identification de Beaujon, ce mini-camp, avec ses barbelés et ses projecteurs, qui parquait en plein Paris le troupeau des interpellés.

Ils y ont passé des heures, entassés dans une cellule, à attendre un verre d'eau ou une nouvelle correction. Le lendemain, presque tous ont été relâchés sans poursuites. La méthode est connue : il s'agit d'humilier ceux qui ont eu l'audace de se dresser face à la police.

Mais pour certains, la répression judiciaire a suivi, avec ses nuances. Des étudiants sont jugés un samedi soir ou un dimanche à midi, devant un tribunal de flagrant délit qui, pour être un tribunal correctionnel normal, n'en prenait pas moins des allures de tribunal d'exception. Des peines de prison ferme. Des inculpés placés sous mandat de dépôt. Alors éclate ce cri fantastique, repris par des milliers de voix étudiantes et ouvrières : « Libérez nos camarades ! »

Et devant la pression de la rue, devant la colère populaire, le gouvernement a cédé. Nos camarades ont été libérés.

Jamais l'indépendance du pouvoir judiciaire, si chère aux techniciens de la démocratie bourgeoise, inscrite dans la constitution, n'aura été bafouée avec une telle désinvolture, même si les formes et les modalités techniques ont été respectées.

Il n'y a là rien de surprenant : le pouvoir judiciaire n'est qu'une des formes du pouvoir. Quelles que soient la valeur et l'honnêteté des magistrats, comme le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire ne peut être qu'un instrument de la domination de la classe dirigeante. Par son recrutement d'abord, mais aussi par l'essence même de la loi qu'il est chargé d'appliquer. Et par les liens qui unissent les magistrats du Parquet, subordonnés hiérarchiquement au gouvernement, et les magistrats du siège, dont l'avancement dépend aussi du gouvernement.

Dans ce contexte, le combat contre la répression judiciaire ne peut se fonder que sur la contradiction qui existe entre le régime d'oppression et d'aliénation au système capitaliste et le respect des Droits de l'homme, également inscrits de façon formelle dans la constitution.

Le mouvement de mai a bousculé toutes les vieilles structures de la bourgeoisie : l'université, l'ordre des médecins, celui des architectes. Les magistrats ont réagi très vivement aux formules injurieuses que leur a adressé M. Pompidou. Là aussi tout doit changer. Le problème est maintenant de définir ce que peut être un pouvoir judiciaire réellement indépendant de la classe dominante. Cela dépendra d'abord de la loi qu'il aura à appliquer. Cela dépendra aussi de la démocratisation du recrutement de la magistrature et de la refonte totale de l'organisation judiciaire et de la procédure.

Telle sera l'une des premières tâches que devra se fixer le gouvernement de transition vers le socialisme.

Henri LECLERC

Demain, la Tunisie

Au mois de mars dernier, les étudiants tunisiens ont fait une grève unanime. Cette grève a été réprimée avec une inintelligence et une brutalité analogue à celle de la répression Fouchet-Peyrefitte. Là-bas comme ici le corps enseignant s'est en majorité solidarisé avec les étudiants. Là-bas comme ici la population était de cœur avec eux tous. Une centaine d'étudiants furent arrêtés dans les jours suivants. Plusieurs enseignants furent enlevés et brutalisés. Une dizaine furent arrêtés. Beaucoup subirent des tortures.

Mais, contrairement à ce qui se passe ici, les choses en sont restées là. A la rentrée des vacances de Pâques, les étudiants ont repris leur travail à l'appel des professeurs qui ne se sont pas mis en grève. La population n'a pas bougé. Les étudiants, professeurs, intellectuels emprisonnés le sont toujours. Ils vont passer en justice : l'instruction a commencé la semaine dernière, après deux mois de détention arbitraire. Ils sont inculpés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. On verra ainsi de remarquables intellectuels, d'excellents étudiants traités en criminels pour avoir refusé l'étouffoir de méthode politiques, judiciaires, policières et parapolicières inspirées par quelques apparatchiks souvent bien médiocres (1). Aujourd'hui, « l'ordre règne à l'Université ». Le pays est silencieux. Et, contrairement à l'extraordinaire mouvement qui a pris racine en France sur une situation tout à fait analogue, les apparatchiks n'ont pas été remis à leur place (qui est le rang), les structures bureaucratiques ne se sont pas évaporées.

La différence de l'issue fait sentir la différence profonde de la situation, malgré les réelles analogies.

Certes, bien des pratiques suivies par le pouvoir sont allées dans le sens du développement de l'esprit de contestation. L'influence des autorités religieuses a été réduite à la portion congrue, et tout se passe comme si l'Etat était laïque. La pression des traditions anciennes d'obéissance au père et à l'autorité en ont subi un grand ébranlement. L'instauration de codes de lois de types moderne et la libération de la femme (totale sur le papier) ont habitué la jeunesse à la lutte contre les jougs sociaux. De plus l'enseignement moderne et bilingue a largement diffusé (un tiers du budget officiel va à l'Education nationale) l'esprit de contestation si profondément inscrit dans la psyché « développée » que ce soit sous sa forme libérale, jacobine, ou marxiste. Il y a aujourd'hui des dizaines de milliers d'élèves quotidiennement for-

(1) Cf. l'intéressante analyse de M. Pierre Mane dans « Réforme » du 5 mai 1968.

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)

més dans les lycées aux méthodes de la réflexion critique. Il y a à Tunis 4 à 5 mille étudiants qui y demeurent, y pensent, y discutent, et ne le font pas en vase clos. Aux vacances, ces milliers d'étudiants retournent dans leurs villes et leurs villages (pas un qui n'ait au mois son étudiant), et là ils sont encore un facteur puissant de remise en question et de renouvellement, dans la mesure où ils sont écoutés d'une population particulièrement respectueuse des valeurs culturelles et intellectuelles.

Cette montée de l'esprit de contestation est soutenue et accentuée par un très profond mécontentement dû à l'aggravation constante des conditions de la vie matérielle. Les salaires des fonctionnaires sont restés bloqués pendant dix ans pendant que les prix, tant des denrées alimentaires que des objets fabriqués, faisaient plus que doubler. L'important secteur du petit commerce a été profondément perturbé et apauvri par les récentes mesures dirigistes et autoritaires du superministre de l'économie, M. Ben Salah. Le régime s'est ainsi aliéné les petites bourgeoisies besogneuses qui constituent la véritable « middle class » en Tunisie. De plus, les tentatives de réformes agricoles prétendument socialistes (en réalité tech-

nocratiques, car elles n'ont pas touché à la propriété) ont disloqué les habitudes de la petite paysannerie sous le coup de mesures autoritaires appliquées manu militari, si nécessaire, et ont développé l'exaspération dans les campagnes.

Or rien de tout ceci n'a la possibilité légale de s'exprimer publiquement, et partout on se heurte à des structures politiques qui sont fortes et totalitaires. C'est certainement un mérite du régime d'avoir réalisé un Etat cohérent et solidement administré. Mais il a imposé l'omniprésence d'un parti unique chargé d'imposer partout les volontés venues du sommet ; il a favorisé à tous les niveaux la confusion du parti et de l'Etat ; il a développé énormément l'appareil répressif (gendarmerie et police) ; a entièrement monopolisé l'information, etc. Bref il a constitué une structure qu'on appellera mussolinienne ou stalinienne selon le degré de « socialisme » que l'on voudra conférer aux réformes économiques en cours. D'où la virulence et la toute puissance de la répression actuelle, qui est la première à toucher les milieux universitaires, mais qui n'est pas la première : l'écrasement des yousseffistes par la liquidation physique dure et simple accompagna les débuts du régime, et ces dernières années la dispersion par la force de manifestations villageoises ou paysannes, suivies d'arrestations, a été un phénomène fréquent. C'est cette structure totalitaire qui a permis à Bourguiba de commettre des erreurs graves sans que quiconque ose porter la contradiction et qui lui permet d'être à peu près le seul chef d'Etat du monde à se donner le ridicule de défendre la politique de Johnson au Vietnam, contre le sentiment de la quasitotalité des Tunisiens, y compris cette fois des apparatchiks eux-mêmes.

La chose est rendue aujourd'hui plus complexe encore, les contradictions internes du régime plus manifestes, dans la mesure où, depuis l'an dernier, le problème de la succession se trouve posé. Il est manifeste qu'à l'heure actuelle un groupe d'hommes d'appareil relativement jeunes tend à s'organiser de façon à faire jouer à son profit les mécanismes totalitaires du régime. Des hommes comme M. Ben Salah, semble-t-il, Sayyah, directeur du Parti, et son groupe d'anciens « syndicalistes étudiants (Mokhtar Zannad, actuel dirigeant des services officiels de la jeunesse, etc.) qu'ils soient ou non liés à Bourguiba junior, ou à d'autres usent d'intimidation pour se maintenir en place jusqu'à la disparition, peut-être prochaine de Bourguiba, pour ensuite accaparer le pouvoir, en attendant de se le disputer. En tous cas les dissensions internes au système lui-même sont patentées : cet hiver, la démission fracassante de M. Mestiri, lié au « groupe de la Marsa » et à



Collombert

Mme Ouassila Bourguiba, les rendaient publiques, plus récemment M. Mongi Slim qui jouit d'une certaine popularité était « démissionné » pour « raison de santé » de ses fonctions de ministre de la Justice ; enfin, à la suite des derniers événements trois ministres ont offert leur démission : Messadi (Education nationale), Moalla (Commerce et Industrie) et Noureddine (Travaux publics), démission qui n'a pas été acceptée.

Simon BOIVIN

Les Vietnamiens ont vaincu l'impérialisme

L'« impossible » s'est produit... L'« impossible », ce n'est pas la tenue à Paris, depuis un mois et demi, des conversations officielles entre Nord-Vietnamiens et Américains. C'est la victoire des Vietnamiens sur les Américains. Des « groupuscules gauchistes » la souhaitaient et la prévoyaient depuis des années, en Europe et dans le tiers monde : la « folie » de leur analyse se traduit aujourd'hui pour tous dans la réalité parce qu'elle avait pris au sérieux dès le départ l'analyse des Vietnamiens eux-mêmes.

Longtemps, l'attention de l'étranger s'est portée sur les bombardements du Vietnam du Nord. C'était à la fois naturel et politiquement faux. Naturel, parce qu'il fallait — qu'il faut encore — exiger la fin des raids aériens lancés contre un pays, sans même qu'il y ait eu déclaration de guerre, raids

aériens frappant villes et villages, convois militaires et usines, écoles et lieux de culte. Politiquement faux, car à trop insister sur ce fait, on risque d'oublier l'agression américaine contre le Sud, l'occupation d'un pays insurgé contre une dictature militaire forgée par les Etats-Unis.

De toute façon, la guerre contre le Nord a échoué lamentablement. Hanoi aide plus que jamais le Sud. Rien n'empêche une fusée russe ou une mitrailleuse chinoise débarquée à Haiphong de parvenir jusqu'au centre de Saïgon : une gigantesque « chaîne » humaine fait passer le tout, malgré les B-52, les bombes à billes et les produits défoliants. D'autre part, le Vietnam du Nord n'a pas arrêté la construction de son socialisme en dépit de plus de cent missions aériennes lancées chaque jour contre son territoire depuis plus de trois ans. Les raisons de cette victoire ? Elles sont multiples : patriotisme virulent d'un petit peuple ne se laissant ni bercer par les « douceurs » d'une certaine coexistence pacifique, ni entraîner par le jusqu'aboutisme d'autres de ses alliés ; utilisation maxima de traditions d'entraide renforcées par une structure socialiste permettant de mieux résister à l'épreuve ; solidarité avec le Sud, en vue de la victoire et de la réunification ; examen minutieux des points forts et faibles de l'adversaire ; usage efficace des divers types de D.C.A. fournis par les pays socialistes, etc.

Au Sud, le combat était beaucoup plus difficile à mener. Au Nord, lorsque l'aviation a effectué son raid, elle repart : le terrain appartient aux Vietnamiens. Au Sud, le bombardement

Décisions

du Comité politique national

1) Les prochaines élections qui, si elles ont lieu, se dérouleront sans réouverture des listes électorales, sans abaissement de l'âge du vote, et avec un mode de scrutin qui privilégie les notables, ne peuvent en aucun cas régler les problèmes que l'action populaire vient de poser. Cependant les élections sont une occasion d'expliquer les objectifs du mouvement qui se développe à l'ensemble des Français.

2) Le P.S.U. souhaite que les forces qui ont mené, en mai 1968, la lutte contre le gaullisme, la société capitaliste française et son université, soient présentes dans toutes les circonscriptions électorales.

3) Le C.P.N. donne mandat à toutes les fédérations du P.S.U. de prendre sans délai les contacts nécessaires avec les forces ouvrières, universitaires et paysannes qui ont mené les luttes récentes, pour examiner autour de quelles candidatures pourra se conduire la bataille d'explication électorale.

4) En tout état de cause, le P.S.U. présentera ou soutiendra une candidature dans toutes les circonscriptions. En aucun cas cette candidature ne pourra recevoir en même temps l'investiture du P.C.F., non plus que de la F.C.D.S. ou d'une de ses organisations constituantes.

5) Le P.S.U. se désistara ou se retirera, au deuxième tour, devant le candidat de gauche le mieux placé pour battre le gaullisme et exprimer l'opposition au régime. Cette attitude n'implique pas pour autant un accord avec l'orientation politique de l'organisation à laquelle appartient ce candidat, telle qu'elle s'est manifestée au cours de la crise récente.

PARIS, le 5 juin 1968.

est souvent l'annonce d'une offensive terrestre. Le Front de Libération a dû lutter contre 550.000 Américains (non comptés les « supports » des bases de Thaïlande, des Philippines, de Guam, et deux de la 7^e flotte), 50.000 mercenaires coréens, et une armée officiellement pro-américaine de plus de 700.000 hommes, mais dont en fait seules quelques unités se battent vraiment. Avec l'aide du Nord, il a vaincu parce qu'il était LA population en guerre contre un occupant étranger n'arrivant pas à trouver dans le pays de relais politiques pour son action. En d'autres termes, contre un occupant étranger de moins en moins aidé par des collaborateurs locaux.

Un tissu de contradictions

Le Front et ses alliés du Nord n'ont jamais oublié cette affirmation de départ : personne ne peut vaincre un peuple décidé, si ce n'est en l'annihilant. Or, les Américains ne pouvaient, pour des raisons politiques, aller plus loin militairement au Vietnam, par exemple en usant de la force atomique. Ils ne pouvaient non plus décider de faire ouvertement de l'administration directe : logiquement, tout y poussait ; en fait, leur idéologie proclamée (liberté des peuples, autodétermination, etc.) les empêchait de passer du néo-colonialisme au colonialisme. La situation internationale et leurs propres contradictions ont donc privé les Américains de certains moyens d'action. C'est ainsi que leurs fantoches de Saïgon leur étaient nécessaires, mais en même temps les ridiculisaient aux yeux de l'opinion vietnamienne et internationale.

Empêtrés également dans leurs hésitations stratégiques et tactiques, les Américains n'ont jamais pu réellement passer à l'offensive. Ils ont tenté l'expérience des grandes bases, mais ces arrières ne peuvent permettre de vaincre dans ce type de guerre populaire où, justement, il faut conquérir politiquement la population. De plus, les bases ne sont plus des sanctuaires depuis que les Vietnamiens possèdent des fusées de 13 km de portée. Il faut donc sortir des bases, s'émietter dans les campagnes, sur les pitons, mais alors le Front et les Nord-Vietnamiens, dans une nature qu'ils connaissent à merveille, ont pu choisir leurs cibles, amener les Américains en des endroits déterminés par eux, les clouer au sol, les encercler, et leur infliger des pertes de plus en plus lourdes. Il est possible d'affirmer que, depuis presque un an, aucun déplacement de grandes unités américaines n'a été commandé par Saïgon, mais bien par « les faits », c'est-à-dire par la volonté du général Giap et des dirigeants révolutionnaires du Sud.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

les encerclés



A.F.P.

Le début du grand tournant remonte à octobre 1967. En quelques semaines, la situation devient critique pour les fameux « marines » basés dans les provinces septentrionales du Vietnam du Sud. Les Américains démultiplient alors leurs bases, s'exposant donc de plus en plus aux coups des Vietnamiens. Il faut alors faire remonter des unités des Hauts-Plateaux, puis des forces basées plus au Sud. Comme, pour des raisons politiques et financières, Johnson ne peut envoyer à Westmoreland autant de renforts qu'il en demande, celui-ci manque vite de troupes.

L'offensive du Têt

Le général ose cependant parler de sa victoire. Pendant qu'il intoxique Washington, le F.N.L. prépare une offensive qui demeurera sans aucun doute dans l'histoire comme l'un des chefs d'œuvre de l'action secrète à l'échelon de tout un peuple. Sans qu'aucun Américain, sans qu'aucun collaborateur ne le sache, des dizaines de milliers de partisans, noyés dans la population, préparent, pendant des mois, l'offensive du Têt. A la fin janvier, toutes les villes et toutes les bases sont attaquées à la même heure. L'élan ne s'est pas ralenti depuis. On assiste alors à ce qui paraissait impensable auparavant : l'aviation américaine délaisse les campagnes, désormais entièrement libérées, et se concentre sur des villes qu'on disait « amies », les détruisant tout d'un coup comme Ben-Tre, en un mois,

comme Hué, ou par pans successifs, comme Saïgon. La preuve est faite ; la pacification des campagnes n'est plus qu'un souvenir ; le Front de Libération est présent politiquement et militairement dans le centre même de Saïgon. L'enchevêtrement des forces adverses est tel que l'aviation américaine vient de tuer, par fusée lancée d'un hélicoptère, l'état-major des forces de répression fantoche de la capitale...

Autre élément politique fondamentale : l'offensive du Têt a permis la mise en place de l'Alliance, mouvement soutenant le Front, mais distinct de lui, surtout implanté à Hué et à Saïgon, et plongeant soudain dans le bain de la lutte nationaliste des éléments intellectuels et bourgeois pour qui la guerre paraissait autrefois lointaine, campagnarde. Dès lors, l'assise sociale potentielle sur laquelle les Américains pouvaient espérer établir leur pouvoir ou exercer leur influence, s'est encore rétrécie. L'ambassadeur Bunker et ses généraux sont plus étrangers que jamais au pays.

C'est dans ces conditions, à tous points de vue mauvaises pour les Américains, que les conversations entre Washington et Hanoï ont commencé à Paris. Les Nord-Vietnamiens ont bien des fois tendu la perche aux Américains. La dernière datait de janvier 1968 : si Johnson cessait sans condition d'attaquer la République démocratique, des pourparlers pourraient immédiatement se tenir. Washington refusa une fois de plus. Finalement, le 31 mars, Johnson déclarait qu'il arrê-

tait les attaques au nord du 19^e parallèle, concentrant donc ses raids aériens sur les provinces méridionales du Vietnam du Nord. Logiquement, Hanoï aurait dû répondre « non ». Décidant de prendre Johnson à son piège, Hanoï dit « oui ».

Bombardements et mitraillages

Selon certains, personne à Washington ne s'attendait à une réponse positive : les « éperviers » ne furent donc pas inquiets du discours présidentiel ; et Johnson, si Hanoï avait dit « non », aurait toujours pu affirmer une fois de plus : « Ces gens ne sont pas de bonne volonté »... Selon d'autres observateurs, Washington devait faire un geste : la guerre était perdue au Nord comme au Sud, le dollar était en crise, l'opinion américaine se lassait de la guerre et de ses pertes de plus en plus lourdes ; le début de la campagne présidentielle obligeait Johnson, ou son dauphin, à se présenter comme le candidat de la paix et il devenait impossible politiquement d'envoyer des renforts au Vietnam.

L'important est qu'on se soit réuni... L'événement, d'envergure mondiale, a été écrasé dans l'intérêt de l'opinion publique par la « révolution française » d'abord, et aussi par ce qui semble à beaucoup être son piétinement. En fait, les discussions ne piétinent pas ; elles viennent seulement de commencer, avec leur inévitable cortège de rappels historiques. Certains Américains sont exaspérés de voir les Vietnamiens leur rappeler des vérités premières sur les destructions, les mitraillages, les bombardements aveugles de la population civile : ils manquent simplement de pudeur...

M. Harriman réclame des Nord-Vietnamiens une reconnaissance explicite de leur aide au Sud. A la limite, M. Xuan Thuy, chef de la délégation de Hanoï, devrait déclarer : « **Eh bien oui, nos troupes ont agressé le Sud, ont occupé Hué ; nous sommes donc responsables des bombardements américains lancés sur l'ancienne capitale impériale** ». M. Harriman ne s'en tient cependant pas là : il assure être prêt à discuter d'autres questions en même temps que de l'arrêt des raids contre le Nord. Il ne ferme donc pas la porte, mais pose des conditions à son franchissement par Hanoï.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien à partir de 70 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58.26.65

Arrêter les raids aériens

M. Xuan Thuy s'en tient à une position déjà bien connue avant les pourparlers : Washington doit arrêter sans conditions ses attaques contre la République démocratique, après quoi il sera possible d'aborder d'autres problèmes. Hanoï ne cache plus depuis deux semaines son désir de parler de l'ensemble de la question vietnamienne. Le rôle du F.N.L. du Sud n'en est pas dévalorisé pour autant : le Front demeure le représentant authentique de la population du Sud, c'est lui, avec les forces réellement patriotiques, qui devra prendre en main le destin du Sud, en attendant la réunification du pays.

A entendre les deux chefs de délégation répéter à chaque séance, avec de subtiles nuances, les mêmes arguments, on pourrait croire que les conversations n'aboutiront à rien. En fait, il faut noter que l'atmosphère des discussions est bonne et détendue, élément « subjectif » certes, mais qui indique une volonté des deux parties de ne pas rompre. D'autre part, rien n'indique que la délégation américaine ait une politique sérieusement définie, reflétant en cela les hésitations et les contradictions internes de Washington. Si les Nord-Vietnamiens savent où ils vont, et semblent avoir prévu toutes les éventualités, les Américains, eux, l'ignorent. Ils dépendent de l'évolution de la campagne électorale, au cours de laquelle, talonné par le libéral McCarthy, Humphrey, c'est-à-dire Johnson, pourrait soudain vouloir apparaître comme « l'homme qui a fait la paix au Vietnam ». Ce qui signifie que, soudain, la Maison Blanche pourrait modifier son attitude. Mais quand ? Et dans quelle mesure ? Il est en tout cas certain que le vrai progrès de la négociation passe par l'arrêt des attaques contre le Vietnam du Nord.

Les Américains dépendent aussi de l'évolution de la situation à Saïgon même, un Saïgon sans gouvernement,



M. XUAN-THUY

Agip

silloné par les commandos du Front, chaque nuit attaqué à la roquette, et que les énormes forces du « monde libre » sont rigoureusement incapables de contrôler. Un Saïgon en fait gouverné par le Front et ses amis de l'Alliance, et dans laquelle de petits noyaux d'une bourgeoisie écartelée hésitent encore, entre deux pluies de roquettes et les répliques des hélicoptères armés américains.

Les Vietnamiens ont donc gagné la guerre et personne n'est capable, même pas les intéressés, de dire combien de temps les manœuvres de retardement américaines dureront encore. Il est en tout cas certain que les pressions politiques sur Washington en vue d'un arrêt des raids contre le Nord ne doivent pas cesser. Il faut d'autre part noter que Hanoï a mené sa guerre selon ses propres concep-

tions, a décidé librement de négocier, au moment choisi par ses dirigeants, c'est-à-dire plus tard que Moscou ne l'aurait voulu, et peut-être plus tôt que ne l'aurait désiré Pékin. La preuve est donnée d'une lutte victorieuse contre l'impérialisme, lutte menée au nom de l'indépendance et du socialisme — du socialisme et non du nationalisme étroit et chauvin. Les Vietnamiens sortent de vingt-cinq ans de guerre contre le colonialisme français et l'impérialisme américain sans qu'on décèle en eux une trace de xénophobie et de racisme. Exemple immédiatement compris par le P.S.U. et ses amis, alors que la politique gaulliste, si ambiguë, soutient officiellement Hanoï tout en prêchant un nationalisme délirant et en recueillant les suffrages du poujadisme et du grand capitalisme.

Charles DELTA

Communiqué du Bureau National

Le parti de la « crainte » et du conservatisme a crié trop tôt victoire. Malgré les menaces du général, malgré la formation d'une milice para-gouvernementale — les comités d'action civique — le combat des ouvriers, des étudiants et des paysans continue. Malgré les tentatives de division du front syndical, les travailleurs des services publics ou de l'industrie privée se refusent à évacuer leurs lieux de travail et manifestent leur volonté de faire plier le patronat et le gouvernement. Les étudiants, de leur côté, ont montré samedi dernier, à l'appel de l'U.N.E.F., que leur détermination n'avait en rien diminué. Un peu partout, les comités d'action populaire, organes de lutte politique contre le gaullisme et d'auto-défense contre les commandos réactionnaires se multiplient.

La question du régime et de l'Etat reste donc posée. Plus que jamais il s'agit par la grève et les différentes formes de l'action de masse, de remettre en question les structures capitalistes, partout où cela est possible.

Cependant la perspective d'une compétition électorale redonne force et courage à tout un personnel singulièrement silencieux au cours des dernières semaines. Le P.S.U., pour sa part, ne croit pas que la crise actuelle puisse se résoudre au niveau des procédures parlementaires. Il entend néanmoins être présent dans le grand débat politique qui aura lieu à l'occasion des élections : la mise en accusation du gaullisme ne suffit pas ; ce sont toutes les formes d'intégration au régime capitaliste qu'il faut refuser. Tel est le sens du programme, sur lequel il appellera les électeurs à se prononcer.

Constatant que sa proposition de candidature unique de la gauche a été refusée, le P.S.U. réaffirme qu'il ne se prêtera à aucun marchandage sur la répartition des circonscriptions. Il présentera ses propres candidats ou soutiendra les candidats exprimant clairement les exigences politiques du mouvement populaire, dans toutes les circonscriptions.

Le 3 juin 1968.

● Chaque jeudi

TRIBUNE SOCIALISTE

vous propose les solutions de l'alternative socialiste aux problèmes de l'actualité :

- l'emploi - la décolonisation de la province
- la lutte extra-parlementaire.
- contre l'impérialisme américain.
- pour une Europe des travailleurs
- la recherche d'une culture populaire.
- contre la soumission de la presse et de l'information, etc...

Des rubriques permanentes et aussi 3 pages d'Arts et Lettres

POUR LA VICTOIRE DES ÉTUDIANTS

ABONNEZ-VOUS
SOUTENEZ « T.S. »

- 6 mois 18 F
- 1 an 35 F

54, bd Garibaldi
Paris (15^e)
C.C.P. Paris 58-26-65

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Rédaction

81, rue Mademoiselle
Paris-15^e - Tél. : 306-22-60

Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

Les Candidats du P. S. U.

- 01 - AIN**
1^{er}. — Henri TAPONARD
3^e. — VERICEL Louise.
- 02 - AISNE**
2^e. — COLLET Gilbert
4^e. — LALONDE Marcel
soutien
5^e. — HERODY Michel
- 03 - ALLIER**
4^e. — LAPALUS Jacques
- 04 - Basses-Alpes**
2^e. — DOLIAS Georges
- 06 - ALPES-MARITIMES**
1^{er}. — JOSELET Pierre
2^e. — WALTER Jean
3^e. — ORIOL Michel
4^e. — COURREGÉ Maurice
5^e. — HUBERT Bernard
6^e. — CRUZEL Paul
- 07 - ARDECHE**
1^{er}. — CLAUZIER Marc
3^e. — MONNIER Jean-Philippe
- 10 - AUBE**
1^{er}. — HUCHARD James
- 11 - AUDE**
1^{er}. — MELLIET André
2^e. — NARD Antoine
3^e. — ALBERT Louis
- 13 - BOUCHES-DU-RHONE**
1^{er}. — COUZIER Jean-François
2^e. — AUBERT Pierre
3^e. — BASTIDE Jean-Paul
4^e. — NODIN André
5^e. — ASTIER André
6^e. — DAVID Jean
7^e. — JEULAND Georges
8^e. — RAFFIN Gilbert
9^e. — LECOINTE Michel
10^e. — COLSON Jean-Claude
11^e. — RIPERT Antoine
- 14 - CALVADOS**
1^{er}. — DORNIER Micheline
2^e. — PETITE Jean
3^e. — BOURDON Robert
4^e. — PAYEN Jean-Charles
- 16 - CHARENTE**
1^{er}. — JAVELAUD Serge
- 17 - CHARENTE-MARITIME**
4^e. — DESMOULINS Jacques
5^e. — BOUCHER Michel
- 18 - CHER**
1^{er}. — ROBERT René
2^e. — TINTURIER André
- 20 - CORSE**
2^e. — VIALE Georges
- 21 - COTE-D'OR**
1^{er}. — PIGEON Gilbert
2^e. — DILLENSEGER José
3^e. — THIRARD
4^e. — DRIGNY Omer
- 22 - COTES-DU-NORD**
1^{er}. — LE FOLL Yves
3^e. — CARO Guy
4^e. — LE MERRER Yvon
5^e. — HENRY Jean-Baptiste
- 24 - DORDOGNE**
1^{er}. — VOIRY Maurice
3^e. — POMS Jean
4^e. — VILLATTE Jean
- 25 - DOUBS**
1^{er}. — JOECKER Claude
2^e. — MINAZZI Georges
- 26 - DROME**
3. — BERNARD Jean-Noël
- 27 - EURE**
1^{er}. — PUISAIS Harris
2^e. — BOSCH Paul
3^e. — RUAULT Jean
4^e. — SIMON Jean-Marie
- 28 - EURE-ET-LOIR**
1^{er}. — VASSEUR Marcel
2. — DUJARDIN Jacques
- 29 - FINISTERE**
1^{er}. — LE DISLOSQUER Alain
4^e. — PRAT Roger
- 30 - GARD**
1^{er}. — ARNASSAN Paul
2^e. — COMPERE Jacques
3^e. — MAYNARD Jean-Jacques
4^e. — BLANC Rémy
- 31 - HAUTE-GARONNE**
1^{er}. — PORTERIE Jean
2^e. — PATIN Pierre
3^e. — BENETEAU Alain
4^e. — DAUBON Roger
5^e. — BALVET Michèle
6^e. — AUBAN Achille
- 32 - GERS**
2^e. — BAURENS Alexandre
- 33 - GIRONDE**
1^{er}. — CARMONA Maurice
2^e. — WALLON Dominique
3^e. — HERVOUET Yves
4^e. — SOUQUE Henri
6^e. — LERICHE Claude
- 34 - HERAULT**
1^{er}. — ANTONINI Pierre
2^e. — MAINCENT Pierre
4^e. — de PARZIA Joseph
- 35 - ILLE-ET-VILAINE**
1^{er}. — FOULON Charles
2^e. — HEURTIN Pierre
3^e. — MORFOISSE Joël
4^e. — MAUGER Félix
5^e. — ROLLAND
- 36 - INDRE**
1^{er}. — THERY Gérard
2^e. — PINTY
3^e. — KALEKA
- 37 - INDRE-ET-LOIRE**
1^{er}. — DREUJOU Roger
3^e. — PLOT Raymond
4^e. — MERCERON Raymond
- 38 - ISERE**
1^{er}. — HOLLARD Michel
2^e. — MENDES FRANCE Pierre
soutien
3^e. — LEROY Paul
4^e. — BARIOL Pierre
5^e. — GAGET Brigitte
6^e. — VIDECOQ Georges
- 39 - JURA**
DESHAYS Alain
- 41 - LOIR-ET-CHER**
1^{er}. — BILLEAU Jean
- 42 - LOIRE**
1^{er}. — BOUCHARDEAU Huguette
3^e. — PIERRE Marcel
4^e. — MEDARD Paul
- 44 - LOIRE-ATLANTIQUE**
1^{er}. — MILPIED Maurice
2^e. — SALLOIS Jacques
3^e. — MALLET Serge
4^e. — DUPUIS Félix
6^e. — AUBRY Jean
7^e. — YVIN Pierre
8^e. — BONNET Pierre
- 45 - LOIRET**
1^{er}. — de la FOURNIERE Michel
2^e. — GOND Michel
4^e. — MALINGUAGGI Camille
- 46 - LOT**
1^{er}. — JOUVE Edmond
2^e. — SOLAL Georges
- 47 - LOT-ET-GARONNE**
1^{er}. — HAYS Jacques
3^e. — BOURRE Michel
- 48 - LOZERE**
2^e. — ROBIN Gilbert
- 49 - MAINE-ET-LOIRE**
1^{er}. — SEJOUR Suzanne
2^e. — JACQUIER Jean-Paul
3^e. — DAVANT Dominique
- 50 - MANCHE**
2^e. — ROQUET Rrmand
4^e. — RIVIERE M.
soutien
5. — MARIGNY Jean
- 51 - MARNE**
1^{er}. — DAVID Marcel
2^e. — VANCRAEYENEST Jean
3^e. — SAUX Jacques
- 52 - HAUTE-MARNE**
1^{er}. — WEIDMANN Bernard
- 54 - MEURTHE-ET-MOSELLE**
1^{er}. — TRUGLING Antoine
2^e. — BORELLA François
3^e. — VAYSSADE Marie-Claude
5^e. — BARAN Sylvestre
6^e. — RANDOLLET Emile
7^e. — BIENAIME Gilbert
- 56 - MORBIHAN**
1^{er}. — HILY Corentin
3^e. — QUEVERDO Eugène
5^e. — MARCHI Pierre
6^e. — CROUVIZIER René
- 57 - MOSELLE**
1^{er}. — BRIXHE Claude
soutien
3^e. — MADELAINE Victor
4^e. — GREGOIRE Marcel
- 59 - NORD**
1^{er}. — LEBLEU Armand
2^e. — SNIKINSKI Valère
3. — VAN REGHEM Paul
4^e. — DUQUENNE Etienne
5^e. — MINET Gérard
6^e. — MOUVAUX Jean-Pierre
7^e. — BALLOIS Marc
8^e. — COMMOT Jacques
9^e. — GOETHALS Gérard
10^e. — CHOMBEAU Jean-Marie
11^e. — BRAULE André
14^e. — DURONSOY André
15^e. — STREIFF Jean
16^e. — SEMAL Jean-Paul
17^e. — WENDEL Marie-Claire
19^e. — VANDENBERGHE Jacques
20^e. — DHENNAIN Albert
21^e. — RAUX Simone
22^e. — BATTIST Umberto
- 60 - OISE**
2^e. — IVENS Raymond
3^e. — FONTES Michel
4^e. — POPULAIRE Daniel
5^e. — GIROD Pierre
- 61 - ORNE**
1^{er}. — FLEURY Yves
3^e. — VAILLANT Henri
- 62 - PAS-DE-CALAIS**
1^{er}. — GARBE Jean-Daniel
5^e. — MINET Lucien
6^e. — DEGORGÉ Guy
7^e. — CHIFFLARD Albert
9^e. — POISSON Pierre
10^e. — LALIN Régis
13^e. — CHEVALLIER Paul
- 63 - PUY-DE-DOME**
1^{er}. — GILBERT Robert
3^e. — LESBRE Serge
4^e. — COUDERT Etienne
5^e. — GARRIGUE François
- 64 - BASSES-PYRENEES**
2^e. — BOISSON Pierre
3^e. — CHATARD Pierre
4^e. — PRADIER Pierre
- 67 - BAS-RHIN**
1^{er}. — GAREL Jean-Pierre
2^e. — SAGER René
- 68 - HAUT-RHIN**
3^e. — BESANCON Bernard
4^e. — MINOD Francis
- 69 - RHONE**
1^{er}. — SOUBEYRAND Henri
2^e. — LACAZE Paulette
3^e. — GERBE Suzanne
4^e. — BAUBY Pierre
5^e. — ARMAGNAT Jacques
6^e. — DELAY Maurice
7^e. — BARTHELET André
8^e. — DEPARDON Elie
10^e. — RAQUIN Gabriel
- 70 - HAUTE-SAONE**
1^{er}. — VIEUXMAIRE Guy
- 71 - SAONE-ET-LOIRE**
1^{er}. — CHATELET Jean
- 72 - SARTHE**
2^e. — JUTEAU Christian
3^e. — CAU Yves
4^e. — HUAU Camille
5^e. — MARIS Raymond
- 73 - SAVOIE**
2^e. — GHENO Jean-Claude
3^e. — POENSIN Michel
- 74 - HAUTE-SAVOIE**
1^{er}. — MANNEVILLE Pierre
2^e. — COMONT Bernard
- 76 - SEINE-MARITIME**
1^{er}. — DUBREUIL Robert
2^e. — CANAPLE Michel
3^e. — MACE André
4^e. — LEMARE Henri
5^e. — ROUSSEL Pierre
6^e. — POINTIER Louis
7^e. — LEBORGNE Michel
- 77 - SEINE-ET-MARNE**
1^{er}. — RADENAC Henri
2^e. — DUMONT M.
4^e. — FERRARI Pierre
5^e. — DANIC Jean-Pierre
- 80 - SOMME**
1^{er}. — KAMER Edith
2^e. — BAOUX André
4^e. — BLINEAU Charles
5^e. — MARTEIN Jean-Pierre
- 81 - TARN**
1^{er}. — CROSTE André
2^e. — DARRAS Henri
3^e. — BONNEMAISON Christian
- 82 - TARN-ET-GARONNE**
2^e. — BOURGAREL Jean
- 84 - VAUCLUSE**
1^{er}. — SANTI Jean
2^e. — LAGIER Robert
- 85 - VENDEE**
1^{er}. — MORINEAU Jean-François
2^e. — TOUBLANC M.
soutien
3^e. — GAUTIER Pierre
- 86 - VIENNE**
1^{er}. — LAPIERRE Luc
2^e. — CHABOUX André
- 87 - HAUTE-VIENNE**
1^{er}. — BUISSON André
3. — ANGLERAUD Daniel
- 88 - VOSGES**
soutien
1^{er}. — VALENCE Georges
2^e. — NOEL Pierre
- 89 - YONNE**
1^{er}. — RICARD Pierre
3^e. — PONCHEL André
- 90 - BELFORT**
1^{er}. — BERTRAND Louis
2^e. — ROUDOT M.
- Le P.S.U. présente des candidats dans chacune des circonscriptions de la Région Parisienne. La liste en sera publiée la prochaine fois.

POUR UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION VERS LE SOCIALISME

Le vaste mouvement qui, parti du Quartier Latin, vient d'ébranler le régime et d'attaquer les structures capitalistes de la société, doit aujourd'hui poursuivre la lutte sous de nouvelles formes partout où il s'est manifesté dans les universités, dans les entreprises, dans les municipalités.

Il doit affirmer sa force face au gaullisme et par rapport à la gauche traditionnelle.

La bataille électorale va permettre aux forces qui ont participé à ce mouvement de faire la démonstration du soutien populaire qu'elles ont rencontré dans le pays. *Le P.S.U.*, partie intégrante de ce mouvement qui s'est épanoui depuis le 3 mai à travers des centaines de Comités d'Action Populaire, entend se battre sur l'intégralité des revendications du mouvement en exigeant la reconnaissance :

- du pouvoir des étudiants et des enseignants dans l'Université,
- du pouvoir des travailleurs dans l'entreprise,
- du pouvoir paysan, qui se traduit par la gestion des organes régionaux de planification et de production, et le contrôle des moyens de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

L'objectif du P.S.U. reste l'instauration d'un régime de transition vers le socialisme, rompant de façon irréversible avec les structures de l'Etat capitaliste.

C'est pour mener cette bataille qu'il présentera ou soutiendra, dans chaque circonscription, un candidat.

Il appelle tous les travailleurs, les enseignants, les étudiants, les paysans, à participer activement à cette campagne.

Il ouvre une souscription pour le soutien de ses candidats qui exprimeront partout la contestation et les revendications du mouvement.

Vous qui vous sentez solidaires du combat que mènent depuis le 3 mai étudiants, travailleurs et paysans, il faut manifester matériellement votre soutien. Deux cents millions sont nécessaires pour mener cette campagne. C'est un objectif difficile. Il appelle chacun à des efforts à la mesure de ses espérances politiques.

P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e) - C.C.P. Paris 14.020.44

Chèque bancaire à l'ordre du P.S.U.